

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Propriété Littéraire et Artistique

DES

AUTEURS MARIÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 12 Janvier 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Maurice FELDMANN

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants } *MM. MASSIGLI, professeur.*
 } *THALLER, professeur.*

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
Propriété Littéraire et Artistique
DES
AUTEURS MARIÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 12 Janvier 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Maurice FELDMANN

Avocat à la Cour d'appel



Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants } *MM. MASSIGLI, professeur.*
 } *THALLER, professeur.*

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE
DES
Auteurs mariés

INTRODUCTION

Le droit de propriété littéraire et artistique bénéficie de l'empire et de la séduction qu'exercent la littérature et l'art mêmes. Aussi, à peine tracé, le terrain s'en est-il promptement élargi. L'histoire, qu'on en pourrait faire, ressemblerait à ces expositions si rapidement rétrospectives, par quoi des industries, nées d'hier, étonnent de leurs incessants progrès.

La législation ne va pas assez vite au gré de la doctrine, et la jurisprudence elle-même, « initia-

trice des lois nouvelles » (1), sans affecter des allures aussi révolutionnaires, tend, ainsi qu'il arrive maintes fois, à en devancer les progrès.

C'est de ce mouvement, appliqué au droit de propriété littéraire et artistique des auteurs mariés, qu'est né l'ensemble des questions, dont nous abordons l'examen.

« On commence en tout genre par le simple — a-t-on dit — ensuite vient le composé et souvent on revient au simple par des lumières supérieures ; telle est la marche de l'esprit humain » (2). Si cela est vrai, même en matière juridique, il faut reconnaître que le droit de propriété littéraire et artistique n'est encore qu'au milieu du cycle qu'il doit parcourir, et que l'analyse de plus en plus étroite qu'en ont faite les jurisconsultes, n'est arrivée jusqu'ici qu'à en compliquer l'application.

On a pu croire, d'abord, que le droit de propriété littéraire et artistique, en dehors des dispositions positives qui le régissent quant à sa durée et au

1. Discours prononcé par M. Ballot-Beaupré, Premier Président de la Cour de cassation, à la cérémonie commémorative du centenaire du Code civil. (*Gazette des tribunaux*, 30 octobre 1904.)

2. Voltaire. *Dictionnaire Philosophique*. V^o Religion.

mode spécial de dévolution dont il est l'objet, constituait simplement un élément de plus du patrimoine de l'auteur, sans qu'il dût échapper, pour le surplus, aux principes généraux, qui règlent l'ensemble des biens.

Sans doute, cette propriété était elle apparue, dès le début, comme étant « d'un genre tout différent des autres propriétés » (1); sans doute encore avait-on indiqué que le caractère et l'étendue du droit nouvellement institué, étaient tels que seul un singulier abus de mots avait permis de l'appeler « *droit de propriété* » ; sans doute, enfin, des penseurs avaient-ils cherché à discerner, dans ce droit, ce qui en constituait l'essence purement personnelle, mais ces distinctions et ces discussions étaient restées étrangères aux sphères juridiques, à ce point que les questions que nous allons envisager, tout en existant nécessairement à l'état latent, ont mis un temps prolongé à se présenter, et que le droit de propriété littéraire et artistique avait trouvé place depuis plus d'un demi-siècle dans notre législation lorsque les tribunaux eurent à en connaître pour la première fois.

1. Rapport présenté par Chapelier à l'Assemblée Constituante dans la séance du 13 janvier 1791. (*Moniteur* du 15 janvier.)

Le conflit entre ce droit nouveau et les principes généraux de la législation est apparu dans la pratique judiciaire, lorsqu'il s'est agi d'appliquer à la propriété littéraire certaines règles du Code civil concernant l'association conjugale.

Toutes les questions, qu'on avait eues à résoudre relativement au droit de propriété de l'auteur sur son œuvre, pour aboutir simplement à la reconnaissance de ce droit, devaient, on le conçoit, se poser sous un aspect tout différent, lorsque, par suite d'une notion affinée de la personnalité de ce droit, on en vint à vouloir protéger l'auteur, non plus seulement contre les atteintes que des tiers voudraient faire subir à son privilège, mais encore contre la restriction que pourraient apporter, à l'exercice de son droit, l'existence d'un conjoint et l'application des règles dont celui-ci pouvait, d'une manière générale, bénéficier. Après avoir protégé l'auteur contre les menées étrangères auxquelles il était exposé, n'allait-on pas laisser se produire, à son foyer même, un droit adverse, plus dangereux, en bien des cas, que ceux contre lesquels on l'avait garanti ? Pour s'être marié sous le régime de la communauté ou avoir négligé de prendre, dans son contrat, au moment

du mariage, des mesures particulières, dont un sentiment passager l'avait peut-être éloigné, ou que des circonstances différentes n'avaient pas paru devoir indiquer, l'auteur allait-il en arriver finalement au partage des droits qu'il croyait posséder, en propre, sur son œuvre ? De là une source inépuisable de conflits, rendus plus apparents encore par le rétablissement du divorce. Telle situation, qui pouvait à la rigueur paraître acceptable, lorsque la mort était venue rompre le lien conjugal, apparaissait au contraire comme tout à fait intolérable, lorsque l'ancien conjoint, le mariage une fois dissout, devenait l'ennemi le plus intime de l'auteur et de son œuvre.

Ce sont ces difficultés, plusieurs fois soumises à la jurisprudence, qui vont faire l'objet de notre étude. Nous examinerons successivement les modifications que le mariage peut faire subir au droit de l'auteur lui-même, et la façon dont son conjoint peut être associé à la jouissance de ce droit.

Cette jouissance sera contractuelle ou successorale. Elle sera contractuelle, si elle résulte des conventions matrimoniales ; il conviendra alors d'examiner quelle en sera la suite, suivant que les époux auront adopté l'un ou l'autre des régimes prévus par la loi.

Dans cette première partie de nos développements, la plus large place se trouvera nécessairement faite au régime de communauté, celui dont la jurisprudence a eu le plus à se préoccuper, encore que, d'une manière générale, les espèces auxquelles nous devons nous reporter, soient peu nombreuses.

Cette jouissance sera au contraire successorale, lorsqu'elle appartiendra au conjoint de l'auteur prédécédé, par suite des dispositions de la loi ; les droits, qui lui ont été alors reconnus, feront l'objet de la seconde partie de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS DE LOI RELATIVES AUX AUTEURS MARIÉS

Pendant le mariage d'abord :

Aucune disposition de loi n'est venue expressément modifier les règles posées par le Code civil. Il semble, dès lors, à ne considérer que la législation positive, et en admettant que les principes généraux en doivent être appliqués à la matière qui nous occupe, qu'il soit facile de prévoir le sort fait à la propriété littéraire et artistique, lorsque l'auteur est marié.

Rien de spécial à dire au sujet de la propriété littéraire et artistique reposant sur la tête du mari : Le mari auteur ou artiste disposera librement de son droit, comme il dispose de tous ses autres biens.

Il en sera autrement, si c'est à la femme que le droit d'auteur appartient : Que les époux soient mariés sans contrat, ou qu'ils aient adopté dans

leur contrat l'un des régimes de communauté, le régime sans communauté, ou même le régime dotal, l'administration de la propriété littéraire et artistique, plus ou moins étendue suivant les cas, appartiendra au mari. C'est la conséquence nécessaire des articles 1421, 1530 et 1549 du Code civil.

Bien mieux, sous le régime de communauté rien n'empêcherait que le mari ne pût disposer librement même à titre gratuit, du droit d'auteur appartenant à sa femme (art. 1422 du C. civ.).

Seules, la femme séparée de biens et la femme dotale qui aura eu soin de conserver son droit d'auteur comme paraphernal, garderaient la libre disposition de leur propriété littéraire ou artistique, avec la restriction encore fort notable de la nécessité de l'autorisation maritale pour les actes dépassant la simple administration.

Chacun de ces points, comme nous le verrons, a donné lieu à d'ardentes discussions. On s'est demandé particulièrement si la loi du 13 juillet 1907 « *Sur le libre salaire de la femme mariée* » n'était pas venue modifier la situation faite à la femme auteur par ces différents régimes.

Après la dissolution du mariage, ensuite :

Ici des textes spéciaux apparaissent :

Les documents législatifs qui ont, à proprement

parler, consacré le droit nouveau relatif à la propriété littéraire et artistique ont été d'abord muets sur les avantages réservés au conjoint.

Le décret des 13-19 janvier 1791 « *relatif aux spectacles* » porte simplement (art. 5) :

« Les héritiers ou cessionnaires des auteurs seront propriétaires de leurs ouvrages durant l'espace de cinq années après la mort de l'auteur. »

Ces expressions générales « *d'héritiers ou cessionnaires* » sont celles dont continuent à se servir le décret des 19 juillet-6 août 1791 (art. 1^{er}) : « *Relatif aux spectacles* » et celui des 19-24 juillet 1793 (art. 2) : *Relatif au droit de propriété des auteurs d'écrits en tout genre, des compositeurs de musique, des peintres et des dessinateurs.* »

Ce fut seulement le décret du 5 février 1810 « *contenant règlement sur l'imprimerie et la librairie* », qui vint assigner à la veuve de l'auteur une place à part et privilégiée parmi ses autres héritiers (art. 39) : Le droit de celle-ci devait être dorénavant viager, alors que les enfants de l'auteur ne jouiraient de ce droit que pendant une durée fixe de vingt années. Mais encore fallait-il, pour que le droit de propriété fut garanti à la veuve, que « *les conventions matrimoniales de*

celle-ci lui en donnassent le droit » ce qui fut interprété ainsi : à condition qu'elle fût mariée sous le régime de communauté.

C'est dans le même esprit que furent rédigées la loi du 3 août 1844 « *relative au droit de propriété des veuves et des enfants des auteurs d'ouvrages dramatiques* » et la loi des 8-19 avril 1834 « *sur le droit de propriété garanti aux veuves et aux enfants des auteurs, des compositeurs et des artistes* ». Ces lois ont étendu la durée du droit d'auteur l'une à vingt années, l'autre à trente années au profit des enfants à partir, soit du décès de l'auteur, compositeur ou artiste, soit de l'extinction des droits de la veuve. La veuve continuant à jouir d'un droit viager.

Vient enfin la loi du 14 juillet 1866 « *sur les droits des héritiers et des ayants cause des auteurs* », qui, elle, apporte une série de modifications à la législation antérieure :

Tout d'abord il ne s'agit plus exclusivement de la veuve de l'auteur. Le législateur prévoit que l'auteur pourra être indifféremment le mari ou la femme, et se préoccupe simplement du sort *du conjoint survivant*. D'autre part, l'exercice du droit de la veuve n'est plus subordonné aux conventions matrimoniales par elle adoptées. Que la

femme soit commune en biens ou non, elle bénéficiera du droit auquel, par une troisième modification aux dispositions antérieures, le législateur assigne une durée fixe de cinquante années ; le tout, sous la double restriction, qu'il n'existe pas, au moment du décès, une séparation de corps prononcée contre le conjoint, et que le bénéfice de la loi cesse de s'exercer au cas où le conjoint contracte un nouveau mariage, y eût-il ou non des enfants issus du premier.

Telle est, à ne considérer que la législation positive, la situation faite à l'auteur marié ou à son conjoint.

Autour de ces textes vont naître la série de questions dont nous abordons l'examen ; l'une d'elles, de beaucoup la plus importante, a surtout occupé la jurisprudence et la doctrine : c'est celle qui a trait au conflit entre le droit de l'auteur et celui de la communauté.

CHAPITRE II

LE DROIT D'AUTEUR EN CONFLIT AVEC LA COMMUNAUTÉ

Historique de la question

Pendant très longtemps, l'application au droit d'auteur des règles générales du régime de communauté ne souleva aucune difficulté. Les communautés, dans lesquelles entraient un droit d'auteur furent liquidées, comme s'il s'agissait d'un droit de créance ordinaire, sans que les tribunaux eussent à intervenir. Moins encore peut-on trouver trace d'une question quelconque, ayant eu trait à l'administration de la propriété littéraire ou artistique pendant la durée de mariage.

Cette situation devait se modifier le jour où, venus petit à petit à des théories que les philosophes et les penseurs avaient créées, des jurisconsultes s'attachèrent à leur tour, à l'idée de personnalité du droit d'auteur.

L'initiative prise par quelques notaires, qui

furent en cela des précurseurs, motiva les premiers débats judiciaires relatifs à la question qui nous occupe. Ces honorables officiers ministériels devaient être naturellement choqués de « voir ce droit tout personnel, fruit de l'intelligence et de la pensée, venir échouer misérablement au moment de la liquidation, à côté des meubles et des ustensiles du ménage (1) ». La première occasion qu'ils saisirent de le montrer se présenta à eux en 1880, à propos de la liquidation de la communauté d'un littérateur du nom de Masson, à la notoriété duquel le procès, dont nous allons parler, n'a sans doute pas été sans contribuer. Le notaire liquidateur n'avait pas hésité à exclure de la communauté, la propriété sur les œuvres de l'auteur survivant. Les représentants de son conjoint prédécédé critiquèrent, de ce fait, le travail du notaire, et s'adressèrent aux tribunaux. Le conflit entre la théorie ancienne, faisant entrer le droit d'auteur en communauté, et la théorie toute récente tendant à le considérer comme un bien propre de l'auteur, fut donc posé de la façon la plus nette. Il faut reconnaître que le résultat de cette première tentative judiciaire ne fut pas pour encourager l'opi-

1. M. Chenu. *De la propriété littéraire*. 1881, p. 182.

nion révolutionnaire. Mais, comme nous le verrons, celle-ci ne se tint pas pour battue, et sa fortune devait par la suite rencontrer des circonstances plus favorables.

Les motifs que donna la Cour Suprême dans ce premier arrêt doivent être retenus dans leur entier, car ils résument, de la façon la plus claire, ce qui va constituer le système traditionnaliste ou classique dans sa pureté primitive :

Attendu, dit la Cour, que d'après les principes généraux du droit, la propriété littéraire ou artistique essentiellement mobilière a les mêmes caractères et doit avoir le même sort que tout autre genre de propriété, moins la limitation que l'intérêt public a fait apporter à sa durée ; — Attendu qu'une composition littéraire matérialisée par la publication, constitue un bien susceptible de propriété ; — Que ce bien est meuble dans sa valeur principale comme dans ses produits et doit comme tel accroître l'actif de la communauté ; — Attendu que la loi du 19 juillet 1793 n'a envisagé l'auteur et ses représentants que dans leurs rapports avec les tiers, sans exclure l'application au droit d'auteur du régime matrimonial des époux ; — Attendu que l'article 1 de la loi du 14 juillet 1866, après avoir, déterminé la durée de la jouissance du conjoint survivant porte que cette jouissance lui appartiendra quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la

communauté ;—Que cette disposition est nette et précise ;
— Qu'il en résulte avec évidence que la nature mobilière, reconnue au droit d'auteur, fait entrer dans la communauté, non seulement les produits du droit, mais encore le droit lui-même, et que l'article 1401 du Code civil doit être appliqué en ce sens dans le cas où la communauté est dissoute par le décès de la femme comme dans celui où elle prend fin par le décès du mari (1).

Peut-être les motifs que nous venons de rappeler, sur lesquels la Cour Suprême s'appuyait pour faire triompher le droit de la communauté, parurent-ils un peu sommaires à ceux, déjà nombreux, que l'opinion contraire avait séduits. Cette opinion venait, au même moment, d'être pour la première fois formulée dans un système doctrinal complet, par un des plus éminents jurisconsultes de la Belgique. Alors que la Cour de cassation s'était attachée à faire entrer, par un travail purement abstrait et exempt de toute analyse du droit en lui-même, la propriété littéraire dans la classification ordinaire des biens mobiliers ou immobiliers, M. Edmond Picard n'hésitait point à écrire :

« Nous nous proposons, dans ce qui va suivre,

1. Trib. civil de la Seine, 10 janvier 1878, *Le Droit*, 12 janvier, et Cass., 16 août 1880. (S. 81.1.25.)

de soumettre à une nouvelle analyse les éléments essentiels et la division des droits, de rechercher comment ils ont été compris jusqu'ici, de rectifier, s'il y a lieu, les définitions, telles qu'elles sont acceptées, d'examiner surtout d'une manière approfondie, quelle est la véritable nature de la propriété intellectuelle, et de voir s'il faut la maintenir parmi les droits réels, ou s'il convient de compléter pour elle la division générale des droits en y introduisant un terme inaperçu dans le passé. L'importance de cet objet sera saisie par tout jurisconsulte. Vérifier l'essence primordiale des droits et d'après elle établir leur division, c'est prendre la matière juridique à son origine même, et en faire en quelque sorte l'embryologie. C'est reviser le point de départ même de toutes les déductions, dont les ramifications indéfinies constituent le riche réseau qui se répand partout. Si cette circulation est viciée dans sa source, elle portera jusqu'aux extrémités les éléments altérés qu'elle y aura puisés, et l'erreur, transmise ainsi jusque dans les recoins les plus reculés, infectera l'organisme entier (1). »

1. Picard. *Introduction au tome II des Pandectes belges*. Bruxelles, 1879.

A un point de vue moins général et au même moment, M. Pouillet apportait à la théorie que la Cour suprême allait condamner l'appui de sa dialectique aussi fine qu'autorisée.

S'attaquant aux arguments que M. Flourens avait faire valoir en faveur de la chute du droit d'auteur en communauté (1), et qu'il tirait de l'exposé des motifs de la loi de 1866, ainsi que du rapport qui l'avait suivi, l'éminent auteur écarte l'exposé des motifs et le rapport auxquels il reproche d'avoir affirmé plutôt que prouvé, et leur oppose la discussion même à laquelle la loi a donné lieu, et dont certains passages tendraient à établir que la pensée du législateur n'a nullement été à ce moment de considérer le droit d'auteur comme tombant dans la communauté. Il cite en particulier certains passages d'un discours de M. Duvergier où celui-ci signale à l'attention de la Chambre la situation anormale qui sera celle des enfants qu'un auteur aura eus d'un premier mariage; ceux-ci, en cas de nouveau mariage de leur père, ne se verront-ils pas dépouillés de leurs droits au

1. Flourens. *Essai sur la loi du 14 juillet 1866, relative aux droits d'auteur*. Paris, 1871, p. 105 et ss.

profit d'une veuve, qui sera très probablement jeune, et dont les prérogatives apparaîtront comme d'autant plus insupportables qu'elles seront exercées par une belle-mère au préjudice des enfants de l'auteur. « Ainsi pas de doute, ajoute M. Pouillet, l'orateur, qui faisait cette hypothèse, comprenait bien, et nul ne le démentait, que le droit d'auteur passait tout entier à la veuve, même dans le cas où elle était veuve, en secondes noces », ce qui n'aurait pu se produire si, du chef de la communauté, les enfants du premier lit avaient trouvé dans la succession de leur mère une partie des droits d'auteur.

Nous ne pouvons suivre l'éminent auteur dans l'analyse à laquelle il se livre de la longue discussion à laquelle a donné lieu la loi de 1866, mais nous devons retenir sa conclusion :

« Les produits que l'auteur tire de l'exploitation de son œuvre entrent certainement dans la communauté, mais les produits seulement, non le droit de propriété lui-même. » (1)

Cependant les jurisconsultes les plus autorisés

1. Pouillet. *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*. Paris, 1879, nos 183 et s.

n'hésitèrent pas, lorsque fut rendu l'arrêt de la Cour de cassation, à se prononcer en faveur de la doctrine classique, qui venait d'être consacrée. Nous trouvons parmi les défenseurs les plus résolus de cette doctrine, notre éminent maître, M. Lyon-Caen.

« Les principes généraux du régime de la communauté, écrit-il, nous paraissent avec notre arrêt, conduire à la conséquence qu'il consacre. La propriété littéraire et artistique doit être rangée dans la classe des meubles. Or, les meubles des époux font partie de la communauté légale. Les exceptions ne peuvent résulter que d'une disposition contraire ou de la nature de certains droits. Il est hors de doute que les droits mobiliers incessibles ne tombent pas dans l'actif commun. Cela n'est dit dans aucune disposition de nos lois, mais résulte de cette idée incontestable que les biens composant l'actif de la communauté deviennent communs entre les époux en vertu d'une cession tacite, qu'ils se font réciproquement. Personne ne conteste que la propriété littéraire soit parfaitement cessible. Si une cession expresse en est possible, pourquoi la cession tacite, résultant de l'adoption du régime de la communauté ne lui serait-elle pas

applicable? » (1) Quant aux arguments tirés par M. Pouillet des travaux préparatoires de la loi, M. Lyon-Caen considère qu'ils se heurtent aux termes mêmes dont le législateur s'est servi. En présence de cette phrase de la loi de 1866 « *quel que soit le régime matrimonial, et indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté* », « il faut torturer le sens des mots dont il s'agit pour leur faire signifier autre chose que ceci. Indépendamment de son droit de jouissance de la loi de 1866, le conjoint survivant a en outre d'autres droits, quand il était commun en biens » (2). L'éminent professeur pensait condamner d'avance les efforts des novateurs en déclarant : « Dès que les principes généraux conduisent à une solution, elle doit être admise, abstraction faite des conséquences plus ou moins choquantes qu'elle entraîne » et en ajoutant que dès qu'on les abandonne, on ne sait plus où l'on va (3). Ce danger, il est vrai, ne devait pas effrayer ceux pour lesquels nul résultat ne pouvait être aussi singulier que celui auquel

1. Note de M. Lyon-Caen sous l'arrêt de Cassation du 16 août 1880. S. 81. I. 25.

2. M. Lyon-Caen. Même note.

3. *Idem.*

aboutissait l'application même, à notre matière, des principes généraux.

Le conflit, ainsi porté devant les tribunaux et solutionné par eux, d'une façon aussi nette, par une sorte de question préalable, il semblait que toute nouvelle tentative des notaires dût, dorénavant, demeurer vaine. Mais la jurisprudence, par une prompte évolution, préparait aux défenseurs de la personnalité du droit d'auteur, un soutien inattendu.

En 1884, d'abord, la Cour de Paris posa en principe (1) que la propriété des ouvrages littéraires d'une personne mariée ne tombe point dans la communauté, si ce n'est pour les produits réalisés pendant la durée de la vie commune. A la suite d'une séparation de biens, l'écrivain reprend ses droits d'auteur comme lui étant propres et continue à les exploiter à son profit exclusif.

On a pu reprocher à cette décision, qui dénotait une belle indépendance de la part de la Cour de Paris vis-à-vis de la Cour Suprême, de s'être appuyée sur des affirmations plutôt que sur des motifs, car il ne suffisait pas de déclarer — comme

1. Cour de Paris, 3 avril 1884. Affaire Bernard-Derosne. S. 84. 2. 120.

le faisait la Cour — que la propriété littéraire et artistique était d'un genre différent des autres propriétés, il fallait encore expliquer en quoi, et démontrer, ensuite, que la nature absolument spéciale de ce droit, légitimait un règlement différent.

Nous ne croyons pas que cet arrêt ait été soumis à la Cour de cassation, mais une nouvelle occasion allait permettre à celle-ci de proclamer d'une façon plus complète encore, les principes qu'elle considérait comme devant être acceptés.

L'affaire Lecocq est demeurée célèbre, et dès qu'on met la question du droit d'auteur sur le terrain où nous l'envisageons, le nom en est immédiatement prononcé.

Nous venons de voir que dès avant que ce procès ne fût soumis au tribunal de la Seine, et successivement ensuite à la Cour de Paris et à la Cour de Cassation, la jurisprudence avait eu par deux fois l'occasion de se prononcer, et que les décisions intervenues avaient déjà suscité d'intéressants travaux de doctrine. Mais il faut reconnaître que l'idée nouvelle avait fait du chemin, et si on considère que la question soulevée allait de rechef trouver en désaccord la Cour de Paris et la Cour de Cassation, on ne saurait être surpris du bruit qui se fit autour de cette affaire non

plus que du mouvement doctrinal considérable qu'elle déterminait.

Le nom même des parties en cause devait augmenter encore l'intérêt qui allait s'attacher à ce procès.

Il s'agissait de la liquidation de la communauté des époux Lecocq, dont le divorce avait été prononcé aux torts de la femme, et la question était de savoir dans quelle mesure leur communauté allait s'enrichir de tant d'opérettes célèbres, auxquelles le compositeur avait attaché son nom. Les termes du contrat de mariage créaient d'ailleurs, en la circonstance, une complication spéciale. Le régime adopté avait été celui de la communauté réduite aux acquêts, avec cette stipulation particulière que les œuvres publiées antérieurement au mariage tomberaient en communauté. Le notaire liquidateur n'hésita point à exclure de la communauté la propriété des œuvres subséquentes de Lecocq, ce qui était conforme à la pratique notariale déjà signalée, et pouvait, en même temps, paraître résulter, par un argument *a contrario*, de la clause dont nous venons de parler. Le tribunal, saisi par M^m Lecocq, qui contestait à ce point de vue le travail du notaire, condamna ce travail et

se prononça dans le sens de la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Attendu, dit le jugement (1), que la propriété des œuvres musicales aux termes des articles 516 et 517 du Code civil ne peut être considérée que comme un droit mobilier dans sa valeur principale aussi bien que dans ses produits ; — Que ce droit doit conformément à l'article 1401 tomber dans la communauté ; — Qu'aucune disposition législative spéciale n'a apporté de dérogation aux principes généraux de notre législation et n'a édicté, qu'après la dissolution de la communauté, l'auteur conserverait la pleine propriété de son œuvre...

Le tribunal, on le voit, procède ainsi que nous en avons fait la remarque, à propos des décisions précédentes, par un simple rappel des principes généraux du droit, sans vouloir examiner la question de savoir si le droit d'auteur pris en lui-même est de nature, ce qui précisément constitue le problème intéressant, à échapper à leur application.

La Cour d'Appel ne recula pas devant une semblable analyse (2). En vain l'Avocat Général « tout

1. Tribunal civil de la Seine, 21 mai 1898.

2. Cour d'Appel de Paris, 1^{er} février 1900. (*Gaz. du Pal.*, 1900. I. 394.)

en reconnaissant les inconvénients graves de la situation et en estimant que la nature particulière et prééminente des œuvres de l'esprit et de l'art créait pour le législateur, en cas de divorce, l'obligation d'une réglementation protectrice » invoqua-t-il ce qu'il considérait comme résultant des principes absolus du droit, le caractère strictement mobilier du droit d'auteur le faisant rentrer dans la catégorie des biens qui, pendant le mariage, tombent, sauf stipulation contraire expresse, dans la communauté réduite aux acquêts. Cette rigoureuse application des articles 516 et 517 du Code civil ne suffit pas à entraîner l'opinion de la Cour, et, à la différence de l'Avocat Général qui avait résolument laissé de côté la discussion du droit d'auteur dans son essence même, la Cour n'hésita pas à aborder de front la difficulté et à statuer dans un sens diamétralement opposé à celui que la Cour Suprême avait antérieurement accepté.

Encore que cet arrêt de la Cour de Paris ait été maintes fois rapporté, l'étude que nous avons entreprise serait incomplète, si, à notre tour, nous n'en reproduisions pas les parties principales :

Considérant qu'une œuvre musicale, éditée ou représentée, ne constituait pas, d'après les lois des 13-19 jan-

vier 1791 et 19-24 juillet 1793, un bien susceptible d'un droit de propriété, tel qu'il existait alors et sous la législation antérieure, mais donnait seulement à son auteur des droits spéciaux, temporaires et différents du droit absolu de propriété perpétuelle ;

Considérant, dès lors, que le Code civil, qui n'a rien modifié à cet égard, n'a pu les assimiler à la propriété ordinaire et de droit commun qu'il organisait, ni les confondre avec elle et les comprendre dans les biens meubles ou immeubles de son article 516, qu'il n'a pu davantage les laisser en oubli, et qu'en conséquence, il les a, par son silence, spécialement à l'article 529, exclus de sa classification ;

Considérant que les décrets et lois postérieures ne leur ont pas non plus attribué le caractère de propriété de droit commun, en les faisant par là entrer dans les deux catégories de biens prévus au Code civil ; qu'en effet le décret du 5 février 1810 et le Code pénal de la même année, les lois de 4 avril 1854, 14 juillet 1866 et 23 février 1895, ont protégé, réglementé et étendu ces droits, mais sans en changer la nature légale ;

Considérant, qu'au contraire, le rapporteur de la loi du 19 janvier 1791, ayant affirmé qu'ils étaient une propriété d'un genre tout à fait différent des autres propriétés, les deux rapporteurs des deux dernières lois de 1866 et de 1895 ont, à leur tour, reproduit des déclarations identiques ; que tous les textes susvisés sont exclusifs du droit de propriété de l'article 544 du Code civil par la suppression de la perpétuité, sans préalable indemnité ; que, d'ailleurs, l'article 6 de la constitution du 14 janvier 1852,

n'accordait au chef de l'Etat, agissant sans le concours des Chambres, que le pouvoir de conclure des traités de paix, d'alliance ou de commerce, et que cependant il a signé seul de nombreux traités internationaux sur la « propriété artistique », parce qu'ils n'avaient point, en réalité, pour objet des droits de propriété ordinaire, mais seulement la protection d'un monopole d'exploitation; qu'aussi, ces contrats diplomatiques ont-ils toujours été reconnus valables ;

Considérant, en définitive, que ces droits n'ont été et ne sont restés que des privilèges exclusifs d'une exploitation temporaire ; qu'ils demeurent donc à côté des classifications du Code civil, et que la question de savoir s'ils tombent ou non dans la communauté de deux époux, ne trouve pas sa solution aux articles 516 ou 517, 1401 ou 1419 du Code civil.

Considérant que les lois spéciales n'ont pas non plus altéré ce caractère de privilège personnel, et, par essence, propre au sens légal comme ordinaire de l'expression ; qu'en effet, le décret du 19 juillet 1791 exige pour la représentation d'une pièce d'un auteur vivant, son assentiment formel et écrit, et que la loi de 1793 confère au compositeur de musique un droit viager et exclusif ; que l'article 39 du 5 février 1810 attribue à ses enfants dans tous les cas, pour vingt ans après le décès de sa veuve, ses droits dans leur intégralité, ce qui les exclut en principe de la communauté.

Considérant que la loi du 14 juillet 1866, a étendu, à tous les régimes matrimoniaux, des avantages plus favorables à

l'épouse survivante, surtout avant la modification de l'article 767 du Code civil par la loi du 7 mars 1891 ; qu'elle n'a envisagé la communauté que pour lui réserver, en plus, les produits des droits d'auteur réalisés avant sa dissolution, et non ces droits mêmes ; que si elle avait voulu aller encore plus loin, avant la loi de 1891, elle l'eût explicitement édicté, et, qu'au contraire, elle a prononcé deux déchéances de jouissance logiquement peu compatibles avec une pleine propriété pour moitié, quand elles ont été encourues ; que la loi du 9 mars 1891 n'a pas davantage compris dans la communauté conjugale la propriété même de ces droits bien que sa discussion au Parlement ait longuement porté sur la concordance de ses dispositions générales avec la loi particulière du 14 juillet 1866 ;

Considérant d'ailleurs, que, s'il en était autrement, les résultats les plus fâcheux apparaîtraient immédiatement, qu'on opte pour le rachat par le mari ou pour le partage ; que l'un ou l'autre vont rendre presque impraticable par la difficulté d'apprécier les lots en argent ou de les comparer en valeur vénale, alors que leurs produits varient suivant le goût du public et les chances de représentation et de succès.

Considérant que l'indivision, commençant au moment même où prend fin la communauté légale, ouvrirait entre les deux époux séparés (ou le survivant et les héritiers du conjoint décédé) une ère de difficultés inextricables pour la gestion, en France et à l'étranger, d'une fortune à l'administration particulièrement délicate ; que la femme ou

ses ayants cause deviendraient maîtres, contre l'auteur même, des droits les plus sacrés, les plus personnels, les plus difficiles à arracher raisonnablement à la volonté productive dont ils émanent, à la direction d'une intelligence, dont ils sont comme la substance ; que le compositeur, dont les droits moraux sur une partition, même cédée, ne sont pas contestés, ne pourrait plus remanier sa création, l'embellir des gains d'un labeur continué ou d'un talent grandi, la détruire au besoin, s'il la trouve inférieure à l'idéal vers lequel il se sent porté et élevé ;

Considérant que le divorce, avec la possibilité d'un autre mariage, a encore aggravé ces anomalies périlleuses, en faisant naître, en la femme indigne, un adversaire cantonné dans ses droits, pour fatiguer de ses obsessions intéressées la conscience de l'artiste, après la vie du mari, et le tourmenter en sa pensée livrée au public, comme auparavant en son intention ;

Considérant que, sans doute, la femme dévouée a pu, au contraire, par ses soins, l'ingéniosité de son goût ou ses encouragements affectueux, aider son mari dans son œuvre intellectuelle ; mais que, pour la loi au moins, cette collaboration toute spéciale, trouve sa satisfaction pécuniaire dans la moitié des revenus qui ont enrichi la communauté ;

Considérant que ce sont ces principes, ressortant des dispositions légales sur la matière, en leur texte et en leur esprit, qu'il y a lieu d'appliquer au procès...

Ce courageux arrêt devait, nécessairement, raviver la discussion. La décision de la Cour de Pa-

ris fut immédiatement frappée d'un pourvoi, et, avant même que la Cour de Cassation eût statué, deux maîtres éminents prenaient position dans le débat ainsi réouvert.

M. Saleilles, dont nous aurons à reprendre le système si original, lorsque nous viendrons nous-mêmes à la discussion des questions, dont nous faisons ici le rapide historique, tout en approuvant l'arrêt de la Cour de Paris, en tant que solution d'espèce, s'élève contre la généralité des termes employés, qui lui paraît ne pas suffisamment tenir compte des rapports très variés qui peuvent, suivant les cas, exister entre l'auteur et son œuvre.

Pour M. Saleilles le droit d'auteur se compose de deux éléments d'essence absolument distincte, l'un, purement matériel et vénal, consistant à tirer des publications successives le rendement le plus avantageux, l'autre au contraire, immatériel, conférant à l'auteur le droit de veiller librement sur sa personnalité et sur son honneur d'écrivain ou d'artiste.

« ... Pour la faculté créatrice et productrice de l'auteur, écrit-il (1), nul ne prétendra que cette fa-

1. Note de M. Saleilles sous l'arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} février 1900. (S. 1900. 2. 121.)

culté de l'individu soit en elle-même un bien indépendant ayant une valeur juridique, comme serait un fonds de terre, et qu'il y ait là un bien tombant en communauté.....

« Mais une œuvre a été produite — un manuscrit, qui pourra être publié et devenir par là une source de profits pour l'avenir — ; dira-t-on que le droit de retirer ces bénéfices grâce à la publication de l'œuvre encore inédite, est un bien qui a pris corps au point de vue juridique, qui est devenu indépendant de la personnalité de qui l'œuvre émane, et destiné à la communauté ? Personne ne le soutient, l'auteur est seul maître de sa pensée ; lui seul a le droit de la livrer à la publicité, bien qu'elle soit produite au dehors.

« Enfin, troisième étape : L'auteur a publié son livre ; cela veut dire qu'il entend en tirer des bénéfices, mais cela veut-il dire que ce soit une pure valeur pécuniaire, comme une autre, et qu'il ne reste rien de ce caractère personnel, qui distingue toute manifestation de la pensée individuelle ? Ce serait une erreur profonde. L'œuvre en cours de publication, tant que l'auteur est vivant, c'est encore une pensée en cours de production. Mais en même temps, cette pensée qui se développe, qui évolue, qui se rattache encore, par un lien absolument

personnel, à son auteur, elle a été considérée par lui comme ayant une valeur juridique, comme constituant un bien matériel susceptible de droits et générateurs de profits. Il y a là une situation juridique mixte, faite d'un double élément, l'élément matériel et personnel, et l'élément patrimonial et économique. »

Or, il n'est pas impossible de faire, suivant les cas, sa part à chacun de ces éléments, sans que, d'une façon générale, on doive toujours, comme le laisse entendre l'arrêt de la Cour de Paris, faire prédominer l'un sur l'autre. Sans doute, lorsqu'il y aura véritablement conflit entre eux, l'élément moral devra l'emporter, car, comme l'a écrit un autre de nos savants maîtres, M. Thaller : « Le droit d'édition, qui lui se plie à toutes les combinaisons de droit librement et sans restriction, n'est pour ainsi dire que la mise en œuvre librement mais strictement déterminée d'un droit supérieur, qui, lui, ne serait pas dans le commerce, la propriété elle-même, dans ce qu'elle a d'immatériel, d'intangible. »

Le conflit entre ces deux éléments n'apparaît-il pas, au contraire comme inéluctable : aucun motif, dans ce cas, pour écarter l'application pure et simple de la loi de communauté à la propriété litté-

raire et artistique ; l'élément patrimonial, qui n'existe qu'à l'état purement virtuel, tant que le droit supérieur de l'artiste s'oppose à son exercice, devient au contraire réel et peut s'épanouir librement lorsque celui-ci cède volontairement la place ou disparaît.

« ... Pourquoi, continue M. Salcilles, puisque nous sommes en présence d'un droit mixte à caractère complexe, ne pas traduire dans les rapports mêmes existant entre l'auteur et la communauté, toutes ces nuances et toutes ces complexités.

« Si l'auteur de son vivant cède son droit pour une somme qui en représente la valeur, admettra-t-on, parce que la propriété littéraire constitue un propre, que cette somme, qui ne représente plus aucun élément de la personnalité, mais qui est un pur capital, ne tombera en communauté que, sauf récompense ? Il faudrait bien l'admettre s'il y a là un propre véritable. Solution inadmissible au point de vue de notre droit français en matière de communauté. La pensée de la loi est qu'en matière de communauté, ce qui doit avant tout alimenter le patrimoine commun, c'est le travail des époux, le fonds et le capital de production de ces époux. Toute valeur pécuniaire représentant un produit de l'activité productrice des époux, doit profiter

aux deux époux. A ce point de vue, les productions littéraires et artistiques sont dans la communauté au point de vue de la valeur en argent qui les représente. »

On doit prévoir un autre cas encore où l'élément patrimonial du droit d'auteur restera seul en cause, et où la communauté pourra exercer tous ses droits ; c'est celui du décès de l'auteur, entraînant la disparition de tout élément personnel.

« Ce que la loi ne veut pas, c'est que, tant qu'un intérêt de liberté individuelle, tant qu'une question d'indépendance personnelle et de droit au travail est en cause, la communauté puisse faire valoir ses droits... Si donc, à la dissolution de la communauté, l'auteur vit encore, le droit virtuel de la communauté se trouve n'être pas venu à existence. Il est comme non avenu ; l'auteur garde l'intégralité de ses droits... L'élément personnel de son droit a fait évanouir le droit de la communauté. Si c'est au contraire l'auteur qui meurt le premier, la communauté verra son droit, de virtuel qu'il était, devenir une réalité, car il ne porte plus que sur un rapport juridique de caractère patrimonial. Le conjoint survivant cumule sa part de communauté avec l'usufruit qu'il tient de la loi de 1866, tout se comprend et s'harmonise. »

Nous sommes bien loin ici, on le voit, de toute solution abstraite. L'auteur se fait aussi changeant, aussi divers, et aussi subtil que le droit qu'il étudie. Il semble impossible que le raisonnement se moule davantage sur la réalité et que l'analyse puisse être poussée plus loin. Ce n'est plus d'une manière absolue, ainsi qu'il semble résulter de l'arrêt de la Cour de Paris, que les droits de la communauté sont sacrifiés, mais seulement lorsque les circonstances l'imposent.

Dans un article qu'il consacre à l'examen du même arrêt, un autre savant auteur s'attaque à la sentence qui vient d'être rendue (1)... « L'arrêt, longuement motivé ne laisse pas cependant l'impression d'une doctrine bien précisée ; il développe surtout cette idée que la propriété littéraire et artistique est un droit d'une nature spéciale ; on ne peut l'assimiler à aucun de ceux que le Code civil a classés ; il n'y a pas de place pour elle dans cette classification. Par suite, la question de savoir si elle tombe ou non dans la communauté n'est pas résolue par les textes. Il faut donc rechercher les principes ressortant des dispositions légales sur

1. Charmont. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1901.

la matière, en leur texte et leur esprit. Ces principes, tels que la Cour les aperçoit, c'est que les droits d'auteur sont des privilèges exclusifs d'une exploitation temporaire ; ces privilèges ont un caractère strictement personnel : par essence propre, au sens légal comme ordinaire de l'expression ; ce caractère est inconciliable avec l'idée même, et plus encore avec les conséquences d'une mise en communauté. Si regrettables que soient ces conséquences, et quelque désireux qu'on soit de les éviter, il faut bien avouer que la démonstration n'est pas claire. L'esprit n'en est pas satisfait. Nous reconnaissons volontiers que la propriété littéraire n'est pas à proprement parler une propriété, qu'on ne trouve rien d'analogue dans les droits classés par le Code : cela prouve une fois de plus l'imperfection de notre analyse juridique, et l'insuffisance de nos classifications, mais cela ne supprime pas pour nous l'obligation de respecter la loi, s'il lui a plu de faire entrer malgré tout ce droit nouveau dans une ancienne catégorie ; que l'on ait eu vraiment cette intention, c'est ce qui ne semble pas douteux... »

Ce qui n'empêche pas l'auteur, malgré son intransigeance de civiliste classique, d'accueillir la doctrine intermédiaire de M. Saleilles. «... Si l'in-

interprétation juridique, déclare-t-il, consiste en toutes matières, à trouver des solutions qui ne sacrifient, ni la loi, ni l'équité, ni la logique, ni les besoins de la pratique, celle à laquelle conduit l'analyse habile de M. Saleilles nous donne pleine satisfaction. »

Les commentaires que nous venons de résumer avaient encore ajouté à l'intérêt de la question, lorsque par suite de l'admission du pourvoi, formé contre l'arrêt de la Cour de Paris, l'affaire Lecocq vint devant la Chambre Civile de la Cour de Cassation.

M. le Procureur Général Beaudouin soutint que le droit d'auteur tombait en communauté, en s'appuyant sur l'argumentation inflexible qui avait triomphé en 1880 devant la Cour Suprême. Son raisonnement fut surtout textuel et syllogistique. Nous en connaissons bien les données : le droit d'auteur, étant mobilier, appartient nécessairement à la communauté. Bien mieux l'éminent magistrat s'étudia à reconnaître dans le droit qui lui était soumis, les caractères précis de l'acquéit de communauté, tels que les a prévus le Code.

«... Il est manifeste, dit-il, que le droit d'auteur, la propriété littéraire ou artistique, est le produit du travail de l'artiste, de l'auteur. C'est essentielle-

ment le fruit du capital, qui est l'intelligence. L'œuvre littéraire, fruit de cette richesse, c'est donc bien l'acquêt de communauté, si elle est produite pendant le mariage, tout autant que la somme d'argent qui est la rémunération du travail manuel de l'ouvrier ou de l'effort intellectuel de l'avocat ou du médecin, tout autant que le fonds de commerce acquis pendant la communauté, que l'office, que le brevet d'invention, qui, créés pendant le mariage, tombent en communauté d'acquêts, sans que jamais personne ait songé à soutenir qu'il y a là des biens *sui generis* devant en être exclus ».

Passant ensuite à des considérations d'ordre différent, mais à ses yeux également probantes, le Procureur Général rappela les raisons supérieures, qui déterminèrent le législateur à accorder aux veuves des auteurs, sur l'œuvre de ceux-ci, un usufruit alors exceptionnel ; et, après avoir cité les mots de l'exposé des motifs de la loi de 1866 justifiant cette faveur : « La compagne de l'homme de génie lui prête l'assistance d'un cœur droit et d'un esprit élevé. Par ses grâces, par ses vertus, elle rend plus facile l'œuvre de celui-ci, dont elle partage les déceptions et les triomphes. C'est la première dépositaire de sa pensée, c'est la gardienne

la plus pieuse de sa mémoire et des ouvrages pour lesquels elle est devenue en quelque sorte son associée et sa collaboratrice », il conclut : « Si tels sont les motifs qui ont inspiré le législateur, on ne comprendrait pas qu'il ait en même temps voulu la priver du bénéfice du droit commun ; il faudrait que la loi spéciale contînt une dérogation expresse et formelle. »

Conformément à ces conclusions, la Cour Suprême cassa, le 25 juin 1902, l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, mais nous pouvons nous rendre compte que, bien que sa solution soit en principe la même que lors du procès de 1880, l'esprit s'en était profondément modifié cependant au cours de ces dix années, sous le coup des idées nouvelles de personnalité, qui peu à peu s'étaient frayé un chemin jusque dans le sein de cette compagnie.

C'est à ce point de vue que nous croyons intéressant de reproduire les motifs de cette décision et d'en souligner les passages inattendus.

La Cour,

Vu l'article 498 ;

Attendu que le droit d'exploiter exclusivement les produits d'une œuvre littéraire ou artistique réservé par la loi pour un temps limité à l'auteur de cette œuvre cons-

titue un bien entrant dans le commerce et soumis, dès lors, à défaut de dispositions légales contraires, aux règles générales du Code civil, en tant qu'elles sont compatibles avec la nature particulière dudit droit ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1498 du Code civil les produits de l'industrie des époux font, dans la société d'acquêts, partie de l'actif de la communauté ; que cette disposition, conçue en termes généraux, n'établit aucune distinction entre les bénéfices dérivant d'une entreprise industrielle ou commerciale et les avantages pécuniaires attachés à l'exploitation des œuvres de l'esprit, et que la législation spéciale à la propriété littéraire, loin d'être en opposition avec ce texte, l'a au contraire reconnu applicable à la matière dont elle s'occupe ; qu'en effet l'article 1 de la loi du 14 juillet 1866, attribuant au conjoint survivant la jouissance pendant cinquante années des droits dont l'auteur prédécédé n'avait pas disposé, a pris soin de spécifier que cette attribution avait lieu indépendamment des droits pouvant résulter en faveur de ce conjoint du régime de la communauté ;

Attendu que des principes susénoncés, il résulte que lors de la dissolution de la société d'acquêts la masse partageable doit, en dehors d'une clause contraire du contrat de mariage, comprendre le monopole d'exploitation afférent aux œuvres publiées par l'un ou l'autre des époux durant l'union conjugale, *sans toutefois que la mise en commun de cet émolument puisse porter atteinte à la faculté de l'auteur inhérente à sa personnalité même de faire ultérieurement subir des modifications à sa création*

ou même de la supprimer, pourvu qu'il n'agisse point dans un but de vexation à l'égard de son conjoint ou de ses représentants de ce dernier.

Attendu que le notaire liquidateur était tenu de faire figurer au nombre des acquêts les droits d'exploitation relatifs aux nouveaux ouvrages que Lecocq avait publiés ou fait exécuter durant le mariage ; — Que cet officier public a cependant omis de comprendre ladite valeur dans la masse partageable, et que la Cour de Paris a maintenu cette exclusion, sous le prétexte que les droits des auteurs sur le produit de leurs œuvres formeraient une catégorie spéciale de biens à laquelle les dispositions du Code civil, concernant la communauté, seraient inapplicables ; en quoi l'arrêt attaqué a violé le texte de la loi susénoncé. Casse... (1).

On se rend compte, par la simple lecture de ces motifs, que la Cour Suprême, elle aussi, en est venue à discerner deux éléments très différents : l'un moral, et l'autre pécuniaire, dans cette propriété littéraire et artistique qu'autrefois, sans chercher même à l'analyser ou à la définir, elle rangeait en bloc dans une des catégories abstraites créées par le Code. Sans doute, maintenant encore, c'est à l'élément pécuniaire qu'elle fait la place la plus large et, lorsqu'il s'agit de fixer le sort de ce

1. *Gazette du Palais*, 1902. 2. 130.

monopole d'exploitation, le droit de la communauté l'emporte sur le droit personnel de l'auteur.

Toutefois, l'élément moral, s'il n'est point assez fort déjà pour procurer à ce genre de propriété une situation nettement contraire à celle des autres meubles des époux, interviendra constamment et pendant le mariage, et au moment de la liquidation du patrimoine commun et après encore, de telle sorte que la décision de la Cour Suprême inaugure pour le droit d'auteur un traitement tout spécial et s'éloignant nettement de celui réservé aux biens mobiliers ordinaires. Permettre en effet à un auteur, dont l'œuvre est censée appartenir à la communauté, même après la dissolution de celle-ci, et après le partage qui en est la conséquence, de lui faire subir ultérieurement, si sa personnalité le commande, toutes sortes de modifications, au besoin même de la détruire, n'équivaut sans doute pas à laisser son conjoint commun ou les représentants de celui-ci à son entière discrétion, ni à laisser à l'auteur la maîtrise la plus absolue sur son œuvre, puisque dans certains cas sa volonté se heurtera à l'intervention des tribunaux l'empêchant d'agir dans un but vexatoire ; mais en tout cas c'est créer, directement ou non, un bien commun d'une nature toute spéciale, essentielle-

ment fragile, puisque la communauté pourra en être privée sans compensation et dans l'intérêt exclusivement personnel de l'auteur, quel que soit le rôle de celui-ci dans l'association conjugale.

Comme on devait s'y attendre, cet arrêt, par ce qu'il contenait de nouveau, autant que par ce qu'il avait encore de strictement classique, ranima, dans la doctrine, les discussions ; elles furent, s'il est possible, plus ardentes encore que celles dont l'arrêt de la Cour de Paris avait donné le signal.

Au premier rang des commentateurs de cette décision, nous trouvons M. Lyon-Caen. Celui-ci continue à approuver la jurisprudence de la Cour Suprême, comme il l'avait fait en 1880, et sa doctrine, par conséquent, ne laisse pas de se ressentir des tendances nouvelles, dont nous venons de relever la trace dans le dernier arrêt. Ainsi que l'indique l'éminent jurisconsulte (1), « l'auteur d'une œuvre littéraire a, en réalité, deux droits très différents qu'on n'a pas toujours bien distingués, mais que les réflexions et les progrès de l'analyse des jurisconsultes ont fait reconnaître. »

Voici en quoi consistent ces deux droits :

1. Note de M. Lyon-Caen, sous l'arrêt de Cassation Lecocq, du 25 juin 1902. S. 1902. 1. 305 et s.

«... L'auteur a d'abord un droit exclusif de reproduction de son œuvre ; celle-ci ne peut pas être reproduite sans son consentement, et il perçoit seul les profits pécuniaires provenant de la reproduction. Ce droit exclusif de reproduction est de nature purement pécuniaire, il est parfaitement cessible ; c'est même grâce aux cessions qu'il en fait que l'auteur tire des avantages de son travail. C'est ce droit qu'on appelle souvent dans l'usage droit de propriété littéraire ou artistique. C'est de lui seul que nos lois (19 juillet 1793, 14 juillet 1866, etc.) s'occupent... Mais, à côté de ce droit pécuniaire, l'auteur en a un autre, de nature purement personnelle et morale. Ce dernier droit dérive tellement de la nature des choses, qu'il existe, bien qu'aucune de nos lois ne s'en soit occupée, même pour le mentionner. L'auteur a le droit de ne pas publier son œuvre, d'y apporter des modifications avant de la publier, de la détruire avant toute publication ; la publication ne fait pas disparaître ce droit normal ; et il existe pour l'auteur, même quand il a cédé son droit exclusif de reproduction, avec quelques distinctions à faire suivant les cas... »

Cette analyse une fois faite, le savant professeur montre que l'actif commun, s'il s'empare du droit

pécuniaire de reproduction, ne peut au contraire embrasser le droit personnel et moral de l'auteur : «... La nature du droit personnel ou moral de l'auteur s'oppose à ce qu'il fasse partie de l'actif commun ; cet actif ne comprend que des droits pécuniaires. De plus, le droit personnel ou moral de l'auteur peut sans doute être l'objet d'une cession ou d'une renonciation de sa part. Mais cette cession ou renonciation, à raison de son caractère exorbitant, doit être expresse, ce qui ne se rencontre pas au cas d'adoption d'un régime de communauté. »

M. Lyon-Caen prévoit que, dans le système de la Cour de Cassation, qu'il approuve, le point faible sera de concilier en pratique l'application de ces deux droits opposés, dont l'un, le droit moral de l'auteur, tendra souvent à anéantir le droit de la communauté. Lui-même cependant indique que le danger n'est pas aussi grand qu'on pourrait le redouter. «... Les difficultés, dit-il, qui peuvent résulter, en cas de dissolution et de partage de la communauté, de ce dualisme du droit d'auteur, ne sont pas aussi grandes, après tout, qu'on pourrait le croire au premier abord. Parfois elles ne naissent pas, parce qu'on aura placé la propriété littéraire ou artistique dans le lot de

l'auteur lui-même. Mais cela n'est pas toujours possible : l'actif commun peut ne comprendre que la propriété littéraire ou artistique dont il s'agit, ou bien il est possible que la valeur de ce droit représente plus de la moitié de l'actif commun. Dans ces deux cas, il est nécessaire d'attribuer au moins une partie de la propriété littéraire ou artistique au conjoint non auteur ou à ses héritiers, s'il est décédé. Le conjoint auteur peut, à la rigueur, supprimer l'œuvre, détruire par conséquent l'un des biens, qui forment en tout ou en partie le lot de son conjoint, sans l'assentiment de celui-ci. Mais outre que ce résultat peut parfois être évité au moyen d'une soulte, grâce à laquelle on place toute la propriété littéraire ou artistique dans le lot de l'auteur, l'intérêt de celui-ci l'empêchera d'user de son droit dans un but de vexation. La destruction de son œuvre lui nuirait à lui-même, en même temps qu'à son conjoint. Il faut ajouter du reste que les abus peuvent être d'autant plus rares, que la faculté de suppression suppose un auteur qui, bien qu'ayant publié son œuvre, n'a pas cédé son droit de propriété littéraire ou artistique. Quand il l'a cédé, la suppression n'est plus possible, elle préjudicierait au cessionnaire... »

Ce dualisme du droit d'auteur, M. Lyon-Caen

n'avait pas d'ailleurs attendu l'arrêt de la Cour de Cassation pour le signaler. Il l'avait indiqué, dès l'année 1886, à propos d'une affaire spéciale, étrangère du reste à l'ensemble des questions que nous examinons.

Le peintre Trouillebert, avait appris que l'un de ses tableaux, livré par lui avec sa signature avait, après plusieurs transmissions successives, été vendu avec la signature du Corot. L'artiste ayant actionné le tiers détenteur pour le faire condamner simplement à lui laisser apposer à nouveau sa signature sur son tableau, avait obtenu gain de cause. Le tiers détenteur avait soutenu sans succès, d'ailleurs, que tous les droits d'auteur de M. Trouillebert avaient été aliénés par lui, par cela même que, suivant la jurisprudence, la vente d'une œuvre d'art, faite sans réserve, entraînait au profit de l'acquéreur la transmission, non seulement de la propriété de l'objet matériel, mais encore du droit d'auteur ou propriété artistique.

Dans une note consacrée à cette affaire, M. Lyon-Caen (1) approuvait la solution du tribunal, pour une raison, entre autres, fort remarquable à retenir : «... Cette solution, écrivait-il, peut aussi être

1. Note de M. Lyon-Caen à propos de l'arrêt de la Cour de Paris du 14 janvier 1885. *Revue critique*, 1886, p. 357.

justifiée à l'aide d'une idée théorique fort juste, qui a été souvent développée en Allemagne : Les lois reconnaissent à l'auteur et à l'artiste un ensemble de droits divers qu'elles réglementent et dont elles limitent la durée, ce sont les droits exclusifs de reproduction et de vente, qui forment ce qu'on appelle généralement la propriété littéraire et artistique. Mais, en dehors de ces droits reconnus expressément par la loi, l'auteur ou l'artiste a des droits personnels que les lois ne reconnaissent pas expressément et ne réglementent pas. Il a le droit de se dire seul l'auteur de l'œuvre, dont il s'agit, et d'empêcher qu'il ne soit de s'attribuer cette qualité. Ces droits sont garantis contre toute atteinte par une sorte d'*actio injuriarum*. Ils subsistent au profit de l'auteur ou de l'artiste, à raison même de leur caractère personnel, alors même qu'il a cédé entièrement sa propriété littéraire ou artistique, ce qui a lieu en principe en cas de cession de l'œuvre d'art ».

Il était intéressant, je crois, de signaler dès cette époque, sous la plume même de M. Lyon-Caen, la première apparition de ce droit moral de l'auteur, dont nous venons de voir la conséquence, vis-à-vis du droit de la communauté.

M. Charmont, dont nous avons déjà exposé le premier commentaire, à la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel, ne manqua pas de signaler l'indication nouvelle, qui avait trouvé place dans l'arrêt de la Cour de Cassation. Il constate que les deux théories différentes, parties de conceptions absolument opposées, vont se rapprochant peu à peu, par suite de leur pénétration réciproque ; que, dans plusieurs hypothèses déjà, par suite de concessions multiples, la conciliation est faite, et qu'il n'y en a plus qu'une qui puisse faire doute :

« On n'a pas oublié, écrit le savant auteur (1), que la thèse de la Cour d'Appel de Paris avait été très favorablement accueillie par M. Saleilles. M. Lyon-Caen, qui déjà avait pris parti en sens contraire, a fait valoir, avec une grande force, toutes les raisons qui le décident à persister dans son opinion et à se ranger du côté de la Cour de Cassation. Ces deux notes, extrêmement remarquables, publiées par le même recueil, qui fait preuve d'un libéralisme dont nous devons lui savoir gré, ont donné beaucoup d'ampleur et d'intérêt à cette discussion ; elle nous laisse l'impression d'une opposition entre les deux systèmes,

1. Charmont. *Revue critique*, 1903, p. 14 et suiv.

moins complète qu'elle ne paraît l'être à première vue. En réalité, chacun d'eux fait à l'autre une part de concessions ; peut-être est-il permis d'espérer qu'ils se rapprocheront davantage et qu'on pourra les concilier.

« M. Lyon-Caen et M. Saleilles s'accordent à reconnaître qu'il y a dans ce qu'on est convenu d'appeler *la propriété littéraire* deux droits distincts ; un droit pécuniaire, qui est un élément du patrimoine, et un droit moral qui ne se détache pas de la personne de l'auteur. Le premier peut faire partie de la communauté, mais l'autre en est exclu. La vraie difficulté, c'est que ces droits sont intimement mêlés ; on ne peut pas toujours les séparer, ni même savoir quel est le plus important des deux.

« Il y a pourtant des cas, où l'on peut s'entendre : lorsque l'œuvre est terminée, mais n'est pas encore publiée, tout le monde admet que le droit de l'auteur, pendant sa vie, est purement personnel ; il a l'entière disposition de cette œuvre, il peut la corriger, la détruire, s'opposer à ce qu'elle soit publiée. De même, s'il y a publication et cession définitivement consentie, le caractère prédominant, qui fait l'objet du droit, n'est pas douteux. C'est un droit pécuniaire, bien que l'auteur

n'ait pas abdiqué tout ce qui lui appartenait en propre, et puisse toujours exercer un certain contrôle, pour s'assurer que sa pensée est exactement respectée. M. Saleilles concède même que sous un régime de communauté cette cession ne donnera pas lieu à récompense, parce qu'« en vertu du but et de l'esprit de la loi, toute valeur pécuniaire qui représente un produit de l'activité productrice des époux doit profiter aux deux époux. » Il admet également qu'au cas de décès de l'auteur, son œuvre publiée ou non, appartient à la communauté sous réserve de la jouissance viagère attribuée au conjoint survivant.

« Il n'y a donc plus qu'une seule hypothèse qui puisse faire doute : c'est celle où l'auteur survit à la dissolution de la communauté, après avoir publié son œuvre, sans l'avoir complètement cédée. Dans ce cas, la Cour de Cassation et, avec elle, M. Lyon-Caen, réservent bien à l'auteur « la faculté inhérente à sa personnalité même de faire ultérieurement subir des modifications à sa création, ou même de la supprimer, pourvu qu'il n'agisse pas dans un but de vexation à l'égard de son conjoint ou des représentants de ce dernier » ; mais cette faculté est tenue pour accessoire ; avant tout, ¹ le droit est pécuniaire et doit appartenir à la com-

munauté. M. Saleilles estime au contraire qu'en ce cas, et pendant toute la vie de l'auteur, l'élément personnel demeure prédominant. Est-ce que l'artiste, l'écrivain, ne reste pas en effet maître de sa pensée ? Il n'a pas seulement, comme en cas de cession, le droit de la faire respecter ; il peut la désavouer, la supprimer, s'opposer à de nouvelles publications ; le condamner à la nécessité de négocier avec son ex-conjoint ou ses représentants si son œuvre doit être l'objet d'une nouvelle édition, c'est le priver d'une liberté qu'il n'a pas aliénée, l'exposer à des vexations et parfois d'inextricables difficultés. C'est l'incontestable avantage du système de M. Saleilles ; il coupe court à toutes difficultés, aboutit à des solutions plus équitables, est assez souple à notre avis du moins, pour se concilier avec les exigences des textes. Peut-être la Cour de Cassation n'aura-t-elle pas besoin de faire, dans l'avenir, un grand effort pour le relever de la condamnation dont elle vient de le frapper. »

Enfin l'arrêt de la Cour Suprême nous a valu de connaître, en cette matière, l'opinion si autorisée de M. le professeur Ambroise Colin, qui n'a point hésité à se rallier pleinement à l'idée de la personna-

lité du droit d'auteur. Cette personnalité avait, nous l'avons vu, dicté la décision de la Cour de Paris ; aussi l'éminent jurisconsulte approuve-t-il sans réserve cette décision, et, entre les divers systèmes, tous à ce moment plus ou moins imbus des conceptions nouvelles auxquelles ils font des concessions plus ou moins importantes, c'est le système le plus radical, celui qui, lui, ne fait aucune place à l'élément patrimonial de la propriété artistique ou littéraire, qui lui paraît devoir être accepté, au moins tant que vit l'auteur.

Bien que M. Colin ne se dissimule point le profond changement que la Cour de Cassation vient d'apporter à sa première jurisprudence par la reconnaissance qu'elle fait à l'auteur d'une faculté inhérente à sa personnalité même, pouvant aller jusqu'à annihiler le droit de la communauté, et qu'il y voie une première fissure, de nature peut-être à s'élargir rapidement, dans le bloc du système classique, c'est à l'analyse même du droit d'auteur en deux droits distincts qu'il s'attaque, pour prouver que l'un d'eux, le droit pécuniaire ou matériel, doit entièrement s'effacer devant l'autre, le droit moral de l'auteur.

«... Certes, dit-il (1), dans la pensée actuelle

1. Note de M. Colin sous l'arrêt de Cassation du 25 juin 1902. (D. 1903. 1.5).

(de la Cour Suprême), ce droit moral « inhérent à la personnalité même de l'auteur », et par conséquent incommunicable, se concilie parfaitement avec la mise en commun du droit d'auteur, envisagé dans son exploitation économique. Il y a, nous dit-on, dans le droit d'auteur, deux droits distincts et parallèles, le droit au profit pécuniaire, partageable entre les époux, le droit moral de l'auteur qui reste toujours propre à ce dernier. Soit. Nous n'insisterons pas sur les difficultés de toutes sortes auxquelles cette coexistence pourra donner lieu, surtout après divorce, entre deux anciens époux aigris et irrités l'un contre l'autre ; après tout nous dira-t-on, s'il y a des difficultés, les tribunaux sont là pour les résoudre. Mais serait-il vraiment téméraire d'affirmer que ces deux droits, prétendument distincts, en réalité se confondent et ne font qu'un, au moins tant que l'auteur est vivant, puisque de ces deux droits, l'un, le droit moral, aboutit à ruiner, à supprimer l'autre, le droit pécuniaire, lorsqu'il s'exerce dans sa plénitude, c'est-à-dire jusqu'à la suppression inclusivement de l'ouvrage exploité en commun ? Et que penser d'une conception qui aboutit à ce résultat singulier : deux copartageants entre lesquels le partage ne fait pas cesser, mais commencer l'indivision ?

En vérité, l'adaptation aux droits intellectuels des catégories courantes du droit commun, fournit de bien étranges solutions ».

Aucun argument de droit ne paraît à M. Colin devoir faire repousser le système admis par la Cour de Paris ; ni le caractère cessible de la propriété artistique et littéraire, qui ne serait point le seul bien cessible, devant, sous un régime de communauté, d'après l'opinion unanime, rester en propre à l'un des époux, ni cette phrase célèbre de la loi de 1866 : «... *Indépendamment des droits qui peuvent résulter en faveur de conjoint du régime de la communauté...* » qui s'explique tout naturellement, lorsqu'on se rappelle que le décret du 5 février 1810 avait subordonné le droit successoral de la veuve à l'adoption par elle d'un régime de communauté, et que c'est précisément cette condition que le législateur plus récemment a voulu supprimer.

Sur le terrain même des textes, le savant professeur prétend, par contre, trouver, à l'opinion qu'il adopte, un soutien assez fort, et il tire du rapprochement de l'article 1527 du Code civil, avec la loi de 1866, la preuve que la propriété littéraire ou artistique ne saurait figurer à titre d'acquêts de communauté, comme les autres pro-

duits de l'industrie des époux, dans l'article 1498 du Code civil.

Voici le raisonnement : On sait qu'en principe les enfants du premier lit de l'un des conjoints, qui se remarie, sont protégés par une action spéciale, l'action en retranchement, contre les avantages exagérés pouvant résulter en faveur de l'autre conjoint, soit de véritables libéralités, soit des libéralités indirectes provenant du régime même adopté par les époux. A cette règle l'article 1527 apporte une exception, relative aux avantages provenant des revenus, par opposition aux apports en capitaux, exception dont l'application pratique se rencontre dans le cas de réduction de la communauté aux acquêts. Un contrat de mariage qui adopte ce régime, ne donnera pas lieu à l'action en retranchement. Or, la loi de 1866 prend soin de déclarer que les règles relatives à la réserve, comprises aux articles 913 et 915 du Code, s'appliqueront à l'avantage par elle accordé au conjoint survivant et il semble conforme à l'esprit de cette loi (1) de sauvegarder les droits de tous les

1. Le fait que la loi de 1866 ait seulement réservé l'application au droit conféré au conjoint, des articles 913 et 915 ne permet-il pas cependant de douter qu'on doive également appliquer à ce droit l'article 1098. Il est possible

réservataires, des enfants d'un premier lit comme des autres. « Ce qui le montre bien, c'est que, par une disposition maintes fois critiquée et constituant peut-être une inélégance juridique, mais par là d'autant plus significative, elle permet à ces réservataires d'exercer leur action en retranchement contre un avantage obtenu par le conjoint survivant, non à titre de donation, mais à titre de droit successoral *ab intestat*. » D'où la conséquence que la propriété littéraire et artistique ne pourrait en aucun cas constituer un véritable acquêt de communauté.

que le législateur ait considéré, qu'en ce qui concernait ce bien spécial, qu'est la propriété littéraire et artistique, les enfants d'un premier lit de l'auteur étaient suffisamment protégés par la réserve ordinaire. L'action en retranchement de ces enfants, sur le droit d'auteur, n'existerait donc pas davantage que sur les acquêts de l'article 1498 du Code civil en général.

Voir à ce propos dans le *Recueil des Lois françaises et étrangères* de MM. Lyon-Caen et Delalain, en note sous la loi de 1866 (note 1, p. 45). « ... Ces deux articles (1094 et 1098) sont-ils toujours exclus au point de vue du droit d'auteur attribué au conjoint survivant, de telle sorte que celui-ci puisse toujours invoquer et ne puisse invoquer que les articles concernant la quotité disponible ordinaire? — Il paraît résulter des travaux préparatoires de la loi du 14 juillet 1866, que les articles 1094 et 1098 sont faits exclusivement pour les cas où l'auteur dispose par donation entre vifs ou par testament de ses droits au profit de son conjoint. »

M. Colin conclut donc : « ... A l'heure où une vive réaction se dessine contre l'exagération des droits, si libéralement attribués par la loi de 1866 à l'époux survivant, ce prétendu collaborateur, qui souvent (le mot a été lancé au Congrès d'Anvers de l'association littéraire et artistique internationale en 1885) a pu « n'être qu'un démon » dans l'existence du poète défunt, il semble d'autant plus dangereux de voir la jurisprudence consacrer les entreprises du conjoint divorcé (le divorce eût-il été prononcé contre lui) sur des œuvres qu'il n'a certes pas contribué à faire éclore.

La nature même du droit d'auteur s'oppose à ce que l'époux non auteur puisse jamais l'exercer à titre de propriétaire. L'époux non auteur ne peut jouir des droits afférents à l'exploitation d'une œuvre artistique autrement que comme successeur. »

Les deux dernières affaires dont nous avons à parler sont surtout intéressantes, parce qu'elles font voir à quelles difficultés pratiques on se heurte, lorsqu'il s'agit de liquider une communauté dans laquelle figurent les œuvres d'un artiste vivant. A deux reprises, dans des cas sensiblement analogues, nous voyons se produire des complica-

tions inextricables qui sont la conséquence directe du principe qui fait entrer le droit d'auteur en communauté. Comme dans l'affaire Lecocq, l'intérêt de ces nouveaux procès allait s'accroître par suite de la célébrité des parties en cause. Dans l'un il s'agissait en effet de liquider la communauté du sculpteur illustre, Antonin Mercié, dans l'autre celle du compositeur si souvent heureux, Louis Ganne.

M. Antonin Mercié s'était marié deux fois sous le régime de la communauté ; resté veuf avec deux enfants en 1886, il avait vu, le 6 juillet 1899, sa seconde union dissoute par une séparation de corps. La liquidation de cette seconde communauté était précisément l'occasion du différend que le tribunal de la Seine allait devoir résoudre le 27 juin 1906. Il ne put à cette date lui donner qu'une solution partielle, certaines des discussions des parties roulant sur des questions de fait qu'il fallait préciser tout d'abord.

Le litige portait en premier lieu sur ce que, lors de la dissolution de la première communauté, on avait négligé d'y comprendre les œuvres composées antérieurement, et que, de ce fait, la seconde femme prétendait que sa communauté, à elle,

devait en profiter. Le tribunal (1) rejeta ce raisonnement ; il était toujours temps de réparer, par un supplément de partage, l'omission d'autrefois, et, légalement, Mercié n'avait donc pu apporter à sa seconde communauté que la moitié des œuvres, antérieures à la dissolution de la première.

Le tribunal devait en second lieu trancher la question de savoir à quel moment au juste une œuvre d'art peut être considérée comme tombant en communauté ; M^{me} Mercié soutenait que la chute en communauté devait se produire dès que l'œuvre était terminée ; le sculpteur au contraire soutenait que l'œuvre, fût-elle terminée, restait en dehors de la communauté comme un manuscrit ou une maquette, jusqu'au moment où son auteur consentait à s'en dessaisir et à l'exposer aux yeux du public. Le tribunal réserva cette question, extrêmement délicate, jugeant qu'elle ne pouvait être tranchée qu'après une expertise, déterminant l'état d'achèvement de ces œuvres au jour de la demande en séparation.

Enfin, c'était là le dernier point litigieux soumis au tribunal, certaines œuvres, déjà commandées à Mercié, étaient en cours d'exécution, lors de la

1. *Gazette des Tribunaux* du 5 août 1906.

dissolution du mariage ; il s'agissait de savoir si les prix de commande profiteraient à l'artiste seul ou à la communauté. Le tribunal, conformément à l'équité, décida que le prix de commande d'une œuvre devait appartenir à la communauté, pour la part de ce prix, correspondant à la fraction de l'œuvre, exécutée antérieurement à la dissolution du mariage. Le surplus du prix, correspondant à un travail postérieur à cette dissolution, devait au contraire rester propre à l'artiste.

Si équitables que fussent, dans l'espèce, les solutions du tribunal, cette affaire montrait qu'une fois admis le principe du droit d'auteur commun, on aboutissait à des conséquences défectueuses au cas surtout où l'auteur s'était marié deux fois. On était alors en présence de deux liquidations successives, chevauchant en quelque sorte l'une sur l'autre ; de ce fait devaient être encore augmentées les difficultés provenant de ce que les évaluations portant sur les œuvres, parfois en cours d'exécution, qui y étaient comprises, risquaient fort d'être arbitraires. En outre l'auteur allait se voir dépouiller de la plus grande partie de sa propriété artistiques au profit de ses anciennes, femmes et peut-être de leur nouveau mari.

A un point de vue plus général encore, cette affaire ne montrait-elle pas le tort que pouvait causer à un artiste la liquidation, de son vivant, de la communauté, en tant que s'appliquant à son œuvre? Troublé dans son travail par les obsessions intéressées de sa femme il était en outre menacé de devoir abandonner à la communauté des œuvres qu'il ne croyait pas dignes d'être exposées aux yeux du public.

L'affaire Ganne a donné lieu également à de fort intéressants débats. A dire vrai, ni le tribunal ni la Cour n'ont eu à se prononcer d'une façon directe sur la chute du droit d'auteur en communauté. Mais ce que nous devons retenir en exposant brièvement les difficultés soulevées, c'est qu'elles avaient précisément pour point de départ cette affirmation, à l'encontre de laquelle il semblait qu'on n'osât plus s'élever, que les droits d'auteur, du compositeur devaient nécessairement entrer dans la masse à partager.

Nous ne pensons donc pas que le bref résumé de cet important procès soit ici déplacé, d'autant plus qu'il nous fournit l'occasion de rencontrer une question très intéressante concernant l'application de l'article 1463 du Code civil.

Un premier jugement du tribunal de la Seine

(29 mars 1905), confirmé par arrêt de la Cour de Paris (17 juillet 1906), avait prononcé le divorce d'entre les époux Ganne, et renvoyé les parties devant le notaire, chargé de la liquidation de leur communauté.

Lorsque les parties se présentèrent devant le notaire, M. Ganne soutint que sa femme avait laissé passer le délai de trois mois et quarante jours à partir de l'arrêt de divorce, sans avoir expressément accepté la communauté; que dès lors, aux termes de l'article 1463 du Code, elle était censée y avoir renoncé, qu'elle ne pouvait donc rien réclamer en tant que femme commune. On répondit, au nom de M^{me} Ganne, que l'article 1463 du Code civil, en disant que la femme, qui n'avait pas dans les trois mois et quarante jours après le divorce, accepté la communauté, était censée y avoir renoncé, n'établissait qu'une présomption fondée sur le silence de la femme qui, dans l'espèce, ne pouvait raisonnablement prévaloir, sur l'expression formelle de son intention d'accepter, manifestée antérieurement à plusieurs reprises. Qu'au cours même de la procédure de première instance, en vue d'arriver ultérieurement au partage de la communauté, elle avait fait apposer les

scellés au domicile de M. Ganne, et procéder à un inventaire, au cours duquel des difficultés considérables avaient été soulevées sur les éléments, d'ailleurs fort complexes, composant l'actif de la communauté, et notamment les droits d'auteur de M. Ganne; que dès lors la déchéance de l'article 1463 ne pouvait lui être opposée.

C'est en ce sens que le tribunal s'est prononcé le 3 novembre 1908, et nous ne voulons détacher de son jugement, qui n'a, en lui-même, pour nous qu'un intérêt indirect, que cet « attendu » qui montre bien d'où venaient les difficultés et les embarras de la liquidation : « ... Attendu, dit le tribunal, qu'au cours de l'inventaire, qui s'est poursuivi pendant plusieurs mois, et qui a donné lieu à des incidents divers, tous les efforts de la demanderesse ont tendu à la recherche minutieuse de tous les éléments pouvant composer la communauté, et à en faire accroître l'actif, en y faisant notamment comprendre les droits d'auteur de Ganne, sur ses œuvres musicales... »

L'affaire est actuellement pendant devant la Cour d'Appel.

Bien que les questions que nous avons vues si nettement posées dans le procès Mercié, ne figu-

rent ici qu'à l'état latent, nous avons cru possible de rapprocher les deux espèces, parce que, dans l'une comme dans l'autre, la cause initiale et profonde du conflit est toujours ce principe que la communauté doit comprendre indistinctement tous les biens mobiliers, principe qui vient se heurter à la prétention bien légitime de l'auteur, de ne point être dépouillé, lui vivant, de son droit, sur une œuvre, que lui seul a créée.

Dès l'instant que la jurisprudence persistait, à tort ou à raison, à maintenir un système, dont les inconvénients apparaissaient de jour en jour plus graves, il n'est pas surprenant, qu'à côté de ceux qui demandaient à la simple interprétation du droit le moyen de faire triompher leurs idées, d'autres se soient placés résolument sur le terrain législatif, employant leurs efforts à faire modifier dans un sens qui leur sembla meilleur, le texte même de la loi.

M. Couhin, dans son savant ouvrage sur « la propriété industrielle, artistique, et littéraire » tout en adoptant sans restrictions la thèse purement classique de la jurisprudence avec toutes ses conséquences, ne manquait pas d'indiquer que les suites déplorables de la loi rendaient une

réforme profondément désirable : « ... Nous sommes d'accord, écrivait-il (1), que la loi à ce point de vue laisse singulièrement à désirer, et qu'elle appelle une réforme. Mais, ajoutait-il philosophiquement, c'est la loi et nous devons la subir tant qu'elle ne sera pas rapportée. » On conçoit aisément que ce *dura lex sed lex* ne fut pas pour satisfaire auteurs et artistes, qui devaient s'attacher passionnément à provoquer la modification d'une loi d'où, leur disait-on, venait tout le mal.

Déjà, en 1903, le Syndicat pour la protection de la propriété intellectuelle, avait adressé au Garde des Sceaux une pétition par laquelle il émettait le vœu, que le gouvernement voulût bien prendre l'initiative d'une proposition de loi, excluant de la communauté la propriété littéraire et artistique (2).

Sur ces entrefaites, le gouvernement avait nommé en 1905 une commission spéciale chargée

1. Couhin. *La propriété industrielle artistique, et littéraire*, t. II, p. 374.

2. Dès le jugement du tribunal de la Seine dans l'affaire Lecoq du 21 mai 1898, le Syndicat des sociétés littéraires et artistiques avait émis un vœu dans ce sens, auquel s'étaient associés ensuite la Société des gens de lettres, la Société centrale des architectes français, etc. (V. *Bibliographie de la France chr.* 1898, n°47. *Ibidem*, 1899, nos 7 et 9 et *Journal officiel*, 10 avril 1899, 1^{re} partie, p. 2440.)

de la revision du Code civil, Estimant que le vœu précité entraînait précisément dans l'objet des travaux de cette commission, le Syndicat le lui transmet et la pria d'adopter, pour le réaliser, la rédaction suivante de l'article 1404 du Code civil : « ... Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage ou qui leur échoient pendant son cours, à titre de succession, et les droits de propriété littéraire et artistique de chacun d'eux sur les œuvres créées par lui, avant ou pendant le mariage, n'entrent pas en communauté (1) ».

L'œuvre de cette commission n'étant pas à la veille de voir le jour, il nous est impossible de conjecturer le sort réservé à cette proposition.

De son côté, la Société des Etudes législatives, dont l'objet est précisément de rechercher les améliorations à apporter à notre droit actuel a mis à l'étude les mêmes propositions de réforme.

Aucune des questions qui ont sollicité l'attention de cette savante société n'a donné lieu à un examen plus approfondi ; comment, en effet, ne pas se rendre compte que si une législation meilleure peut facilement être substituée à celle qui nous régit, il est au contraire fort malaisé d'arriver à

1. Voir à ce sujet le *Droit d'auteur* du 15 septembre 1907, p. 107.

introduire dans la loi des règles absolument justes, et d'une application toujours facile ?

Il est naturel que les travaux de la société aient porté d'abord sur l'analyse même du droit d'auteur, et qu'on se soit attaché plus particulièrement à celui des éléments de ce droit qui était le moins connu : l'élément moral. Sous quelles formes diverses le droit moral se présentait-il ? Quels seraient ses effets ? Une commission fut nommée au sein même de la société, avec mission d'étudier la place qui devrait lui être faite dans la législation nouvelle ; mais elle même décida qu'on n'était pas assez fixé encore sur l'importance du droit moral et sur ses limites, pour chercher à le faire sanctionner par la loi. Il nous semble intéressant de citer, à ce sujet, les paroles prononcées par le Président de cette commission, M. Lyon-Caen, dans la séance du 27 février 1908, à la Société des Etudes législatives.

«... Pendant très longtemps, à propos du droit d'auteur, on ne s'occupait que du droit exclusif de reproduction ; c'est le seul droit, vous le savez, dont traitent nos lois, droit pour l'auteur, à l'exclusion de toute autre personne, d'autoriser la reproduction et d'en tirer des bénéfices pécuniaires.

« Sous l'influence d'idées qui ont été développées, je crois, tout d'abord en Allemagne, on a fini par constater, qu'à côté de ce droit, réglementé par la loi et dont la durée est limitée, il y en a un autre, dont la loi, en France du moins, ne parle pas du tout, mais droit tellement naturel, qu'il existe et est reconnu par les tribunaux, indépendamment de toute disposition légale, qui est le droit moral de l'auteur. On le qualifie de droit moral, parce que des effets très nombreux, dont aucun n'a une nature pécuniaire, y sont attachés.

« Il y a des personnes qui attachent au droit moral de l'auteur une portée considérable. Il en est qui voudraient que ce droit moral fût consacré par la loi, et que celle-ci déterminât les effets principaux qui s'y rattachent.

« La jurisprudence a eu l'occasion de reconnaître à bien des reprises le droit moral de l'auteur, d'en tirer quelques conséquences. La commission a pensé qu'il y avait là sans doute une question d'un très grand intérêt, mais qu'elle n'était pas encore mûre. Vous contribuerez sans doute par vos discussions à la mûrir ; mais il est, d'après la commission, préférable de laisser la jurisprudence faire son œuvre, consistant à définir le droit moral,

à en tirer des conséquences. Quand cette œuvre sera terminée, je ne sais pas dans combien d'années, le législateur pourra lui même utilement intervenir. »

D'où la conséquence qu'il fallait attendre avant que la loi pût faire sien le droit moral de l'auteur.

Il parut cependant à la commission qu'il était de toute nécessité de consacrer ce droit moral, dans l'un au moins de ses effets, qui était précisément de le faire échapper à la chute en communauté. Ici il ne servait de rien d'attendre ni de retarder jusqu'à plus ample informé ; on était suffisamment instruit par l'expérience : Aussi en même temps que le rapporteur, M. Vaunois déclarait « que la théorie du droit moral relativement récente, était encore en formation », que « certains problèmes étaient obscurs et pleins de pièges surtout quand on scrute la durée et la transmission de ce droit » et jugeait par suite impossible d'édicter pour l'instant des règles spéciales sur ce droit, n'hésitait-il pas à proposer à la commission un article de loi portant : « Le droit d'auteur sous les différents régimes de communauté, et sauf clause contraire, est un propre. La cession du droit d'auteur donne lieu à récompense. »

Toutefois, apportait-il, au principe l'exception suivante « si, eu égard à la situation des époux, la somme perçue pour cette cession peut être considérée comme un revenu, il n'y aura pas lieu à récompense. » Il était en effet nécessaire, ainsi qu'on s'en aperçut au cours de la discussion, fût-on même d'accord pour déclarer en principe le droit d'auteur propre, d'y apporter certaines restrictions.

Ainsi que le faisait remarquer M. Lyon-Caen (1), si le système de la Cour de Cassation dans l'affaire Lecoq était de nature à soulever des difficultés au point de vue du droit personnel, celui qui consistait à faire, du droit d'auteur, un propre était satisfaisant à ce point de vue, mais en revanche présentait des difficultés sous le rapport du droit pécuniaire.

Aussi vit-on, au cours de la discussion de l'article proposé par M. Vaunois, se faire jour divers systèmes intermédiaires, c'est-à-dire tendant à faire à la propriété intellectuelle une situation qui ne serait celle ni d'un véritable bien de communauté, ni d'un véritable propre.

1. Séance du 16 janvier 1908

C'est ainsi que pour M. Massigli, la meilleure solution législative paraissait être de reconnaître que, dans son principe même, pendant la durée du mariage comme après sa dissolution, le droit d'auteur était un propre, mais, en revanche, de déclarer communes toutes les valeurs en provenant. Par là-même il cessait d'être un propre, au sens absolu du mot, puisque le prix correspondant à sa cession devait appartenir à la communauté.

M. Maillard préconisait un système sensiblement analogue, fondé sur cette idée qu'il s'agissait beaucoup moins d'un propre que d'un droit spécial, ayant un caractère personnel. L'essence même du droit devait rester à l'auteur ; les profits qu'il en tirerait seuls, devaient tomber en communauté ; si l'auteur de son vivant se dessaisissait du droit d'exploiter son œuvre, il pouvait être considéré comme l'ayant donné à la communauté ; le prix de cession revenait à celle-ci. Sinon, à son décès, son droit tout entier devait être dévolu à ses héritiers.

M. Blondel, qui d'ailleurs se plaisait à reconnaître le bien-fondé de la jurisprudence, faisant tomber le droit d'auteur en communauté dans l'état actuel de notre législation civile, eût préféré qu'on

modifiât celle-ci dans un sens un peu différent. Il faisait remarquer (1) qu'il était tout naturel que, pendant la durée du mariage, le droit d'auteur, fruit de l'activité de l'un des époux, tombât en communauté, aussi bien que, par exemple, les honoraires d'un médecin ou d'un avocat. C'était à la dissolution de la communauté que l'éminent Avocat Général proposait de créer, au profit de l'auteur, une sorte de droit de reprise ou de préciput. L'auteur avait-il auparavant cédé son droit, la communauté devait, jusqu'à sa dissolution, percevoir les intérêts du prix de cession.

Une solution plus radicale paraissait préférable à quelques membres de la société. M. Harmand accordait bien que la communauté pouvait avoir droit aux valeurs produites par l'exploitation de l'œuvre, jusqu'au jour de la dissolution du mariage, mais, à ce jour, il voulait qu'on affirmât que la propriété littéraire ou artistique était un propre purement et simplement, que telle était et n'avait jamais cessé d'être sa situation.

Malgré toutes ces divergences, le sort à faire à la partie vraiment essentielle du droit d'auteur, était compris de la même façon par tout le monde,

1. Séance du 12 décembre 1907.

et le Président de la commission, pour que l'accord fût plus rapide, conseilla à ses membres d'admettre d'abord le principe même du droit d'auteur propre, quitte à discuter ensuite sur les restrictions à y apporter relativement aux produits pécuniaires de ce droit.

Ainsi fut-il fait, et l'accord presque immédiat sur tous les points s'ensuivit. La commission vota à l'unanimité que la propriété littéraire et artistique était un bien propre de l'auteur. Pour les produits pécuniaires de ce droit, si certains voulaient qu'ils appartenissent toujours à la communauté, une tendance plus générale ainsi que le remarqua M. Droz, poussait la commission à éviter la chute en communauté de la totalité même des bénéfices résultant du droit d'auteur. La difficulté était donc de déterminer les cas où, l'auteur ayant durant le mariage disposé de son droit, la communauté lui devrait récompense du prix touché. Pour la résoudre, M. Colin proposa différentes formules, toutes laissant aux tribunaux le plus large pouvoir d'apprécier s'il y avait lieu à récompense et dans quelle mesure ; soit la formule suivante : « Le droit d'auteur est un propre, les produits de ce droit *pourront* tomber en communauté » soit

encore celle-ci « le droit d'auteur et les capitaux, qui en proviennent constituent un propre » ou cette dernière enfin, de nature à satisfaire plus complètement encore l'équité « les sommes provenant du droit d'auteur, qui auront servi à l'entretien de la communauté, ne donneront lieu à aucune récompense ».

Ce fut M. Rau, qui finalement suggéra la formule qui réussit à rallier la majorité de l'assemblée : « En principe, la cession du droit d'auteur donne lieu à récompense. Mais si, eu égard à la situation des époux, la somme perçue pour cette cession peut être considérée comme un revenu, il n'y aura pas lieu à récompense. »

C'était, on le voit, à peu de chose près, adopter le texte même proposé par le rapporteur.

A part le tempérament d'équité que nous venons d'indiquer, la Société d'Etudes législatives se ralliait à la réforme dès longtemps réclamée par les écrivains et les artistes, réforme qui consistait à arracher définitivement à la communauté, pour qu'il fût compris dorénavant dans leur patrimoine propre, le droit de propriété littéraire et artistique des auteurs mariés.

DISCUSSION

De l'historique aussi rapide que possible que nous venons de faire, il résulte que nous devons, dans la discussion, nous placer successivement à deux points de vue différents. Il convient d'abord, en restant sur le terrain de la simple interprétation juridique, d'examiner quelle est, des diverses solutions fournies par la jurisprudence, celle qui s'accorde le mieux avec l'état actuel de la loi. Nous nous demanderons si, toute réforme législative mise de côté, il est possible, dès maintenant, de faire au droit personnel de l'auteur la part qu'on lui voudrait assurer.

Cela fait, et en admettant, ce que le dernier état de la jurisprudence de la Cour Suprême nous oblige à prévoir, que la solution de cette première question soit négative, nous aurons à discuter les réformes législatives qui ont été proposées et à indiquer, à notre tour, dans quel sens nous préférons voir s'orienter le législateur.

Nous avons vu que si, en doctrine, un courant fort net se dessine, très décidé à obtenir que le droit d'auteur soit, dans les régimes de communauté, classé parmi les biens propres, la jurisprudence est encore bien loin de consacrer les idées nouvelles ; c'est à peine si on peut chercher à déduire de certains « attendu » que la Cour Suprême soit disposée à s'en laisser imprégner, bien loin qu'elle abandonne en principe la théorie qui fait de la propriété littéraire et artistique de l'un des époux un bien commun. Parmi toutes les décisions que nous avons relevées, seul l'arrêt rendu par la Cour de Paris, dans l'affaire Lecocq, a délibérément rompu avec le système classique, et il faut bien reconnaître que cet arrêt apparaît comme un coup d'état jurisprudentiel à peu près sans précédent et en tout cas sans suite. C'est à ce point que, dans les deux dernières affaires que nous avons signalées, l'affaire Mercié et l'affaire Ganne, on n'examine même plus la question de savoir si l'œuvre artistique tombe ou non en communauté ; ce point est considéré comme définitivement admis, et constitue précisément l'origine^{*} des inextricables difficultés au sujet desquelles la justice a eu à statuer.

Ne voit-on pas, même, que, lorsqu'il arrive à la jurisprudence de faire un pas dans le sens de l'idée nouvelle de la personnalité du droit d'auteur, ce pas semble fait à regret, et avec la timidité qu'on éprouve à s'aventurer sur un terrain mouvant et dangereux. Sans doute, nous nous sommes plus à signaler, au passage dans l'arrêt de Cassation rendu dans l'affaire Lecoq, la place notable faite au droit moral de l'auteur, mais de quelles restrictions la Cour n'accompagne-t-elle pas ces concessions ! Il suffit de se reporter à cet arrêt et d'envisager les cas divers qui peuvent se présenter, pour se rendre compte, que les garanties, qu'il croit accorder à l'auteur, seront le plus souvent vaines et inefficaces. Ce droit moral, inhérent à sa personnalité même, pour être reconnu d'une manière générale, comment l'opposera-t-il à l'exercice des droits de la communauté ? Tout d'abord aperçoit-on la tâche singulièrement délicate confiée aux juges, de décider si l'auteur abuse ou non de ses droits. Où commencera l'excès ? ou le procédé vexatoire ? S'il veut empêcher la réédition de telle ou telle de ses œuvres, la modifier, ou même la détruire, saura-t-il convaincre le tribunal de l'excellence des raisons qui le poussent à agir ainsi ? L'auteur peut avoir des raisons, que la raison des autres

ne comprend pas, raisons difficiles parfois à donner au moment où elles sont produites, et que l'avenir peut se charger de justifier.

Et puis ce droit moral, vaguement reconnu, n'empêchera pas qu'à la dissolution du mariage, toutes sortes de difficultés puissent surgir entre l'auteur survivant et sa femme ou les représentants de celle-ci. Que ne devra-t-il pas craindre de la rancune, de la haine, ou simplement des visées intéressées de ses adversaires ? Lorsqu'il parlera de son honneur, de sa réputation d'écrivain ou d'artiste, on lui répondra par des considérations pécuniaires, qui trop souvent l'emporteront. Quel que soit le résultat du partage, la situation de l'auteur demeurera critique : Le droit de propriété qu'il a sur son œuvre, lui sera-t-il attribué dans le partage, ce qui paraît être encore pour lui la circonstance la plus enviable, il devra tenir compte au copartageant de sa valeur actuelle, valeur difficile à évaluer et surtout essentiellement variable. N'y a-t-il pas quelque chose de véritablement choquant à le forcer d'acheter en quelque sorte le fruit même de ses efforts et de son activité toute personnelle ? Si au contraire sa propriété artistique ou littéraire n'est pas mise dans son lot, il conservera bien sur elle, encore qu'elle appartienne

à d'autres, une sorte de domaine éminent. Ne devrait-il pas craindre cependant de voir rendre illusoire l'exercice du droit moral qu'on lui reconnaît ? Ne pourra-t-il pas arriver, pour ne citer qu'un exemple, qu'il soit prévenu trop tard d'une réédition ou d'une publication nouvelle de son œuvre, pour pouvoir utilement s'y opposer ? En supposant enfin que la communauté ne comprenne point d'autres biens que cette propriété littéraire ou artistique, ne sera-t-on pas forcé, en vertu des règles générales sur les partages, et malgré la personnalité du droit de l'auteur, de liciter cet unique bien ? L'auteur ne verra-t-il pas alors sa propriété passer en des mains étrangères, entre lesquelles il lui deviendra pour ainsi dire impossible d'en surveiller l'exercice ?

Aucune de ces conséquences déplorables ne saurait nous échapper, et nous reconnaissons même n'avoir pu signaler qu'une infime partie des inconvénients qu'apporte, à la situation de l'auteur, celui des arrêts de la Cour Suprême, qui peut encore être considéré comme lui étant le plus favorable.

Et cependant, nous n'hésitons point à dire que, si regrettables qu'en soient les suites, c'est, à notre sens, s'agissant simplement d'interpréter le

droit actuel, la jurisprudence classique qui s'explique et se justifie le mieux. S'il est beaucoup plus séduisant d'admettre que le droit d'auteur échappe à la communauté, encore faut-il que cette thèse puisse s'appuyer sur des moyens juridiques que la loi ne contredise pas. Plutôt que de reprocher aux magistrats qui ont rendu l'arrêt de 1880 (affaire Masson) de ne s'être point livrés à l'analyse même du droit de propriété littéraire, peut-être eût-on pu rendre justice à leur discrète habileté. A quoi bon une analyse, qui ne pouvait aboutir qu'à faire ressortir combien était choquante la solution à laquelle il fallait *nécessairement* arriver ? « ... S' imagine-t-on, écrivait M. Chenu (1), dans un travail déjà ancien où percent par avance l'ironie et la puissance de dialectique de l'éminent Bâtonnier, qu'on a réfuté le syllogisme,² tiré de la nature mobilière du droit d'auteur, quand on a affirmé hautement que c'est là un meuble d'une nature spéciale ? que dès lors il doit être soumis à des règles particulières, que c'est un droit personnel, non sans doute assez personnel pour échapper à l'action des créanciers, mais suffisamment pour se dérober aux réclamations de l'époux

1. M. Chenu. *La propriété littéraire*, p. 187.

commun ? Ce sont autant d'affirmations. Le droit commun est là avec ses limites soigneusement tracées. Vous voulez en sortir : prouvez que vous en avez le pouvoir. Vous voulez établir une dérogation : montrez qu'elle est écrite dans la loi. Jusque-là rien ne vous autorise à vous affranchir des règles du droit, par le motif qu'elles vous embarrassent. »

Cette argumentation cède-t-elle devant les efforts de la doctrine dont nous avons parlé, qui a cherché à démontrer que les lois existantes justifiaient d'ores et déjà une dérogation aux règles ordinaires ? Nous avons vu comment on a tenté de découvrir dans les textes spéciaux à la matière, une phrase, un mot, qui parut autoriser ici la création d'un propre ignoré par le Code civil. Certaines expressions de la loi paraissant en soi insuffisantes, c'est à l'esprit même du législateur qu'on s'est pris, pour chercher à démontrer que le droit d'auteur n'était pas susceptible de tomber en communauté. On se rappelle que c'est en particulier au décret du 5 février 1810 que les commentateurs se sont attachés pour justifier leur système. L'article 39 de ce décret est ainsi conçu : « Le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve, pendant leur vie, si les conventions matrimoniales de celle-ci

lui en donnent le droit, et à leurs enfants pendant vingt ans » — « ... C'était là, ont-ils prétendu, un système de dévolution tout à fait inconciliable avec l'attribution du droit d'auteur à la communauté. Si en effet le droit est dans la communauté par le simple jeu des institutions matrimoniales, comment le législateur de 1810 peut-il l'attribuer *tout entier* à la femme survivante ? Le décret a donc spolié les héritiers de l'auteur de la moitié qui leur revenait, en vertu des règles de la communauté (1) ? » Cet argument ne saurait nous convaincre.

Nous ne voyons pas pourquoi la loi, sous prétexte qu'elle créait un droit successoral spécial au profit de la femme, portant sur la part de communauté revenant aux représentants de son mari, aurait changé le caractère de sa part de communauté, à elle, et des biens communs en général. La loi n'a fait que ce que l'auteur lui-même aurait pu faire, et que d'ailleurs, s'il lui convient, il peut toujours empêcher. L'usufruit du conjoint survivant, d'après la loi générale de 1891, peut aussi porter sur partie des biens communs,

1. M. Léon Bérard. *Du caractère personnel de certains droits dans les régimes de communauté*, p. 28.

ou même exclusivement sur des biens communs, si on suppose que les époux ont adopté la communauté universelle. Pour ces biens, comme pour tous les autres, les héritiers du prédécédé sont armés de la réserve, ni plus ni moins. Sans doute, cette modification légale de l'ordre successoral peut entraîner une spoliation, mais il ne s'ensuit pas que la loi, qui pouvait décréter cette modification, ait entendu par là rien changer à la nature des biens.

On a prétendu encore (1) que, « à un autre point de vue, la réglementation successorale de 1810 contredisait le droit de la communauté ; si la veuve a recueilli une partie du droit comme femme commune, cette part est définitivement entrée dans son patrimoine. C'est dès lors aux héritiers de la femme et non aux enfants du mari, que cette moitié doit passer au décès de la veuve. Or le décret appelle les enfants à la succession du droit tout entier » d'où la contradiction prétendue, au cas, bien entendu, où les enfants du mari ne se trouvent pas être, en même temps, les héritiers de la femme.

Nous pensons qu'on a prêté ici, au texte, un

1. M. Léon Bérard. Même ouvrage, p. 29.

sens et une portée générale, qu'il ne nous paraît pas avoir. Le décret de 1810 n'a pas dit que la succession du droit tout entier devait revenir « aux enfants du mari » mais que le droit de propriété après la mort de l'auteur et de sa veuve, « irait à leurs enfants », ce qui montre bien qu'il n'a voulu régler que le cas, de beaucoup le plus fréquent, où il s'agirait d'enfants communs aux deux époux. Rien d'étonnant alors si, à la mort de la veuve de l'auteur, ils recueillent tout le droit, puisqu'ils sont en même temps héritiers de leur père et de leur mère, et que celle-ci a fusionné les droits sur la propriété littéraire ou artistique de l'auteur, qu'elle tient de sa qualité de femme commune, avec ceux qu'elle tient du décret de 1810, en tant que conjoint survivant.

Il a bien fallu reconnaître que toutes les lois postérieures à celle de 1793 n'ont fait absolument qu'élargir la durée du droit d'auteur, tel qu'il fut consacré alors, et créer d'abord, puis augmenter petit à petit, le droit successoral du conjoint et des autres héritiers de l'auteur. Vainement a-t-on cherché à interpréter telle phrase de la loi de 1866 dans un sens favorable ou défavorable à la thèse qu'on voulait faire triompher. Les arguments qu'on a donnés d'un côté ou de l'autre, n'ont con-

vaincu personne ; et il n'est point étonnant que nul n'ait trouvé dans cette loi l'indication qu'il y cherchait, son premier mérite, ainsi que l'a fait remarquer M. Jules Simon, au cours des débats, ayant été de ne pas trancher de question de principe (1) et de se restreindre au but qu'elle s'était proposé et qui était, à la fois, d'étendre au conjoint, quel qu'il fût, mari ou femme, le droit successoral, prolongé quant à sa durée, et de faire bénéficier la femme de ce droit, quel que fût le régime sous lequel elle était mariée.

Quant à la loi fondamentale de 1793, on a cherché (2) également à y trouver des arguments favorables au caractère propre du droit d'auteur, essayant de tirer parti de l'expression dont elle s'était servie « *droit exclusif* de publier, faire vendre », pour conclure que ce droit ne pouvait en aucun cas être partagé.

Mais il n'est que trop évident, qu'au moment où cette loi a été préparée et votée, on ne songeait nullement au conflit, auquel on cherche rétrospectivement à la mêler. L'œuvre que le législateur

1. Voir le *Moniteur* du 3 juin 1866.

2. Presque tous les partisans d'un droit d'auteur propre, et l'arrêt de la Cour d'appel de Paris dans l'affaire Lecoq.

avait à accomplir était autrement large et pressante. Il s'agissait alors de reconnaître à l'auteur le droit primordial d'exploiter son œuvre lui-même. Les adversaires contre lesquels on pensait à le protéger n'étaient sûrement pas son conjoint. Les littérateurs et les artistes n'en étaient pas encore à réclamer un traitement de faveur, en tant que conjoints, et la loi répondait à son objet qui leur permettait au moins de bénéficier du droit commun (1).

Il nous semble donc impossible de mêler à la discussion cette loi des 19-24 juillet 1793. Vainement M. Renouard a-t-il tenté, à ce sujet, un effort particulier... « Ce qu'il faut dire, écrit-il, c'est que le privilège, quoique droit mobilier, ne peut pas, comme les biens de communauté, être partagé entre les époux, lorsque la communauté se dissout. Sa nature particulière et les dispositions de la loi, en vertu desquelles il existe, s'y opposent. La loi de 1793 déclare en termes formels que les auteurs, pendant leur vie entière, jouissent d'un *droit exclusif*, ce droit donc, conformément à la loi qui le crée et le constitue, s'attache à la personne de l'auteur, chez lequel cette qualité

1. Renouard. *Traité des droits d'auteur*, n° 129.

n'est point effacée par la qualité d'époux. »

C'est surtout, comme nous venons de l'indiquer, à ce mot de « droit exclusif » que l'auteur attache une importance particulière. Il nous semble que c'est à tort. Il suffit en effet, pour s'en convaincre, de rapprocher les termes de la loi de 1793 de ceux d'un autre document législatif, régissant la matière. Dans l'article 1 du décret du 1^{er} germinal an XIII (22 mars 1805), sur les droits des propriétaires des « ouvrages posthumes » nous trouvons ceci : « Les propriétaires par succession ou à autre titre d'un ouvrage posthume, ont les mêmes droits que l'auteur, et les dispositions des lois sur la propriété exclusive des auteurs, et sur sa durée, leur sont applicables. » Il est bien évident dès lors que par ces mots : la propriété exclusive, le législateur n'entend pas parler d'une propriété inséparable de la personne des auteurs, puisqu'il est dit qu'elle appartiendra, avec les mêmes caractères, à une personne qui, par hypothèse, ne sera pas l'auteur de l'ouvrage. Rien ne s'oppose à ce que, dépendant du patrimoine de cette personne, elle ne tombe en communauté. S'agissant du patrimoine de l'auteur, les mêmes mots ne peuvent pas avoir un sens différent.

Nous ne nions pas que les lois spéciales, relatives

à la propriété littéraire et artistique, l'aient considérée, dès le début, comme une propriété d'un genre particulier ; nous reconnaissons, avec la Cour de Paris (affaire Lecocq) qu'une œuvre, « éditée ou représentée, ne constituait pas d'après les lois des 13-19 janvier 1791 et 19-24 juillet 1793, un bien susceptible d'un droit de propriété, tel qu'il existait alors et sous la législation antérieure, mais donnait seulement à son auteur des droits spéciaux, temporaires et différents du droit absolu de propriété perpétuelle » et que les lois postérieures n'ont pas pu davantage lui attribuer le caractère de propriété de droit commun ; mais de ce qu'un droit à un caractère spécial à certains égards, il ne résulte nullement qu'il doive échapper, d'une manière absolue, aux principes généraux qui régissent l'ensemble des biens ; les lois spéciales que nous avons examinées ne commandent pas l'exclusion du droit d'auteur de la communauté conjugale ; aucune disposition de celles-ci ne peut faire supposer qu'elles aient pris parti sur notre question.

Si les lois étaient muettes, on peut dire qu'il était tout aussi vain de chercher dans les travaux préparatoires de telle ou telle d'entre elles, des

arguments dans un sens ou dans un autre. Outre que par eux-mêmes les travaux préparatoires, comme le nom seul l'indique, ne comportent pas de solution définitive, ce sont le plus souvent, et ici encore on s'en est aperçu, comme de vastes arsenaux de guerre, libéralement ouverts à tous les partis, où il est rare que chacun d'eux ne puisse pas trouver des armes de force sensiblement égale.

Reste le Code. Peut-on soutenir que la propriété artistique et littéraire doive échapper aux principes qu'il pose, sous prétexte que les caractères qui la distinguent diffèrent essentiellement de ceux que possèdent les biens pour lesquels il a été fait, et qu'on ne saurait lui appliquer les règles générales édictées pour ces derniers, sans en altérer la nature ?

Il semble à première vue que le silence même du Code milite en faveur de cette prétention. Certes, il n'est personne qui ne nie que, parmi les plus sérieuses lacunes de notre Code civil se trouve précisément tout ce qui concerne les droits de l'homme sur les œuvres de son esprit ; personne qui ne reconnaisse avec l'éminent avocat belge, M. Edmond Picard, qu'il manque dans notre Code

tout un livre « venant s'ajouter au premier livre ayant trait aux droits personnels, au deuxième, aux droits réels, au troisième, aux droits obligationnels, et qui, lui, s'occuperait des droits intellectuels, c'est-à-dire des droits sur les inventions, les œuvres littéraires, les créations de l'esprit ». Et si le Code a omis de sanctionner cette propriété comme il a sanctionné toutes les autres, quoi qu'il soit, comme on l'a dit, très conservateur de la propriété en général, cela s'explique parce qu'elle n'était alors que peu développée ; depuis elle a pris une immense extension et c'est précisément cette extension, en présence du silence du Code, qui pousse à exclure cette conception nouvelle des catégories légales qui, évidemment, n'étaient pas faites pour la recevoir. Les auteurs du Code, pourrait-on ajouter, ne pouvaient avoir et n'ont pas eu la prétention de faire une œuvre éternelle ou universelle. Portalis, prévoyant précisément que des problèmes nouveaux, insoupçonnés de lui ou de ses collègues, pourraient se poser un jour à des générations plus jeunes, n'hésitait pas à dire qu'il faudrait les résoudre à l'aide de principes que le Code ne contenait pas.

C'est encore ce qu'a exprimé M. Saleilles, parlant

au Congrès de la Société d'Economie sociale (1).
« ... Lorsqu'un siècle a passé sur un Code, et que, dans le milieu social, politique et économique, tout s'est modifié, état des fortunes et des mœurs, conceptions sociales, et jusqu'aux conceptions morales..., qui donc oserait prétendre que la façon dont se présente le moindre des problèmes juridiques pour chacune des espèces qu'il fasse surgir, concorde encore de près ou de loin avec les prévisions du législateur ? L'interprète se trouve placé en face de ce dilemme : ou bien comprendre la loi, comme on l'aurait comprise il y a un siècle, en reculant d'un monde, ce qui ne serait pas seulement ridicule mais matériellement impossible, ou bien adapter une loi ancienne aux nécessités présentes, en se laissant guider par l'évolution des faits, sous la seule réserve de conserver l'harmonie d'ensemble du droit positif. Ce dernier procédé s'impose de plus en plus. »

Ce raisonnement, dont nous avons tenu à ne rien retrancher, ne nous paraît pas probant. Qu'on le veuille ou non, l'interprète voit sa liberté restreinte par un texte existant, si général soit-il. A

1. XXI^e Congrès de la Société d'Economie sociale.
Séance du 11 juin 1902.

l'époque de la rédaction du Code civil, la propriété littéraire et artistique était connue, puisque précisément, quelques années auparavant, elle venait d'être consacrée par la loi. Ne semble-t-il pas difficile d'admettre que les auteurs très informés de la codification nouvelle aient entendu l'exclure par prétrition des classifications où ils entendaient faire entrer les biens dans leur généralité absolue ?

Ce qui est vrai, c'est que beaucoup plutôt que cette propriété elle-même, l'analyse qu'on en a faite a pris, plus récemment, une importance considérable ; c'est depuis peu qu'on parle de la personnalité du droit d'auteur, avec les conséquences juridiques qu'on cherche à y attacher aujourd'hui ; l'idée qu'on en avait alors n'était pas fouillée à ce point qu'on considérât que le droit d'auteur dût être exclu de la communauté, pas plus qu'on en excluait le résultat du travail de l'un des époux, fût-il commerçant, avocat, médecin ou simple ouvrier. Dès lors, ainsi que le veut la jurisprudence classique, l'article 1401, qui fait tomber dans la communauté tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage, à titre de succession ou de donation,

tous les fruits, revenus et arrérages de quelque nature qu'ils soient, de même que l'article 1498, qui soumet au partage les acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux, entraînent nécessairement la chute dans la communauté, qu'elle soit légale ou réduite aux acquêts, du droit mobilier de propriété littéraire et artistique. En dehors des propres fixés par le Code civil, ou de ceux qui sont déclarés tels par le contrat de mariage, les époux ne peuvent en principe se constituer d'autres biens propres. L'article 1437 du Code civil leur permet seulement, à titre exceptionnel et accessoirement à des propres antérieurement déterminés, de dépenser certaines sommes dans leur intérêt exclusif, et à charge de récompense. Ce sont donc bien, comme nous l'avons dit précédemment, des textes formels qui vont à l'encontre de cette idée que la propriété littéraire et artistique puisse constituer un propre.

Nous ne pouvons cependant passer sous silence une théorie, naguère soutenue par M. Labbé, suivant laquelle, par une interprétation plus large de l'article 1437 du Code civil, les époux pourraient en certains cas se constituer des propres nou-

veaux pendant le mariage. Bien que cette théorie ait été formulée à propos d'une question étrangère à celle que nous examinons, on a cherché à l'appliquer au droit d'auteur : C'était à propos du cas, qui s'est si souvent produit, où le mari constitue sur sa tête, à l'aide des deniers communs, une assurance sur la vie au profit de sa femme. On sait qu'une jurisprudence, désormais parfaitement établie, considère l'indemnité d'assurance, éventuellement due à la femme, comme n'ayant jamais fait partie du patrimoine commun, et autorise celle-ci à toucher cette indemnité, même à l'encontre des créanciers du mari, N'était-ce pas là admettre indirectement qu'il pût y avoir un propre appartenant à la femme, constitué pendant le mariage, en dehors de ceux prévus par la loi ou par le contrat ? Or, M. Labbé n'hésita pas à justifier cette jurisprudence (1), qu'il considérait comme faisant une application imprévue de l'article 1437 du Code civil ; sans doute, pour lui comme pour tout le monde, il ne pouvait y avoir, au cours de la communauté, création d'un propre qui ne se rattachât pas à un propre préexistant, dans le patrimoine de l'un des époux. Mais l'émi-

1. Noté de M. Labbé dans *Sirey*, 77. 1057.

ment professeur considérait qu'en dehors des immeubles et des biens stipulés propres par contrat, il y avait nécessairement une autre cause génératrice de propre, cause naturelle, et par suite absolument personnelle, se rattachant aux intérêts primordiaux de chaque conjoint, et liée pour eux au *droit à la vie*. — Ce raisonnement n'allait-il pas pouvoir s'appliquer au cas où l'un des époux produit, pendant le mariage, une œuvre littéraire ou artistique. Ne devait-on pas considérer celle-ci comme propre à l'auteur, puisqu'elle dérivait d'une cause non moins naturelle, non moins personnelle, le *droit à l'honneur* ?

Nous avouons, pour notre part, ne pas oser suivre l'éminent jurisconsulte dans l'interprétation qu'il donne de l'article 1437, et à plus forte raison, nous ne pensons pas qu'on puisse étendre cette même interprétation à la matière qui nous occupe. Nous restons fermement convaincu que les seuls biens propres préexistants dans le patrimoine des époux, dont certains biens nouveaux peuvent en vertu de l'article 1437 emprunter le caractère au cours du mariage, se limitent aux immeubles, seuls propres déclarés par le Code civil, ou aux biens, participant à cette qualité, par suite des dispositions du contrat de mariage. Il n'y a point d'inté-

rêt personnel, qui, en l'état actuel de notre droit, et plus encore au moment où le Code fut rédigé, nous paraisse assez puissant pour faire échapper à la communauté un droit mobilier comme le droit d'auteur, et pouvant avoir, comme lui, une valeur vénale importante.

Nous ne pouvons oublier que la communauté a été considérée par le législateur comme le régime d'union par excellence ; les époux, à part quelques exceptions, dont aucune n'est inspirée par l'idée de leur personnalité, voient tous leurs biens réunis. Ils se sont mariés de corps et de biens ; du même coup les intérêts personnels sont devenus des intérêts communs ; et leurs personnalités se sont, pour ainsi dire, fondues l'une dans l'autre. Que ce régime, ainsi conçu par nos pères, ne cadre plus avec nos tendances de plus en plus individualistes, cela est possible ; que de telles unions dussent être inséparables et que le divorce puisse y causer des difficultés très profondes, nous ne le nions pas ; mais encore une fois, il nous semble qu'une loi nouvelle seule peut corriger la loi.

Nous avons cherché si nous ne rencontrerions pas — en matières étrangères à la propriété littéraire et artistique — des espèces où la jurisprudence ait été sollicitée d'écarter les règles du droit rela-

tives à la communauté, et si nous la trouverions aussi disposée que la Cour de Paris dans l'affaire Lecocq, à interpréter largement la loi, sous prétexte que l'application du droit commun heurterait l'idée de la personnalité.

Voici une de ces espèces, où nous trouvons une tendance du même genre, mais combien timide, encore que les circonstances parussent singulièrement plus favorables :

Un mari a reçu d'un tiers, en réparation de l'affront et du tort que lui a fait l'infidélité de sa femme, une somme d'argent, ou encore les tribunaux la lui ont allouée sur sa demande. La question s'est posée alors de savoir si cette somme devait ou non tomber dans la communauté. Il y a bien là un bien mobilier, dans l'acception juridique du mot ; mais ce bien représente, faute de pouvoir le remplacer, l'honneur du mari ; en tout cas c'est bien par suite d'un intérêt à lui tout personnel que cette somme lui est due. Il semble donc bizarre que la femme commune puisse prétendre en recueillir sa part. Or, cette solution de bon sens, la jurisprudence n'y est venue que très lentement, et dans une mesure très limitée.

Là encore nous rencontrons la doctrine de

M. Labbé (1), et, chose curieuse, l'éminent jurisconsulte ne croit pas que l'idée de personnalité qui est en cause suffise, à elle seule, à écarter la chute en communauté. Il trouve nécessaire de motiver la solution par un motif juridique tout différent : « Cette solution, écrit M. Labbé, est, à notre avis, aussi juridique dans le vrai sens du mot que morale. Elle ne peut être combattue que par des arguments qui emploient la raison contre la raison elle-même : « Les causes qui font des propres sont limitées ; l'hypothèse qui se présentait dans la cause n'a pas été prévue par le législateur ; donc l'acquisition, faite par le mari, profite à la communauté. » Il est un principe également juridique, qui commande la solution : c'est que l'un des auteurs d'un délit ou d'un dommage ne doit pas, en invoquant le contrat, dont le délit est la violation, bénéficier en partie de l'indemnité allouée à la victime du délit. L'adultère est la violation des obligations du mariage. L'époux, qui manque aux obligations du mariage, ne doit pas en invoquant la communauté de biens, c'est-à-dire un des effets du mariage, tirer avantage de la créance de dommages-intérêts, appartenant à son conjoint en raison de ce délit ».

Ainsi, même contre ce raisonnement syllogisti-

1. Note de M. Labbé sous l'arrêt de Cassation du 5 février 1873. S. 73. 1. 289.

que, si manifestement contraire à la raison elle-même, M. Labbé n'invoquait point un intérêt de morale ou d'honneur, si directement mêlé à la personnalité de l'époux, mais bien un principe juridique d'ailleurs indiscutable. Il terminait par cette conclusion bien nette, et sous sa plume, combien remarquable : « ... Il est beaucoup plus certain et plus important que notre arrêt ne reconnaît pas ce caractère de propre à toute indemnité pécuniaire, obtenue pour la réparation d'une atteinte à l'honneur de l'un des époux. Il serait dangereux de répéter avec la Cour de Rennes : l'honneur est le plus personnel de tous les biens...

« Tout profit pécuniaire réalisé par un époux est commun sous le régime de communauté, à moins d'une clause d'exclusion. L'honneur n'est pas plus personnel que le travail, que le génie, que la santé, que la vie ! Les avantages pécuniaires qu'un époux doit à sa renommée, à sa réputation, à ses facultés ou qualités toutes personnelles, enrichissent la communauté. Or, les dommages-intérêts attribués à celui qui a subi un outrage, représentent pour la plus grande part les avantages de toutes sortes que l'homme retire d'une réputation intacte. Il est juste que la communauté en ait l'émolument ; *on voit que nous regardons la solu-*

tion de notre arrêt comme justifiée par les circonstances toutes particulières de l'espèce, et par la corrélation qui existe entre le délit et le mariage, dont il y a lieu de régler le régime. »

Lors donc qu'on vient, à propos, de la propriété littéraire et artistique nous imposer un propre que le Code ne connaît pas, sous le prétexte que le droit d'auteur a pour objet d'assurer la liberté de la pensée, de protéger la dignité intellectuelle sans fournir à l'appui aucune raison juridique convaincante, nous ne nous considérons pas comme autorisé à nous affranchir des règles soigneusement tracées par le droit commun.

Que ceux qui considèrent le droit d'auteur comme devant être dès maintenant, et en l'état actuel de la législation, tenu pour un propre, ne nous objectent pas que, pour les manuscrits ou les œuvres d'art encore inachevées, tout le monde s'accorde à les exclure d'ores et déjà de la communauté ; et que si nous partageons le sentiment général, nous nous mettrons en contradiction avec nous-même, puisque dans ce cas le conflit existe bien entre la communauté et un intérêt personnel, et que nous ferons triompher ce dernier, sans qu'il y ait non plus de dérogation écrite dans la loi à ce sujet.

Nous répondrons qu'il n'y a pas là à nos yeux de principe général, mais qu'il convient de faire une distinction suivant les circonstances dans lesquelles la question se présentera : Le manuscrit, que laissera un écrivain de profession, pourvu qu'il présente le caractère d'un ouvrage terminé auquel il ne manque que quelques corrections pour être porté chez l'éditeur devra, selon nous, être compris, dans la communauté. Sans doute Pothier a-t-il dit (1) que « les manuscrits qu'un homme d'esprit a composés ne doivent pas être compris dans l'inventaire, parce que ce sont choses inestimables qui ne sont pas censées faire partie d'une communauté de biens », mais ne sera-ce pas précisément le fait d'avoir été composé par un homme d'esprit, qui fera du manuscrit un objet de valeur, et de valeur excessivement facile à estimer, puisqu'il suffira pour en connaître le prix de mettre le manuscrit en vente ? De même encore, le tableau, fût-il inachevé, de tel peintre en renom, pourvu bien entendu que l'œuvre soit suffisamment poussée, ne devra pas, selon nous, être exclu, de la communauté. Niera-t-on que telle ébauche d'un grand artiste soit parfois très précieuse ?

Dans d'autres cas, permettre à l'époux commun

1. Pothier, *Communauté*, n° 682.

survivant de s'emparer d'un manuscrit ou d'une œuvre, à laquelle la volonté de son auteur n'a pas conféré de vie propre, qui ne paraît pas avoir été, en l'état au moins, destinée à la publicité, et qui emprunte à sa nature même d'ébauche un caractère particulièrement secret, ce serait porter atteinte à la liberté supérieure de penser, d'écrire, ou de ne pas écrire. Ajoutons que dans la plupart des cas ce serait moins un intérêt pécuniaire bien compris, que le désir de satisfaire un sentiment de curiosité de mauvais aloi, ou même une pensée de pure vexation, qui pousserait le conjoint survivant à agir ainsi.

De tout ce qui précède il résulte qu'à ne considérer que le texte même de la loi, qu'il s'agisse de la législation spéciale à la propriété littéraire et artistique ou du Code, il semble impossible d'admettre une dérogation au principe général, faisant tomber dans la communauté tous les meubles et droits mobiliers des époux.

Mais, en dehors des textes mêmes et toujours en restant sur le terrain de la simple interprétation, la nature seule du droit d'auteur ne va-t-elle pas pouvoir entraîner une dérogation à l'ap-

plication des principes? En effet, si les meubles des époux font partie de la communauté légale, les exceptions à la règle peuvent résulter soit d'une disposition contraire de la loi, soit de la nature de certains droits (voir *supra* la note de M. Lyon-Caen sous l'arrêt de Cassation du 16 août 1880). Cette question, que s'était posée l'éminent arrê-
tiste, à ce moment-là paraissait devoir être résolue de la façon la p'us simple : « Il est hors de doute, écrivait-il, que les biens mobiliers incessibles ne tombent pas dans l'actif commun. Cela n'est dit dans aucune disposition de nos lois, mais résulte de cette idée incontestable que les biens composant l'actif de la communauté deviennent communs entre les époux en vertu d'une cession tacite qu'ils se font réciproquement. Personne ne conteste que la propriété littéraire soit parfaitement cessible. Si une cession expresse en est possible, pour quoi la cession tacite, résultant de l'adoption du régime de communauté, ne lui serait-elle pas applicable ? »

Ce caractère de cessibilité que personne ne contestait lorsqu'on ne pensait pas à analyser le droit de l'auteur sur son œuvre, qu'on ne considérait que comme un droit pécuniaire d'exploitation, allait au contraire être discuté du jour où l'on

s'apercevrait qu'un élément nouveau, l'élément moral, y tenait une place essentielle.

Partant de là, M. le professeur Thaller a esquisé une théorie des plus intéressantes. L'éminent jurisconsulte s'est plu à exposer que le droit de propriété littéraire et artistique pourrait bien échapper à la communauté, par cette raison qu'on devait écarter l'idée d'une cession totale de ce droit possible de la part de l'auteur.

Le contrat dont M. Thaller met en doute la légitimité, ce n'est pas « le contrat défini, clair » le contrat d'édition, limité dans ses conditions, c'est « le contrat de cession pure et simple de l'œuvre, prise dans son fonds, dans sa substance ».

Le contrat, par lequel l'auteur abandonne définitivement, en échange d'un prix déterminé, son œuvre à un tiers, à un éditeur, par exemple, pourrait être réprouvé pour ce seul motif que c'est un contrat singulièrement aléatoire et dangereux, au point de pouvoir tenir du jeu et du pari, contrat de dupe, tantôt pour l'auteur, qui aura cédé pour un morceau de pain, une œuvre, susceptible d'enrichir son éditeur, tantôt pour l'éditeur lui-même, qui aura trop largement escompté la gloire de l'auteur.

En outre, et c'est là apparemment l'objection

capitale, ce contrat violerait le droit moral de l'auteur, car celui-ci aliénerait ce qu'il n'a pas le droit d'aliéner... « Permettre à l'auteur d'aliéner sa liberté, lui donner non seulement la faculté de vendre, mais celle de dépouiller sa personnalité de l'œuvre pour l'avenir, en renonçant à la modifier, à la changer, à la supprimer si bon lui semble, à lui donner une autre direction, à en arrêter ou à en provoquer le renouvellement de publication ; non, ce pouvoir n'existe pas. La communauté ne peut exercer d'emprise sur un droit semblable, c'est un droit inaliénable, personnel, sur lequel le trafic n'a aucune action (1). »

Nous n'oserions pas insister sur une théorie, qui, dans la pensée même de son auteur, ne comporte pas encore « une solution très ferme, absolue et irréductible ». Encore que la chute en communauté soit, en effet, liée au caractère cessible du droit d'auteur, et que, par conséquent, si la nature de ce droit est d'être incessible, on puisse, en dehors de toute disposition spéciale de la loi, le déclarer propre ; il nous semble que, tant que l'idée de la personnalité n'aura pas été consacrée

1. Communication de M. Thaller à la Société d'Etudes législatives. Séance du 7 mai 1908.

par le législateur, cette prétendue incessibilité apparaîtra simplement comme une atteinte portée à la liberté des conventions. Parlant de cette théorie de l'incessibilité de la propriété littéraire, « il me semble, a dit M. Lyon-Caen, que M. Thaller traite un peu les auteurs comme les mineurs, ne comprenant pas la portée de leurs actes. Pourquoi voulez-vous leur défendre des actes qui sont permis à toute personne, sur toute espèce de biens, sur toute espèce de droits ? je n'en vois pas la raison ».

De plus, si même la conception de l'incessibilité aboutissait, le droit d'auteur n'en échapperait pas nécessairement à la communauté. La question, qui nous occupe, resterait entière. En effet, à l'auteur, qui aujourd'hui use pratiquement du droit, qu'on ne lui a pas encore retiré, d'aliéner définitivement son œuvre, restera toujours le droit de publier son œuvre d'une manière ou d'une autre, par des contrats restreints d'édition ou autres. Ce qu'on réduirait en ce cas ce ne serait pas à proprement parler, le droit de la communauté sur l'œuvre de l'auteur, ce serait celui de l'auteur même. Dans la mesure où ce droit lui serait conservé, les principes généraux aboutiraient toujours à la chute en communauté. Dans

la mesure où l'auteur continuerait à pouvoir le céder, son droit de propriété continuerait à faire partie du patrimoine commun.

Tout ce qui précède aboutit à cette conclusion, qu'en l'état actuel de la législation, l'arrêt de la Cour de Paris, rendu dans l'affaire Lecoq est difficile à défendre. Si séduisante qu'en apparaisse la doctrine, il faut renoncer à la pouvoir adopter. Nous en dirons autant du système intermédiaire préconisé par M. Saleilles, dont les distinctions paraissent ne pas heurter moins les règles du Code que ne le fait la théorie plus absolue de la Cour. On se rappelle que, dans ce système, c'est seulement au moment de la dissolution de la communauté, qu'on sait exactement si le droit d'auteur en fait ou non partie, au cas du moins où jusque-là ce droit n'a pas fait l'objet d'une cession. Si, au moment où la communauté est dissoute l'auteur vit encore, la communauté n'a à réclamer aucun droit (1). Nous sommes alors en présence d'un bien propre. Si, au contraire, l'auteur est décédé, la communauté s'empare sans conteste de son droit. Il nous paraît difficile de trouver dans la

1. Voir *supra*, p. 35 et ss.

loi les éléments d'une pareille distinction. A quel titre la jurisprudence pourrait-elle déclarer un bien propre ou commun, au moment où, le mariage dissout, la communauté n'existe plus ? Y a-t-il des biens dont la nature reste en suspens, pendant la durée du mariage ? Nous n'ignorons pas qu'en certaines hypothèses il en soit ainsi. Au cas de remploi offert par le mari à la femme, l'immeuble à elle proposé à cette fin sera indifféremment propre ou commun, suivant qu'elle aura ou non accepté le remploi. Cette acceptation pourra intervenir jusqu'à la dissolution du mariage. De même, c'est seulement lorsque la femme accepte ou refuse la communauté, qu'on sait si les biens qui la composent seront communs ou au contraire censés être demeurés propres au mari. De même encore, la loi nouvelle sur laquelle nous aurons à revenir, du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, prévoit que les biens, qu'elle réserve à l'administration de la femme entreront en principe dans le partage de la communauté, mais que si la femme renonce à la communauté, ils lui resteront en propre.

Mais toutes ces hypothèses, parce qu'elles étaient précisément des dérogations à la règle générale,

ont été expressément visées tant par le Code (art. 1435 ; art. 2492 et suiv.) que par des lois spéciales. L'alternative que prévoit le système de M. Saleilles, en ce qui concerne le droit d'auteur, aurait aussi besoin de s'appuyer sur un texte, pour que nous puissions l'admettre.

La jurisprudence de la Cour de Cassation, elle, nous paraît, au point de vue du droit positif, le seul que nous ayons examiné jusqu'ici, à l'abri de toute critique. Le dispositif de ses différents arrêts est constant, et on doit s'incliner : A l'heure présente, le droit de propriété littéraire ou artistique tombe dans la communauté.

Quant aux motifs de l'arrêt Lecocq, où nous avons relevé une tendance marquée vers la reconnaissance de la personnalité du droit d'auteur, ils ont entraîné certaines critiques auxquelles il paraît difficile de ne pas se rallier. On a fait remarquer, avec raison, que le droit proclamé commun par la Cour de Cassation, elle le considérerait à d'autres points de vue comme s'il n'avait été l'objet d'aucune cession : « ... La Cour de cassation estime, dit M. Thaller, que l'auteur conserve toujours la faculté de supprimer l'œuvre : je ne vois pas très bien comment il y parviendra, si un contrat a fait passer l'œuvre dans le patrimoine d'un autre,

et a donné à cet autre le pouvoir de disposer librement de l'œuvre. Dans aucune partie du droit je ne vois ce phénomène se produire d'un droit aliéné puis repris. L'auteur, d'après la Cour de Cassation, pourrait-il, non pas seulement interdire de nouvelles éditions à son cessionnaire, mais l'obliger à éditer, lorsque le cessionnaire s'en dispense, payé qu'il est peut-être par une coterie d'adversaires, pour étouffer l'ouvrage ? Est-ce que l'auteur conservera cette faculté et ce pouvoir ? Je le pense : mais cela prouve que l'œuvre n'a pu être cédée (1). »

Il y avait à cet égard dans l'arrêt Masson plus d'homogénéité, et si louable qu'ait été l'intention des juges de 1902, leur réserve au sujet de la personnalité du droit d'auteur, ne pouvait rien ajouter au droit positif. Elle constituait simplement une indication précieuse au point de vue qu'il nous reste à examiner : celui de la législation.

Nous avons exprimé incidemment à plusieurs reprises, alors même que nous étions forcé d'en discuter la doctrine juridique, combien était sédui-

1. Société des Etudes législatives. Séance du 7 mai 1908.

sante la thèse adoptée par la Cour de Paris dans l'affaire Lecoq, et nous ne nous sommes pas dissimulé un seul instant, non plus qu'aucun des jurisconsultes qui ont examiné la question, les conséquences souvent déplorables que peut entraîner la jurisprudence classique, dont la Cour de Cassation pouvait difficilement s'écarter. En législation, personne ne saurait contester sérieusement l'idée de personnalité qui s'attache au droit d'auteur. Il serait oiseux de nous étendre sur ce point. Il en est de certaines vérités de droit comme de ces propositions mathématiques, qui sont si évidentes, qu'elles échappent à toute démonstration.

Ce n'est pas à dire que sur le terrain législatif, comme sur le terrain juridique, on ne doive rencontrer de nombreuses objections, dont quelques-unes fort sérieuses, à faire reconnaître le caractère de bien propre au droit d'auteur, si personnel soit-il.

La première objection est une objection de pure forme car, sans nier qu'il soit indispensable d'échapper aux conséquences actuelles des règles concernant le régime de communauté, on pense pouvoir y arriver, sans apporter à la loi aucune modification. A quoi bon prétend-on changer la

loi, puisque les conventions matrimoniales permettront toujours aux auteurs de réserver à leur propriété littéraire et artistique le sort qui leur conviendra ? En admettant qu'ils adoptent l'un des régimes de communauté, il suffira d'une clause particulière de leur contrat, pour que celle-ci n'exerce jamais aucun droit sur la propriété littéraire ou artistique. A plus forte raison auront-ils à leur disposition d'autres régimes, créant d'une manière générale une séparation d'intérêts entre eux et leur conjoint. Ce sont des points sur lesquels il suffira au notaire d'attirer leur attention ; on peut prévoir que ces honorables officiers ministériels n'y manqueront pas, puisqu'aussi bien, ainsi que nous l'avons vu, c'est de leur compagnie que sont parties les premières protestations contre l'application du droit commun, au genre tout spécial de propriété qui nous occupe. A quoi bon imposer aux auteurs la tutelle de la loi ? Pense-t-on qu'ils soient incapables de gérer ou de défendre leurs intérêts ? (1).

Cette objection ne paraît pas de nature à comporter une bien longue réponse : Il est aisé de démontrer qu'on ne saurait attendre d'une simple

1. V. le *Droit d'auteur* du 15 mars 1899.

pratique notariale le résultat qu'amène avec elle une modification législative.

Ne convient-il pas avant tout de prévoir le cas où il n'existera pas de contrat de mariage, et où il faudra bien dès lors se reporter exclusivement aux dispositions légales ? Mais même, en dehors de ce cas, ne peut-on pas conjecturer que la vocation littéraire ou artistique soit venue à l'un des époux postérieurement au mariage, et que par conséquent il n'ait songé à régler par avance le sort des droits d'auteur pouvant en résulter. Ne peut-on pas encore supposer que, pour s'être adonnés déjà à la littérature ou à l'art, les conjoints, par un sentiment de modestie, qui n'a rien d'absolument invraisemblable, même de la part d'un auteur ou d'un artiste, n'aient pas songé à la valeur pécuniaire que pourraient un jour représenter leurs œuvres ? Bien mieux, la précaution, si elle a besoin d'être expressément formulée, ne paraîtra-t-elle pas choquante au moment où l'écrivain, ou l'artiste croit faire choix du plus sûr et du plus désintéressé des collaborateurs ? Allez donc faire entendre qu'« à cet être nerveux, exigeant, impressionnable, à cet homme enfant, qu'on appelle un artiste, il faut un type de femme spécial, presque introuvable et que le plus sûr est encore

de ne pas le chercher » (1). Au moment du mariage, l'écrivain ou l'artiste mettra quelque coquetterie à se soustraire aux conseils du notaire. — Aucun de ces inconvénients ne sera à redouter, si, sans qu'il soit besoin d'en faire une mention spéciale, les auteurs sont protégés par une disposition de loi d'une application générale.

La seconde objection ne s'attaque pas à proprement parler à la réforme législative même, dont la loi pourrait être l'objet en ce qui touche la communauté conjugale : mais elle tend à reprocher à cette réforme de ne pas être assez générale et de limiter aux rapports existant entre l'auteur et son conjoint les conséquences beaucoup plus larges que devait entraîner la reconnaissance de la personnalité du droit d'auteur.

Serait-ce donc seulement l'application des règles relatives à la communauté conjugale qui ferait obstacle, dans notre loi, au libre exercice du pouvoir absolu que l'auteur doit avoir sur son œuvre ? Combien d'autres principes, qu'on ne pense pas à condamner, et qui tendent néanmoins à diminuer cette autorité supérieure que l'auteur tient de sa personnalité, et que dans notre cas seule-

1. Alphonse Daudet. *Les femmes d'artistes*, p. 5.

ment on se plaît à représenter comme intangible !

Quelle raison a-t-on, en législation, de proclamer, au regard de la communauté seule, cette personnalité qui sera impuissante à triompher en présence d'autres adversaires ?

Une fois engagé dans cet ordre d'idées, on se prend aux différentes obligations résultant des contrats qui ont pu intervenir entre l'écrivain, l'artiste et les personnes auxquelles ils ont cédé une part plus ou moins importante du droit leur appartenant.

Si les partisans du droit d'auteur propre lui veulent attribuer ce caractère sous prétexte de la responsabilité encourue par l'auteur, du fait de la mise en circulation de son œuvre, s'ils font entendre que la responsabilité de l'auteur, qui commence par le fait de la publication initiale, peut ensuite se modifier, grandir ou changer de jour en jour, et que c'est seulement à la mort de l'auteur qu'il doit être censé l'avoir définitivement acceptée, ne faut-il pas, par voie de conséquence, insérer dans la loi une disposition qui permette à l'auteur d'empêcher, en tout état de cause, une publication nouvelle de son œuvre, quel qu'en soit le promoteur, et même d'arrêter à tout moment la diffusion de celles qui ont déjà été publiées.

Or, cela même est-il admissible ? N'arrivera-t-il pas constamment dans la pratique qu'un éditeur achètera à l'auteur un manuscrit afin de le publier ; ou encore, qu'après une première édition, il s'assurera le droit d'en faire de nouvelles ? Il est impossible de prévoir la variété des contrats qui pourront se former ; imagine-t-on une législation qui, sous prétexte de reconnaître à l'auteur le droit souverain de communiquer ses idées au public quand et de la façon qui lui conviendra le mieux, l'autoriserait à faire litière des engagements antérieurement pris ?

C'est à cette conséquence cependant, ajoute-t-on, que devrait forcément aboutir ceux pour lesquels l'idée du respect dû à la personnalité de l'auteur, est, par ailleurs, suffisamment puissante pour tenir en échec les droits certains de la communauté. M. Darras n'a pas reculé devant la logique de ce résultat « ...Le droit moral, a-t-il écrit, étant incessible, il en résulte un certain nombre de conséquences ; même au cas de cession absolue du droit pécuniaire, l'auteur peut encore modifier et retirer de la circulation l'œuvre cédée. Avec notre système l'éditeur se trouve sans doute exposé aux caprices de l'auteur. Cette considération ne nous arrêtera pas. Nous permettrons à l'auteur de modi-

fier ou de retirer son œuvre pour lui donner le moyen de se soustraire à des responsabilités qu'il ne désire plus encourir(1). »

Cependant cette opinion, si logique soit-elle, reste absolument isolée, et ceux-là mêmes, qui, comme M. Pouillët, sont les partisans les plus ardents du droit d'auteur propre, ne veulent point admettre que la responsabilité et la personnalité de l'auteur puissent avoir pour résultat de l'autoriser à violer des droits qui le lient à des tiers. L'éminent Bâtonnier, si rigoureux que lui parût alors le sort fait à l'auteur, ne croit pas pouvoir rompre à son profit de le droit commun des obligations : «... On ne peut nier, écrit-il, qu'il est cruel pour un écrivain de bonne foi, revenu d'une erreur passagère, mieux éclairé par une étude plus approfondie de son sujet, de voir à jamais son nom attaché, rivé à une œuvre que sa conscience réproche, que sa raison condamne. Quoi ! l'auteur de *Faublas* n'aurait pu en arrêter la publication ! Quoi ! l'auteur de la *Vie de Jésus*, s'il s'était tout à coup convaincu de la divinité du Christ, n'aurait pu empêcher la diffusion de son œuvre, et, avec elle la diffusion d'une idée, qu'il

1. Darras. *Droit des auteurs et des artistes*.

aurait regardée comme un blasphème ! Ces raisons sont graves, mais sont-elles décisives, surtout sont-elles juridiques ? Nous avons peine à le croire.

En effet, il y a un contrat, une vente ; les parties sont d'accord sur la chose, sur le prix, sur les conditions d'exécution du contrat qui les lie... » (1)

Même ce cas n'est pas le seul où on doit voir s'incliner la personnalité de l'auteur devant le droit des tiers. L'opinion générale s'accorde à reconnaître à ses créanciers la faculté d'exercer leurs droits sur ses œuvres : « ... Lorsque l'œuvre a été publiée, elle entre par la publication dans le domaine commercial ; elle acquiert une valeur pécuniaire ; elle fait dès ce moment partie du patrimoine de l'auteur et les principes qui régissent les autres biens s'y appliquent ; suivant l'expression de M. Dupin, « la loi saisit le moment où l'écrivain se fait marchand ; alors le prestige de l'art s'évanouit, pour faire place au droit civil (2) ». N'a-t-on pas été jusqu'à prétendre qu'il ne dépendrait même pas de l'auteur d'empêcher ses créanciers de faire, contre son gré, une nouvelle édition

1. Pouillet. *De la propriété littéraire et artistique*, 1^{re} édit., p. 252.

2. *Id.* n° 173, p. 160.

de son œuvre ! « ... En livrant ses pensées au lecteur, l'auteur a renoncé à une part de la souveraineté morale qu'il avait sur sa production ; il a changé une part de ce droit moral en un droit pécuniaire. Les deux droits coexistent, et désormais, si l'écrivain veut empêcher une nouvelle édition, il enlève à ses créanciers une part de son patrimoine qui leur est acquis. Ils se plaignent à juste titre d'être frustrés, et, pour empêcher ce préjudice, ils prendront un des anciens exemplaires de l'ouvrage épuisé et iront chez l'imprimeur ; si l'écrivain réclame, ils répondront : ce n'est pas le fait de la publication qui vous offusque, puisque vous-même, le premier, avez fait éditer votre composition. Tout au plus pouvez-vous critiquer comme inopportune la nouvelle édition, et là-dessus les tribunaux sont maîtres d'admettre ou de repousser notre prétention (1). »

L'objection, on le voit, par ces exemples, qu'on pourrait multiplier, consiste en ce que rien ne semble justifier que parmi toutes les personnes ayant des droits auxquels se heurte le droit personnel de l'auteur seul le conjoint doive voir restreindre les siens par une disposition législative. Dans la plupart des cas cependant sa situation ne

1. M. Vaunois. *La propriété artistique* (1884), p. 164.

sera-t-elle pas plus intéressante que celle de tel ou tel co-contractant, l'éditeur par exemple, qui souvent aura fait une affaire lucrative aux dépens de l'auteur ? En résumé, on ne voit pas pourquoi ce droit de l'auteur serait inséparable de sa personne vis-à-vis du conjoint plutôt qu'à l'égard du premier tiers venu.

A cette objection nous pourrions répondre d'abord par cet adage populaire : « A chaque jour suffit sa tâche. » Si jamais vient le moment où la personnalité du droit d'auteurs s'impose au législateur, au point d'amener les résultats extrêmes que nous venons d'énumérer et qui ne seraient pas d'ailleurs sans pouvoir entraîner pour l'auteur, dont ils paralyseraient le crédit, le plus grave préjudice il sera temps d'en délibérer.

Mais il y a mieux : On comprend facilement qu'on veuille supprimer les droits de la communauté sur l'œuvre toute personnelle de l'auteur, sans songer pour cela à porter atteinte aux droits des tiers, qui ont traité avec lui, ou à ceux de ses créanciers. Il n'y a en effet entre ces diverses situations aucune analogie. Quel rapport y a-t-il entre le lien résultant pour l'auteur de la convention librement acceptée avec un éditeur par exemple, ou du contrat d'où résulte contre lui une créance quel-

conque et le lien résultant du régime de communauté, auquel il se trouve soumis tantôt par l'effet de la loi, tantôt par l'adoption générale et imparfaitement consciente qu'il en a pu faire dans son contrat ? Nous admettons volontiers qu'il serait choquant que, par suite de la personnalité du droit de l'auteur, l'éditeur fût exposé à ses caprices, et nous ne pouvons suivre M. Darras jusque là (1). « Comment ! il y a eu vente, il y a eu contrat, l'auteur y a participé, il a donné le bon à tirer ; l'éditeur d'accord avec lui a lancé son livre, puis, sur une fantaisie de l'auteur, sur un malentendu quelconque survenu entre son cessionnaire et lui, il aura le droit de rompre le contrat conclu de bonne foi, sans donner de motifs, ou, ce qui revient au même, en donnant pour prétexte que l'œuvre a cessé de satisfaire à son idéal artistique ? Et sans doute on réserve à l'éditeur le droit d'actionner son cédant en dommages et intérêts. Mais ce droit ne devient-il pas singulièrement illusoire, pour qui réfléchit que l'auteur peut être et sera souvent insolvable ? Il est inadmissible que l'auteur puisse de sa seule autorité, et sans courir aucun risque, rompre le contrat qu'il a signé. M. Darras l'y autorise, mais les auteurs, en

1. M. Masse. *Le droit moral de l'auteur sur son œuvre littéraire et artistique*, p. 52.

agissant ainsi, se rendraient coupables d'un singulier abus de droit. Là où il y a abus, le droit cesse. »

L'auteur a consenti librement à la cession volontaire d'une partie de son droit, par un contrat très net et très défini, dont il devait facilement prévoir toutes les conséquences. La situation n'est plus la même, lorsqu'il s'est borné à souscrire, d'une façon générale, à cette sorte de contrat collectif qu'est le contrat de communauté, dont le législateur, à défaut de précautions spéciales par lui prises, lui impose la formule. Le résultat, en ce qui concerne l'œuvre de son esprit, de l'adoption du régime légal, sera le plus souvent l'effet d'une cession forcée, tacite et imprévue. Au conjoint commun, ce cessionnaire, qui tient des droits vis-à-vis de l'auteur, non de l'auteur lui-même, mais de la loi seule, on conçoit aisément que la loi seule aussi puisse légitimement les retirer.

Il nous semble donc qu'il n'y a aucune assimilation à établir entre les droits résultant au profit des tiers de contrats librement acceptés, et ceux que confèrent au conjoint les dispositions légales régissant la communauté. Les situations étant différentes, on ne comprendrait pas qu'il suffise de

s'abriter derrière des considérations d'une généralité peut-être hypocrite, pour enrayeur une réforme particulière et limitée, dont les conséquences apparaissent comme devant être si appréciables. Il n'y a aucune raison d'attendre davantage, pour consacrer à cet égard la personnalité du droit d'auteur.

Mais faudra-t-il, pour parvenir au résultat que nous poursuivons, nécessairement admettre que le droit d'auteur soit déclaré *bien propre* ? Telle est la question que le législateur devra avant tout se poser. Il est bon en effet d'indiquer, tout d'abord, que cette solution, qui semble bien la plus simple, fût-elle admise, on ne ferait peut-être pas disparaître par là, ce qui est pourtant le but même de la réforme, toutes les difficultés résultant du conflit pouvant exister entre le droit de propriété littéraire et artistique et les règles de la communauté. Il suffit de se reporter aux dispositions du Code qui régissent les biens propres, pour imaginer les délicates questions qui pourront encore subsister.

Supposons, pour ne citer qu'un exemple, que l'auteur soit la femme. Nous savons, qu'en principe sous le régime de la communauté, l'administration

des propres de la femme appartient au mari; or quelle sera la limite de ce droit d'administration du mari, sur l'œuvre littéraire et artistique, déclarée un propre de la femme? Quels contrats devra-t-on considérer comme étant d'administration pure? Si on admet que le mari de la femme écrivain ou artiste ait le pouvoir, l'œuvre une fois publiée, de passer seul des contrats relatifs à de nouvelles éditions, ces contrats, si limités et si définis qu'ils puissent être, ne devront-ils pas être tenus pour une atteinte à la personnalité du droit de l'auteur?

Pour peu que le mari mette quelque rigueur dans l'exercice de ses droits, il se produira nécessairement entre lui et sa femme des conflits qui les amèneront à recourir aux tribunaux, sauf à ceux-ci à lui imposer le respect du droit moral de l'auteur, à la condition encore qu'on ne doive pas pour cela se mettre en contradiction avec les règles légales, applicables aux biens propres. On voit donc qu'on ne sera pas arrivé par là à améliorer sensiblement la condition de l'auteur.

Ajoutons qu'à un autre point de vue, auquel nous serions tenté pour notre part d'attacher la plus haute importance, la solution, qui consisterait à faire du droit d'auteur un bien propre, ne serait pas à l'abri de toute critique.

Si nous avons admis qu'il fût rigoureux, que l'auteur en se mariant fût considéré comme ayant accepté, par là même, de se plier d'une manière absolue aux règles de la communauté conjugale, sans qu'il lui ait été loisible d'en prévoir, au point de vue de sa personnalité d'écrivain ou d'artiste, toutes les conséquences, nul ne contestera cependant qu'il en soit une qu'il ait dû normalement envisager, comme étant la suite naturelle du régime matrimonial sous lequel il se trouvait placé, nous voulons parler de la mise en commun des produits pécuniaires recueillis pendant le mariage, à raison des œuvres littéraires ou artistiques de chacun des conjoints, et même de la valeur vénale de ces œuvres, au moment de la dissolution de la communauté, *autrement dit de la représentation matérielle du travail de l'un des époux pendant le mariage.*

Si, par ailleurs, nous arrivons à protéger suffisamment la personnalité du droit d'auteur, pourquoi exclure de la communauté la valeur représentative du travail d'un écrivain ou d'un artiste, plutôt qu'on ne songe à en soustraire les capitaux, provenant des honoraires d'un avocat ou d'un médecin, ou d'une façon générale, le produit de

l'activité intellectuelle ou physique d'un travailleur quelconque ? Qu'on le veuille ou non, tant que la communauté restera notre régime de droit commun, il sera contraire à son esprit que l'un des époux puisse, pendant le mariage, se créer à lui-même une source de profits, dont ne bénéficie pas le patrimoine commun. « Ici, a dit M. Thaller, il s'agit d'une valeur qui est visiblement un acquêt, le fruit du travail intellectuel d'un époux ; peu importe le caractère du travail. Que l'activité s'exerce dans l'ordre manuel ou dans l'ordre intellectuel, il s'agit toujours du fruit de l'activité du zèle de l'époux. Or, le régime de communauté par essence, est un régime de communication des acquêts ; on ne s'explique pas une communauté. d'où les acquêts seraient exclus » (1).

Dès lors, la question se pose ainsi : La réforme qui aura pour objet la reconnaissance de la personnalité du droit d'auteur, devra-t-elle nécessairement entraîner cette conséquence, qu'à la dissolution du mariage, la valeur souvent importante, que représente le fruit du travail de l'époux

1. Communication de M. Thaller à la Société des Etudes législatives. Séance du 7 mai 1908.

auteur, au lieu d'enrichir la communauté, ainsi qu'il advient dans l'état actuel du droit, aille exclusivement grossir le patrimoine propre de l'auteur ? Ne dépassera-t-elle pas son objet, si, sous prétexte de consacrer le droit moral supérieur de l'écrivain ou de l'artiste, elle aboutit, en dehors d'une nécessité absolue, à faire brèche aux principes généraux du régime de communauté ?

Ce qu'il convient de rechercher à notre sens, c'est si on ne pourrait pas réaliser une sorte de conciliation entre le droit existant, et celui que nous voudrions voir instaurer. La loi nouvelle, suivant nous, n'atteindrait son but, que si elle parvenait à consacrer dans la mesure la plus large le droit absolu de l'auteur, sans entraîner une suite qui fût en opposition avec toutes les règles qui, dans notre législation actuelle, régissent la communauté conjugale.

En d'autres termes, la réforme proposée devra avoir pour limite celle qu'imposera d'une manière exclusive la consécration de la personnalité du droit d'auteur, et c'est seulement s'il nous est impossible de concevoir qu'on puisse obtenir ce résultat d'une façon différente, que nous nous rangerons à l'opinion de ceux, qui demandent tout uniment que le droit d'auteur soit déclaré bien

propre. Notre effort tendra à la conciliation de ces deux idées d'une part : « Toutes les fois que la prétention de la communauté tendrait à atteindre l'individu dans quelques-uns de ses attributs vraiment essentiels, le conflit devra être résolu contre la communauté », et d'autre part « la loi défend qu'un époux, fût-il auteur, fasse pour lui une opération qu'il pourrait faire pour la caisse commune ».

M. Saleilles, nous nous le rappelons, avait critiqué la formule trop absolue employée par la Cour de Paris, dans l'arrêt relatif à l'affaire Lecocq ; il avait montré que la solution posant en principe que les œuvres littéraires ou artistiques doivent demeurer propres à leur auteur, était arbitraire, en ce sens qu'elle aboutissait, dans certains cas, à priver la communauté des droits qui lui appartiennent, sans que la personnalité du droit de l'auteur le commandât, alors seulement qu'elle seule pouvait justifier, tant qu'elle n'était pas séparée de l'œuvre même, ce caractère de bien propre. Partant de là, l'éminent professeur avait indiqué que, suivant les circonstances où se présentait le conflit entre le droit de la communauté et le droit d'auteur, droit mixte, dans lequel alternaient l'élément moral et l'élément matériel, il devait être

tranché de façon différente. Dès que la personnalité de l'auteur n'était plus en cause, l'élément matériel du droit subsistait seul, et, en tant que simple valeur vénale, la propriété littéraire et artistique devait, dans ce cas, appartenir à la communauté. Il en devait être ainsi dans deux hypothèses où la personnalité de l'auteur disparaissait : l'une, de son plein gré, par suite de la cession absolue de l'œuvre, consentie par lui, durant le mariage ; l'autre, inéluctable, par suite de la mort même de l'auteur. Rien alors ne justifiait plus la création d'un bien propre. Au contraire, la dissolution de la communauté survenait-elle pendant la vie de l'auteur, en dehors de toute cession préalable, on ne pouvait alors considérer qu'il avait donné à sa pensée une forme définitive ; la personnalité du droit restant en jeu, il fallait bien se résoudre à sacrifier les espérances que l'époux commun avait pu concevoir, tendant au partage éventuel de l'œuvre venue à l'état de simple valeur vénale ; il fallait bien sacrifier son droit virtuel et proclamer propre à l'auteur la propriété littéraire artistique.

Le principal mérite de ce système nous paraît être d'avoir cherché à limiter autant que possible

les conséquences légales de la reconnaissance du droit moral de l'auteur ; d'avoir montré que le but à poursuivre, tout en introduisant dans nos lois cette conception nouvelle de la personnalité, devait être de maintenir, dans la plus large mesure, l'harmonie d'ensemble de notre droit, indiquant qu'on n'était pas libre de sacrifier la communauté, quand on n'y était pas poussé par une nécessité absolue. Ce sont ces mêmes préoccupations, qui doivent, selon nous, guider le législateur dans la voie qui lui est ainsi tracée.

Est-ce à dire que nous soyons d'avis qu'il n'y ait qu'à transporter dans la loi les diverses solutions proposées dans ce système ? Réalise-t-il aussi complètement qu'on pourrait le souhaiter, par la conciliation intégrale du droit de la communauté avec le droit sacré de l'auteur, le désir d'équité et d'harmonie qui l'a inspiré ? Nous craignons qu'il soit exagéré de le prétendre. On peut attendre du législateur, libre de briser tel ou tel obstacle, qui s'oppose à ses vues, plus que du jurisconsulte, simple interprète du droit. Celui-là va où il veut : celui-ci au contraire voit le but, sans qu'il lui soit souvent possible de l'atteindre. D'infranchissables barrières l'arrêtent en chemin...

Le système de M. Saleilles, qui, par la simple analyse du droit d'auteur, parvient à faire, en beaucoup de circonstances, sa place, à chacun des éléments de ce droit, respectant à la fois la personnalité de l'auteur et les justes prérogatives de la communauté, nous paraît aboutir *alors* à une solution trop enviable pour que nous ne cherchions pas, sur le terrain de la législation, à aller plus loin encore, et à sauvegarder, non plus accidentellement, mais d'une manière constante, vis-à-vis du droit supérieur de l'auteur, le droit non moins essentiel de la communauté. Par ce qui manque à ce système, nous avons entrevu le résultat parfait auquel il faut tendre, et nulle réforme ne pourra plus nous satisfaire qui n'y conduira pas.

Même si la personnalité du droit d'auteur exigeait, qu'au cas où il survit à la dissolution de la communauté, celle-ci fût complètement dépouillée, il y aurait là sans doute une solution que nous devrions admettre, mais contre laquelle la raison et l'équité protesteraient. On a peine à comprendre que, pour déterminer les droits de la communauté, droits constants entre tous, on doive recourir à ce critérium arbitraire, la vie ou la mort de

l'un des époux, lors de la dissolution. Il ne s'agit pas cependant ici des droits successoraux que l'un des époux peut exercer sur les biens de l'autre, les seuls qui semblent pouvoir dépendre du prédécès de l'un ou de l'autre. Une inégalité entre personnes, dont la situation, comme celle des conjoints communs, devrait être régie par des principes immuables, et comporter les mêmes droits, semble pouvoir soulever les plus sérieuses critiques.

Mais serait-il vraiment impossible de concevoir qu'au cas même où la communauté se dissout par suite d'une autre cause que le décès de l'auteur, on puisse arriver à concilier avec le droit moral, inséparable de la personnalité elle-même de l'écrivain ou de l'artiste, qui, en conséquence, doit lui appartenir sans réserves, après le mariage comme pendant sa durée même, les droits de la communauté sur la valeur vénale de la propriété littéraire et artistique ? Nous ne le croyons pas.

Nous pensons au contraire que le législateur pourrait arriver à ce résultat par une réforme en quelque sorte bi-partite, ayant trait d'une part à la dévolution, d'autre part à l'administration du droit d'auteur.

Au point de vue de la dévolution : Nous considérons comme un principe inviolable que la communauté ne puisse exercer aucun droit sur l'œuvre intellectuelle, tant que celle-ci, volontairement ou nécessairement, par une cession ou par la mort de l'auteur, n'a pas été définitivement séparée de la personnalité même de celui qui l'a créée. Mais nous savons que le moment arrivera fatalement, où aura lieu cette séparation absolue de l'auteur et de son œuvre, où rien par conséquent ne mettra plus obstacle à ce que la communauté exerce ses droits. Ce moment sera celui où mourra l'auteur, en sorte que, si on imagine que la communauté puisse ne cesser jamais qu'au jour de la mort de l'auteur, et que, fût-elle dissoute avant, par suite de la mort du conjoint de l'auteur, du divorce, ou d'une séparation, elle soit censée néanmoins continuer jusqu'à cette date, à laquelle aura lieu le partage, on aura trouvé le moyen d'aboutir à la conciliation qu'on cherche à réaliser.

Et qu'on ne dise pas qu'une semblable conception peut paraître bizarre au point de vue du droit. Nous connaissons des exemples d'associations se survivant à elles-mêmes ; c'est le cas de toutes les sociétés mises en liquidation. N'a-t-on

pas reconnu, pour remédier à de graves inconvénients, et concilier dans la mesure du possible tous les intérêts en présence, qu'on pouvait, substituant une fiction à la réalité, faire prévaloir ce principe que les sociétés subsistent pendant toute la durée de la liquidation, dans la mesure où il est nécessaire qu'il en soit ainsi, pour la facilité de cette même liquidation, et que dans cette mesure, la société, quoique dissoute, conserve, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, sa personnalité morale ? Ce que la jurisprudence a fait dans cette hypothèse analogue à la nôtre, pourquoi le législateur ne pourrait-il pas le faire ici ? En vain objecterait-on que les rédacteurs du Code, qui connaissaient en matière de communauté conjugale une pratique du genre de celle que nous voudrions établir, celle des communautés continuées, l'ont précisément condamnée. Nous répondrions que nous sommes ici dans une matière toute spéciale, à laquelle les rédacteurs du Code n'ont sûrement pas pensé, et dont le caractère particulier est de nature à exclure l'application des règles générales (1).

1. Le nouveau Code civil Allemand et le nouveau Code civil Suisse connaissent et réglementent encore des cas de communauté continuée, ou « communauté prolongée ».

Mais, comme avant tout, il s'agit de protéger le droit intangible de l'auteur sur son œuvre, il convient, avant de penser au partage du droit, de songer à la façon dont il sera administré, cette partie du problème se posant d'ailleurs même au cas où c'est l'auteur qui disparaît le premier. A ce point de vue il faudra nécessairement que le législateur, visant le cas où l'auteur sera la femme, prescrive que cette partie du fonds commun sera librement administrée par elle, sous la seule réserve de l'autorisation maritale, ou à défaut, de l'autorisation de justice, nécessaire à la validité des contrats qu'elle viendra à passer. Cette disposition, elle non plus, ne serait pas sans précédent dans notre droit. Nous trouvons en effet une liberté analogue laissée à la femme, quant à l'administration de certains biens communs, dans la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée, loi sur laquelle nous aurons à revenir.

Le système, résultant de la double modification que nous venons d'indiquer, aurait, en ce qui concerne la personnalité de l'auteur, plus d'avantages encore que ceux qu'on prétend atteindre, en demandant que la propriété littéraire et artistique soit considérée comme un bien propre. On

ne peut omettre en effet, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, que, sous le régime de communauté, l'administration des propres appartient au mari ; Notre système assurerait au contraire à l'écrivain ou à l'artiste, sa vie durant, le pouvoir le plus absolu sur son œuvre, sans distinguer suivant que l'auteur serait l'homme ou la femme, et mettrait obstacle à ce que la mort du conjoint apportât à l'exercice de son droit intangible la limitation contre laquelle on n'aurait assez s'élever.

Nous nous demandons si cette pensée de réforme ne se trouve pas en germe dans le *rapport sur le projet de loi de propriété littéraire, présenté le 13 mars 1841, à la Chambre des Députés, par M. de Lamartine* « ... Le principe et les limites de la propriété littéraire étant fixés, écrivait-il, « restait à déterminer son mode de transmissibilité temporaire.

« Le projet de loi, la commission, ont été d'accord dans cette pensée que la propriété de l'écrivain sur son œuvre, pendant sa vie, était quelque chose d'immatériel, d'indivisible, de continu et d'insaisissable sur la personne qui se refusait à toute altération de son libre et plein exercice sur cette œuvre. Mais, en cas de mort d'un des con-

« joints autre que l'auteur, une question se présen-
« tait : quel serait le sort de la propriété littéraire,
« si la loi en faisait un bien de communauté, sou-
« mis aux règles que le Code civil impose à cette
« nature de biens communs entre les époux ? Les
« héritiers de la femme se présentaient, saisissaient
« à l'instant leur part, et dépouillaient ainsi l'au-
« teur, avant sa mort, de sa plénitude d'exercice,
« de sa domination intellectuelle sur son œuvre ?
« La nature même de cette propriété toute person-
« nelle, toute morale, toute indivisible, dans la pen-
« sée, était violée. Si, au contraire, la loi déclarait
« que la propriété littéraire n'était pas bien de com-
« munauté, qu'arriverait-il ? Que la femme dont
« l'assistance morale et souvent l'assistance pécu-
« niaire avaient puissamment contribué à la créa-
« tion de l'œuvre littéraire ou artistique, par son
« dévouement ou par ses capitaux, se trouverait,
« dans sa personne et celle de ses héritiers, dé-
« pouillée de sa part de bénéfices ou de droits,
« qu'elle avait pendant une longue et intime col-
« laboration, noyés dans la fortune de l'auteur.
« D'un côté, iniquité, de l'autre, spoliation criante.
« Il fallait choisir. La commission ne l'a pas vou-
« lu ; elle a, comme le gouvernement, au moyen

« d'une seule dérogation aux formes de la commu-
« nauté dans le Code civil, disposé : *que la pro-*
« *priété littéraire serait considérée comme bien de*
« *communauté à l'égard du conjoint survivant de*
« *l'auteur c'est-à-dire seulement après le décès de*
« *l'auteur*, laissant ainsi toute son immunité à la
« pensée, et tout son effet à la justice. Plutôt
« que de mutiler un droit ou une faculté, pour
« les faire entrer dans le cadre qui ne leur était pas
« préparé, elle a préféré créer un cadre nouveau
« où la faculté fût intacte, et où le droit fût res-
« pecté. »

A dire vrai, il ne semble pas qu'il y ait une concordance parfaite entre la donnée du problème et la solution proposée par l'illustre rapporteur, puisque après avoir exposé la difficulté à laquelle donnera lieu le prédécès du conjoint de l'auteur, le texte soumis aux Chambres paraît n'avoir trait qu'au prédécès de l'auteur même. Mais si la conclusion manque de clarté, du moins cadre-t-elle absolument avec celle que nous avons adoptée. Le problème est nettement posé ; il ne s'agit que du cas où le conjoint de l'auteur meurt le premier ; Lamartine ne veut alors ni priver l'auteur de ses prérogatives sacrées, ni dépouiller la communauté. Il ne veut pas « choisir » entre eux. Dire

que la propriété littéraire sera considérée comme bien de communauté à l'égard du conjoint survivant de l'auteur, c'est-à-dire seulement après le décès de l'auteur, cela n'équivaut-il pas à dire, comme nous, que la dissolution et le partage de la communauté, en ce qui concerne l'œuvre littéraire, devront être retardés jusqu'à la disparition de l'auteur ?

Encore que le projet de loi, auquel nous venons de faire allusion soit resté sans suite, il était intéressant de noter en quels termes Lamartine, à une époque déjà reculée, avait exposé la possibilité d'une conciliation entre la personnalité du droit d'auteur et les prérogatives légales de la communauté conjugale.

Tout cela n'empêche pas qu'il soit possible de prévoir que la réforme législative proposée, si restreinte soit-elle puisse entraîner certaines conséquences fâcheuses. Si on imagine que l'auteur n'ait passé aucun contrat avec des tiers (éditeur ou autres) et que, par suite du caractère propre reconnu à son droit de propriété littéraire, il recouvre la maîtrise absolue sur son œuvre, au point qu'il puisse, ce qui est à tout prendre, le résultat intégral de la personnalité du droit, libre-

ment la détruire, le conjoint ou ses représentants seront-ils seuls à en souffrir ? En d'autres termes, le frein apporté à la liberté de l'auteur par le régime de communauté, ne pourra-t-il profiter au public dont le législateur ne saurait cependant méconnaître l'intérêt ?

Pour affirmer ce droit moral absolu de l'auteur sur son œuvre, on part de l'idée que son attitude intellectuelle et morale n'est fixée qu'à sa mort ; qu'alors seulement l'expression de sa pensée est définitive ; que jusque-là il doit dépendre de lui d'écarter, s'il lui plaît, la responsabilité à laquelle il entend se soustraire. Il se peut, dit-on, que, vers la fin de sa vie, il réprouve certaines idées de sa jeunesse ou de son âge mûr, qu'il vienne même à les trouver coupables ou sacrilèges. Ne doit-il pas dès lors pouvoir détourner de lui les sévérités du public ou de l'histoire ? Il existe des exemples célèbres de ces crises de la personnalité, dont l'homme sort tout différent de ce qu'il était avant ; n'est-il pas légitime que l'auteur, aux prises avec l'une d'elles, puisse anéantir le souvenir et la trace du personnage qu'il ne veut plus jouer ?

Nous ne nions pas qu'il y ait à la base de ce raisonnement une idée généreuse, et nous irions à

l'encontre de l'esprit qui a guidé toute notre étude, si en dehors de ce qui est strictement nécessaire, nous méconnaissions la personnalité du droit d'auteur. Mais ici la limite s'impose.

Serait-il vrai de dire que la personnalité de l'auteur, pour n'être définitivement fixée qu'à sa mort, ne doive être prise en considération qu'à ce moment, et qu'il faille, pour que ses idées méritent de retenir l'attention, qu'il les ait conservées jusqu'à son dernier jour ? De ce que les conceptions et les idées d'un homme se modifient, il est difficile de dire quelles sont celles qui reflètent plus exactement son individualité. Nos pensées ne sont pas toutes nôtres au même point. On peut dire d'elles ce mot, qu'à propos de nos actions, un romancier célèbre prête à une de ses héroïnes : « Certaines ont notre air, notre visage : ce sont nos filles : d'autres ne nous ressemblent pas du tout : de petites négresses, qu'on a eues en dormant » (1). Ce sont souvent les premières, celles de la jeunesse, dans lesquelles nous mettons notre âme même. L'influence du milieu et de l'âge ont pu les modifier plus tard, sans que le public, dont nous avons fait notre confident et notre juge, en puisse être dépouillé. Ne voit-on pas le dommage

1. Dans le *Lys Rouge* d'Anatole France, p. 60.

général qui pourrait être produit, s'il était loisible à l'auteur, sous prétexte que ses idées ont changé, de détruire son œuvre ? Imagine-t-on ce qu'on aurait à regretter, si Racine, à la fin de sa vie, se fût repenti d'avoir dépeint en Phèdre des passions coupables, et s'il avait réussi à faire disparaître jusqu'au souvenir de ce chef-d'œuvre ? Si Goethe, se tenant pour responsable de quelques suicides qu'avait amenés la lecture de Werther, avait pu nous priver à jamais de ces admirables lettres ?

Sans doute, ce résultat n'est guère à redouter lorsqu'il s'agit d'une œuvre littéraire. Les idées, contenues dans un livre, alors même qu'on concevrait comme possible la destruction matérielle du livre, ne peuvent plus être reprises par leur auteur, une fois qu'elles ont été émises. Le public s'en empare, pour peu qu'elles l'intéressent. Matériellement, cette destruction du livre sera le plus souvent impossible. L'ouvrage, lancé dans la circulation, multiplié par l'imprimerie, est parvenu entre toutes les mains, et l'auteur qui voudrait le faire disparaître chercherait en vain à en retrouver tous les exemplaires. Il n'est pas jusqu'à la loi elle-même qui l'en l'empêche, si, au moment de la publication, il s'est conformé à l'obligation

de déposer certains exemplaires aux lieux par elle déterminés et notamment à notre Bibliothèque Nationale. L'exemplaire ainsi déposé, il ne dépendra plus de l'auteur de le détruire, et chacun pourra, à toute époque, aller le consulter.

Mais c'est en matière d'œuvres d'art que la maîtrise absolue de l'artiste, son pouvoir de vie et de mort sur la création matérialisée de son esprit, ne nous apparaissent plus comme des craintes chimériques ; elles constituent un très réel danger au point de vue de l'intérêt général. Pour ce genre d'ouvrages, la formalité du dépôt n'existe pas. La reproduction en est rare. Et quand bien même notre mémoire se chargerait de retenir les détails de telle toile détruite, elle ne pourrait nous rendre que bien imparfaitement, ce qui en faisait le charme. Dès lors la communauté, par le jeu même des principes qui la régissent, sera précisément en certains cas, le frein qui empêchera l'auteur de pouvoir librement ou capricieusement dépouiller la postérité de son œuvre. Il ne le pourra en effet que, lorsqu'au moment du partage, sa propriété sur elle aura été comprise exclusivement dans son lot. Dans les autres cas, il devra auparavant vaincre la résistance de son conjoint ou de ses représentants, ou même obtenir, à leur défaut, gain de

cause devant les tribunaux. Son droit de destruction sur son œuvre sera souvent de la sorte, on peut l'espérer, paralysé définitivement pour le plus grand bien de ceux qui en jouiront plus tard. La communauté, dans ce cas n'apparaîtra-t-elle pas comme un moyen de protéger d'une manière assez efficace le public contre l'auteur lui-même ?

CHAPITRE III

DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907 A LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE DE LA FEMME MARIÉE

Lorsque nous avons formulé le projet de réforme qui serait de nature, suivant nous, à répondre dans la limite la plus sage aux fins que poursuivent les défenseurs de la personnalité du droit d'auteur, nous avons dû nécessairement faire allusion à l'administration au cours du mariage, et sous le régime de la communauté, de la propriété littéraire et artistique, appartenant à la femme ; et nous avons indiqué que la réforme ne serait complète, que si le législateur assurait à la femme la libre administration de cette partie du fonds commun, sous la seule réserve de l'autorisation matrimoniale, ou, à son défaut, de l'autorisation de justice, nécessaire à la validité des contrats qu'elle viendrait à passer.

Nous avons eu soin à ce moment de réserver ce

que nous aurions à dire sur la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée.

En effet, depuis que cette loi est en vigueur, les jurisconsultes, ainsi qu'ils le devaient, se sont posé la question de savoir dans quelle mesure ses dispositions allaient régir la propriété littéraire et artistique de la femme mariée ; cette loi devait-elle assurer à la femme mariée sur son œuvre les mêmes droits d'administration et de disposition que sur les produits pécuniaires de cette œuvre ? et s'ensuivait-il qu'elle pût user de la liberté qui lui était reconnue jusqu'à passer avec un éditeur par exemple ou un directeur de théâtre des traités, pour la validité desquels l'autorisation maritale ne fût pas nécessaire ?

On comprend que si la solution à intervenir sur la question que nous venons d'indiquer, devait laisser à la femme auteur ou artiste sa liberté pleine et entière, ce que nous avons proposé nous-même, en tant que modification des règles de la communauté, appliquées à l'administration de ce bien particulier, deviendrait pleinement inutile, et, loin d'être un progrès, pourrait paraître un recul par rapport à ce que le législateur aurait déjà concédé ; mais il n'en est pas ainsi.

Si généraux que soient les termes dont s'est servi le législateur de 1907, l'objet même de la loi est indiscutable. Le titre seul suffit à l'établir : Il s'agit d'assurer le libre salaire de la femme mariée, et en même temps, la contribution des époux aux charges du ménage. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que le but très précis de la loi a été de permettre aux femmes mariées, qui travaillent, quel que fût leur régime matrimonial, de conserver librement, afin de le dépenser dans l'intérêt de leur ménage, le produit de leur labeur, qui jusqu'alors risquait d'être, et était effectivement trop souvent, détourné par le mari de sa destination normale, et dissipé sans aucun profit ? C'était surtout en France, qu'il importait de remédier législativement à ce danger, puisque dans les autres pays, ou le régime normal était un régime de séparation, ou des lois spéciales sauvegardaient déjà la situation si intéressante des travailleuses. On sait en effet qu'en Angleterre, dont les lois étaient jadis d'une dureté excessive pour la femme, qu'elles plaçaient sous la dépendance complète et absolue du mari, la séparation de biens est devenue depuis 1882 le régime légal ; la femme est propriétaire et conserve la libre administration de ses biens, acquis

antérieurement ou postérieurement à son mariage, par succession, donation ou son travail personnel. Le régime de séparation de biens est aussi celui du droit commun en Russie et en Italie. En Allemagne, le nouveau Code civil admet pour chaque époux une catégorie de « biens réservés ». Ces biens restent leur propriété, et la femme, comme le mari, a sur ces biens, qui comprennent notamment les produits de son travail, des droits absolus de jouissance et d'administration.

En Danemark, en Suède, en Norvège, en Belgique, des dispositions sensiblement analogues sont en vigueur. Enfin, plusieurs cantons suisses (Neuchâtel, Zurich et Genève) ont accepté le principe du libre usage par la femme mariée de ses gains et salaires⁽¹⁾. Dans notre pays, où seules les femmes mariées sous le régime de la séparation de biens, ce qui se rencontre rarement dans les milieux ouvriers, voyaient, théoriquement au moins, les gains dus à leur travail préservés, une protection légale s'imposait. Tel a été l'objet de la loi du

1. Le Code civil Suisse du 10 décembre 1907 reconnaît que les époux ont en principe sous tous les régimes des « biens réservés » constitués par contrat de mariage, par des libéralités provenant des tiers, ou par la loi (art. 190). Parmi ces derniers figurent les produits de leur travail.

13 juillet 1907, qui décide que (art. 1^{er}) : « Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire, portée au contrat de mariage, la femme a sur les produits de son travail personnelles mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens : elle peut en faire emploi en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens acquis » le tout, sous la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari. Visant ensuite les régimes de communauté, la loi indique (art. 5) que « s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun » et « que, sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens seront propres à la femme ».

Que cette loi, dont le but et les termes sont si généraux, s'applique en particulier aux produits du travail de la femme auteur ou artiste, il ne pouvait à ce sujet y avoir de discussion. Au surplus, le rapporteur de la loi au Sénat, s'était exprimé en des termes, qui ne laissent à cet égard subsister

aucun doute : « ... La loi, disait-il, aura une portée générale ; elle protégera toutes les femmes laborieuses sans exception, qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, commerçantes ou artisanes, du moment qu'elles exercent une profession, et se livrent à un travail distinct de celui du mari, elles pourront se constituer une sorte de pécule réservé sur le produit de leur travail personnel. » Il est donc certain que, par l'effet de cette loi, la femme pourra disposer librement de ce pécule réservé sous la seule réserve ainsi formulée par l'article 2 « en cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie.... » Il est également certain que ce pécule comprendra, sans aucune distinction, le produit intégral des diverses éditions, des publications de l'œuvre, et même le prix de la cession définitive, car la loi ne distingue pas entre le produit du travail de la femme, se présentant sous forme de revenus, ou sous forme de capital payé une fois pour toutes.

Mais faut-il aller plus loin, et doit-on admettre,

comme le font nombre de jurisconsultes, qu'en dehors des produits pécuniaires de son travail, la femme pourra librement disposer de son œuvre elle-même, en sorte qu'il lui soit permis, non seulement d'administrer à son gré les produits de cette œuvre, mais encore de passer seule et sans autorisation maritale, tous les contrats qui y sont relatifs ? Entre autres jurisconsultes, M. Darras ne reculait devant aucune des conséquences que la loi lui paraissait comporter, si hardies fussent-elles : « ... La loi du 13 juillet 1907, écrivait-il, relative au libre salaire de la femme mariée, est appelée à exercer une influence marquée sur les rapports des éditeurs et des femmes de lettres. En vertu de cette loi, la femme mariée a, sous tous les régimes, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens. Il en résulte que toute femme mariée peut désormais, sans avoir à obtenir d'autorisation maritale, conclure avec l'éditeur de son choix un contrat d'édition valable. Le titre, en apparence limitatif de la loi, ne saurait prévaloir contre la généralité des termes de l'article 1 et les déclarations for-

nelles, faites au cours des travaux préparatoires de la loi. Voir le rapport de M. le sénateur Guiller « qu'elles soient ouvrières, employées, artistes, écrivains..., elles peuvent se constituer une sorte de pécule réservé sur les produits de leur travail personnel ». Cette liberté, ainsi accordée à la femme mariée, ne sera pas, en certains cas, sans entraîner avec elle certains inconvénients. Il se peut que certaines œuvres, plus ou moins légères, plus ou moins critiquables, soient ainsi publiées, sous le nom que la femme tient de son mari. Ce dernier pourra d'ailleurs, s'il en est averti en temps utile, s'opposer préventivement à cette publication... » (1).

C'est aussi à cette opinion que s'est ralliée sans hésitation la commission chargée par la Société des Etudes législatives d'examiner la portée de la loi.

Cependant, nous ne craignons pas de dire, qu'à notre avis, il y ait là non pas une application, mais une extension abusive de la loi de 1907. Nous ne pouvons voir en cette loi, comme on s'est plu à le faire, une réforme inspirée « par un souci devenu plus pressant du droit de la persona-

1. *Le Droit d'auteur*, année 1907, p. 139.

lité ». Il nous semble qu'il s'agit là d'une pure réforme d'économie domestique, tendant à sauvegarder simplement l'intérêt matériel de la femme ou du ménage. L'idée du droit de la personnalité de la femme en est tellement absente, que, si celle-ci s'avise d'user des nouveaux pouvoirs, que lui reconnaît le législateur sur ses gains, dans son intérêt personnel, et non dans l'intérêt commun, il sera possible au mari de les lui faire retirer. Toute la réforme a consisté à remplacer la personne du mari par celle de la femme, en imposant à celle-ci de remplir les devoirs trop souvent méconnus par celui-là. La loi de 1907 nous semble avoir eu pour seul objet de réserver à la femme travailleuse ses gains et salaires ; ce sont bien là les produits qu'elle pourra dépenser, économiser et administrer librement. Mais sa liberté ne va pas au delà. Les femmes écrivains ou artistes, comme les autres, pourront se réserver un pécule sur les produits de leur travail personnel ; c'est tout. La loi de 1907 n'a pas pu, d'une manière aussi accessoire et clandestine, affranchir la femme auteur de l'autorisation maritale, pour ce qui est des conditions de son travail, des contrats qui rendent ce travail rémunérateur ; elle a voulu seulement,

tout cela une fois fixé avec l'assentiment de son mari, le résultat pécuniaire acquis, la laisser maîtresse de l'argent ainsi gagné. Le produit du travail de la femme auteur n'apparaît qu'à la suite des contrats d'édition ou de cession de l'œuvre. Jusque-là, la loi de 1907 ne reçoit aucune application. Elle intervient non pas pour la publication de l'œuvre, mais seulement pour la gestion des produits pécuniaires qui en découlent. En d'autres termes, cette loi a nécessairement restreint l'autorité maritale, mais uniquement dans la limite où son objet le commandait. C'est ce qu'a exprimé d'une façon remarquablement nette M. Piedelièvre : «... La loi du 13 juillet ne touche pas tant à une question de capacité de la femme qu'à une question de pouvoirs en ce qui la concerne. Lorsqu'il s'agira d'une femme qui voudra produire un ouvrage, deux questions se présenteront : 1^o Est-ce que cette femme va pouvoir publier cet ouvrage, c'est-à-dire le reproduire sous toutes les formes, sous lesquelles la reproduction peut avoir lieu ? 2^o A supposer qu'elle puisse le faire, que pourra-t-elle faire du produit de son travail ? Je crois que la loi du 13 juillet ne répond qu'à la seconde question. Elle laisse complètement la

première sous l'application des principes généraux ; de telle sorte que mon impression est la suivante : Je crois qu'une femme, voulant publier un ouvrage, devra demander et obtenir de son mari l'autorisation de publier ; mais, une fois cette autorisation obtenue, elle pourra disposer des produits de son travail par application de la loi du 13 juillet, c'est-à-dire que cette loi a simplement fait passer de la tête du mari sur la tête de la femme les pouvoirs qui appartenaient au premier, en ce qui concerne ces biens de la communauté, les gains et salaires provenant du travail ou de l'industrie de cette dernière. » (Séance de la Société des Etudes législatives du 7 mai 1908.)

Si nous ne nous trompons pas dans cette interprétation restrictive de la loi de 1907, la réforme que nous avons proposée retrouve toute son utilité. Sans elle, réduite aux limites que nous avons indiquées, cette loi n'aboutirait-elle pas en effet à des conséquences contraires à l'idée même qui l'a inspirée, puisque le mari, libre d'administrer à son gré cette partie de la communauté, que constituerait l'œuvre de la femme, pourrait fort bien se refuser à passer tout contrat d'édition ou de cession relatif à cette œuvre, rendant ainsi stérile le travail de sa femme, et improductive la source des

profits que la loi voulait lui réserver ? Nous empêchons ce résultat en faisant, en ce qui concerne l'œuvre elle-même, passer l'administration du mari à la femme ; par là il lui appartiendra de prendre l'initiative de tous les contrats à intervenir, et l'inertie du mari ne suffira pas à rendre illusoire les dispositions de la loi de 1907. Si nous avons maintenu néanmoins la nécessité pour la femme de s'assurer de l'autorisation maritale avant de passer ces divers contrats, c'est, qu'à notre avis, nous ne pouvions ici, sans choquer la morale, abandonner ce principe supérieur de notre droit matrimonial. Il n'est que trop évident que l'honneur du ménage, dont il a la garde, celui du nom qu'il porte, et que la femme peut déconsidérer, exigent que le mari doive intervenir et exercer une autorité qui reste, dans notre droit, l'une des bases sur lesquelles repose le ménage. Il y a là un intérêt à la fois privé et public.

Maintenant dans quelle mesure ce contrôle ou ce veto pourront-ils s'exercer ? Autrement dit, à défaut d'autorisation maritale, les tribunaux pourront-ils permettre à la femme de publier ou de rééditer son œuvre ? Nous ne voyons pas quels pourraient être les inconvénients de ce recours, et si certains peuvent penser, avec quelque raison,

que le refus du mari doit être définitif, lorsqu'il s'agit pour la femme de devenir commerçante ou d'embrasser la carrière théâtrale, il faut reconnaître qu'on ne saurait faire valoir ici les mêmes motifs. Lorsque la femme devient commerçante, l'autorisation du mari est générale, a une portée très lointaine, et peut entraîner des conséquences dont il est difficile, pour ne pas dire impossible, de mesurer d'avance l'étendue. Il suffira de quelques affaires malheureuses pour que la femme, accusée à la faillite, compromette à la fois l'honneur et la fortune du ménage ; à plus forte raison la dignité du ménage risquera-t-elle d'être compromise, lorsqu'il s'agira pour la femme de monter sur les planches et de paraître en public. On comprend que, dans l'un et l'autre cas, le mari puisse avoir, pour se refuser à donner son autorisation, des raisons que la raison des juges est mal placée pour apprécier. Dans notre cas, au contraire, il s'agit simplement pour la femme de présenter une œuvre au public, conception d'artiste, idée ou pensée. Il ne s'agit que d'une communication purement intellectuelle d'auteur à lecteur. Les contrats qui interviendront entre elle et l'éditeur n'auront qu'une portée parfaitement délimitée, surtout si on estime

qu'il ne puisse se faire ni une reproduction ni une réédition, sans que le mari ait de nouveau à donner son autorisation (1).

Aussi bien cette intervention des tribunaux apparaît-elle de jour en jour comme un correctif plus nécessaire à la rigueur de l'autorisation maritale. On conçoit d'ailleurs que, dans notre matière, plus que dans toute autre, les tribunaux tiendront lieu des circonstances différentes qui pourront se présenter. Lorsque par exemple le ménage aura à souffrir de la paresse et de la dissipation du mari, et que la femme croira pouvoir, par la publication d'un ouvrage, se procurer quelques ressources, le tribunal, pour autoriser la femme à vaincre la résistance du mari, n'aura qu'à s'inspirer de l'idée qui a guidé le législateur de 1907, et à songer que les produits de l'œuvre pourront peut-être assurer l'entretien du ménage. Dans le cas, au contraire, où le mari en assumera toutes les charges, et fera, par ses propres moyens, une situation suffisante à sa femme, on comprendra que les tribunaux ne substituent pas leur volonté à la sienne, et admettent comme cause suffisante de son refus, qu'il préfère la voir se cantonner dans les

1. On peut se demander, si, à l'exemple de ce qui se passe lorsque le mari habilite la femme à faire le com-

soins de son intérieur (1). « Ce sera sans doute une barrière aux ambitions de la femme auteur, une entrave à ses libertés, et un désenchantement de ses rêves. Mais nous n'admettons ici, comme ailleurs, l'émancipation de la femme, qu'autant que les convenances sociales et les

merce, le mari de la femme auteur, en lui laissant publier un ouvrage, ne l'autorise pas par là même à faire tous actes ultérieurs relatifs à cet ouvrage, ou même d'une manière générale à se livrer librement à son métier d'écrivain. La doctrine et la jurisprudence, ainsi que l'a fait remarquer M. Colin (note sous Cassation, 11 nov. 1907. D. 1908. 1.25), étendent en effet à l'exercice de toute autre profession, l'exception à la spécialité de l'autorisation maritale dont bénéficie la femme commerçante. Faut-il penser que « pour chacune des manifestations de son activité indépendante, la femme n'aura pas besoin de rapporter une autorisation particulière » ? Nous ne croyons pas qu'il faille aller jusque là, au moins d'une manière absolue. Si la femme auteur collabore à un journal, ou si les productions de sa plume affectent une certaine régularité, nous considérons qu'elle peut bien être tenue comme exerçant une profession, et que dès lors il serait excessif de l'obliger à demander à son mari une autorisation, qu'il semble avoir tacitement donnée. Mais, au contraire, le fait de publier un ouvrage isolé ne saurait entraîner une semblable conséquence ; le caractère de toute profession est la continuité, dont l'administration courante est la suite naturelle. Là où cette continuité fait défaut, il n'est pas possible de faire exception au principe de la spécialité.

1. M. Chenu. *La propriété littéraire*, p. 190.

droits conjugaux s'y accommodent, et il nous semble qu'en cette matière, il n'y ait pas lieu de redouter que le mari ait de trop grands pouvoirs. Il arrêtera peut-être un jour l'édition des œuvres de sa femme, la littérature y perdra momentanément, à moins qu'elle n'y gagne. Mais si l'honneur domestique s'en trouve bien, la compensation nous semble suffisante. » (1)

1. Nous avons indiqué ce qu'avait de contradictoire la situation faite à la femme mariée, qui travaille, par notre loi du 13 juillet 1907, puisque, selon nous, dorénavant, la femme sera maîtresse d'administrer ses gains et salaires, ses droits d'auteur, dans l'espèce, tout en restant incapable de passer seule avec l'éditeur les contrats d'où ils résulteront.

Il ne nous semble pas inutile de montrer que même dans les pays où l'on reconnaît en principe de la manière la plus large la capacité de la femme mariée, on n'a pu arriver à faire à la femme mariée travailleuse une situation bien différente. A ce point de vue, la législation allemande est particulièrement intéressante à comparer avec la nôtre.

Le Code civil allemand du 1^{er} janvier 1900 déclare « biens réservés » à la femme, outre les objets exclusivement destinés à son usage personnel tels que ses parures, ses vêtements, ses instruments de travail (art. 1366), ses gains et salaires, ou plus exactement ce que la femme acquiert par son travail ou l'exercice indépendant d'une entreprise lucrative (art. 1367). Sans doute, la femme peut aliéner, même à titre gratuit, ses gains et salaires, ou les biens en provenant, alors que chez nous la loi de 1907 le lui défend ; sans doute aussi, la femme allemande peut

renoncer soit par contrat de mariage, soit au cours du mariage, à avoir des biens réservés, et lorsqu'elle est mariée sous un régime de communauté (le régime légal étant analogue à notre régime sans communauté), les biens réservés légaux sont censés faire partie des biens communs, alors que chez nous la femme se trouve également protégée sous tous les régimes, et nonobstant toute clause contraire de son contrat de mariage ; mais ce ne sont là que des différences de détails, et dans l'article 1367 du Code allemand comme dans notre loi de 1907, se retrouve la même idée essentielle de garantir à la femme mariée les produits de son travail.

Il semble par contre, au premier abord, que la faculté de disposer librement des produits de son travail, doive avoir, pour la femme mariée allemande, une toute autre efficacité que chez nous, où cette faculté risque d'être paralysée par ce fait que les contrats relatifs au travail de la femme, ou devront être passés par le mari, ou tout au moins ne pourront l'être sans son autorisation. « Il résulte en effet de l'article 1358 du Code civil allemand, que la femme mariée peut librement « s'engager envers un tiers à un acte qu'elle doit accomplir en personne » ainsi conclure un contrat de travail, louer ses services, s'engager comme ouvrière, domestique, actrice, embrasser une carrière libérale, adhérer à une association ou à une société, conclure un contrat d'édition pour publier un ouvrage ou faire représenter une pièce de théâtre. Tous ces actes, mettant en jeu l'activité personnelle de la femme, échappent à la nécessité de l'autorisation (1). »

Mais à ce principe le législateur a apporté une restric-

1. *Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, n° de janvier 1908. Communication de M. Léon Lyon-Caen, sur la situation de la femme mariée, quant aux biens, en Allemagne.

tion considérable. La femme, d'après l'article 1356, a « le droit et le devoir de diriger le ménage commun ». Elle est obligée au travail dans la tenue du ménage et dans le soin des affaires du mari lorsque ce travail est d'usage, étant donné la condition des époux. Le mari pourra donc la rappeler à son rôle normal, à ses obligations légales et, si le juge des tutelles l'y autorise, dénoncer l'engagement par elle pris envers le tiers, et qui est de nature à lui faire négliger ses devoirs de maîtresse de maison.

Cet article, largement entendu, réduira à coup sûr dans une mesure très sérieuse la capacité reconnue en principe à la femme mariée, de passer seule les contrats, d'où pourraient résulter les produits de son travail.

D'autre part la femme mariée, capable de s'engager seule envers les tiers, ne trouvera le plus souvent personne qui veuille traiter avec elle en dehors de l'assentiment exprès de son mari. Bien rare par exemple sera l'éditeur, qui, avant de contracter avec la femme-auteur, n'exigera pas que son mari vienne approuver le contrat, car, si elle ne remplit pas ses obligations, comment pourra-t-il recourir contre elle seule ? en fin de compte, quels biens pourra-t-il exécuter ? Nul autre, sous le régime légal, que les biens réservés de la femme. « Si donc l'autorisation maritale n'est nullement nécessaire pour donner la vie juridique à l'engagement de la femme, elle lui est indispensable pour lui permettre d'offrir en gage à ses créanciers les apports ou les biens communs (1). »

On voit donc que la femme mariée allemande n'a pas lorsqu'il s'agit pour elle de passer avec un tiers un contrat de travail, d'embrasser une carrière quelconque, de conclure un contrat d'édition, une situation en fait bien différente de celle de la femme mariée française. Pour elle aussi il y a une contradiction analogue à celle que laisse

1. M. Léon Lyon-Caen, *Même communication*.

subsister en France la loi de 1907. La femme mariée allemande dispose librement des produits de son travail, mais les conditions de ce travail, elle ne pourra souvent les fixer elle-même, et il ne dépendra pas d'elle que son travail *produise*.

CHAPITRE IV

DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE DES AUTEURS MARIÉS SOUS UN RÉGIME AUTRE QUE CEUX DE COMMUNAUTÉ

Nous avons consacré jusqu'ici nos développements aux conflits du droit d'auteur avec la communauté conjugale. C'est en effet lorsque l'auteur est marié sous ce régime, que les difficultés sont les plus fréquentes, et c'est aussi à propos des difficultés de ce genre qu'ont été rendues les plus nombreuses décisions de justice. On ne saurait en être surpris, car non seulement la communauté se trouve être le régime auquel sont légalement soumis les auteurs qui n'ont pas fait de contrat, mais encore peut-on supposer que, lorsqu'ils prennent soin de rédiger un contrat, le notaire les mettra en garde contre toutes les surprises dont ils pourraient être victimes.

Nous devons cependant prévoir le cas où l'au-

teur et son conjoint, dans leur contrat de mariage, adoptent un autre régime que celui de la communauté, et nous demander quelles conséquences en résulteront, au point de vue de la propriété artistique et littéraire.

Régime dotal. — Il va sans dire que l'adoption du régime dotal n'aura d'influence que sur la propriété littéraire et artistique de la femme.

Nous n'avons même pas à prévoir le cas par trop invraisemblable, où la future épouse se constituerait expressément en dot, sa propriété littéraire ou artistique. En effet, la loi du 13 juillet 1907, ainsi que nous l'avons vu, stipule que sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a sur sa propriété littéraire et artistique, des droits d'administration, sur la portée desquels nous n'avons d'ailleurs plus à revenir, et qui suffisent à annihiler le droit d'usufruit que confère au mari l'article 1549 du Code civil. Dès lors, on doit supposer que le notaire ne manquera pas de représenter aux futurs époux les inconvénients qui naîtraient d'une situation en soi absolument contradictoire, puisqu'elle laisserait au mari l'administration du bien dotal, sans lui permettre d'en percevoir les fruits.

Par contre, on peut concevoir que lors du mariage, la femme n'ait nullement songé qu'elle pût devenir un jour écrivain ou artiste, et qu'ayant déclaré dotaux tous ses biens à venir, la propriété littéraire et artistique se trouve par voie de conséquence comprise dans la dot.

Avant la loi de 1907, l'adoption du régime dotal, en ce qui concerne l'œuvre littéraire ou artistique de la femme, ne conduisait pas à des résultats plus choquants que l'adoption du régime légal. Tout au contraire, les pouvoirs du mari sur l'œuvre toute personnelle de la femme pouvaient paraître plus supportables que sous le régime de communauté, puisque à la dissolution du mariage, celle-ci reprenait la propriété exclusive de son œuvre, sans avoir à subir le moindre partage. Au cours du mariage, l'administration du mari portant sur le bien dotal, liée qu'elle était à l'usufruit qu'en avait le mari, se comprenait aussi facilement que, sous le régime de la communauté, se justifient les pouvoirs d'administration du mari sur les biens dont la propriété demeure à la femme. Le seul inconvénient de ce régime était que le mari fût libre, durant le mariage, de passer seul tous les contrats relatifs à l'œuvre de la femme,

mais cette atteinte à la personnalité du droit d'auteur existait également dans les régimes de communauté.

Depuis la loi de 1907, le régime dotal, appliqué à la propriétaire littéraire et artistique, n'empêchera pas que la femme ait la pleine disposition des fruits et des produits de son œuvre ; le mari ne tirera plus aucun avantage de la constitution de dot ; par contre, il continuera à pouvoir administrer l'œuvre elle-même ; il pourra passer à son sujet tout contrat, voire même d'aliénation : ce qui exposera la femme soit à voir paralyser par l'inertie du mari les bons effets de la loi de 1907, soit même à se voir privée indirectement de la seule mesure de protection qu'elle doive au régime adopté, à savoir l'inaliénabilité de sa dot. La réforme législative que nous avons envisagée ne serait donc entière que si, après avoir réglé le sort des époux communs, elle apportait une modification qui serait de simple bon sens à la situation de la femme dotale, en ce qui touche la propriété littéraire et artistique. Cette modification, qui compléterait utilement la loi de 1907, consisterait à réserver à la femme le pouvoir d'administration sur son œuvre qui appartient actuellement au mari.

Resterait seulement à concilier ce pouvoir d'administration avec le principe d'inaliénabilité, qui ne saurait cesser de dominer le régime dotal, dont il constitue à proprement parler l'essence. On devrait se demander quels seraient les contrats qui resteraient permis à la femme et ne pourraient entraîner de sa part aucune atteinte à sa dot.

On s'était déjà posé une question analogue sous le régime du Code, dans le cas où la femme s'était réservé, ainsi que la loi lui en reconnaît le droit, l'administration de sa dot. M. Nion (1) avait proposé à ce sujet une solution qui nous paraîtrait fort bien convenir à la situation que nous envisageons aujourd'hui.

« Une femme, en se mariant, s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir, par conséquent elle a compris dans sa dot, volontairement ou à son insu, les créations littéraires et artistiques de son intelligence ; la question est de savoir s'il faut appliquer au droit de reproduction exclusive de ses œuvres le principe d'inaliénabilité écrit dans le Code, pour les biens dotaux ordinaires. Il n'est pas possible, pour répondre négativement, de se fonder sur ce que le droit de copie est

1. Nion. *Droits civils des auteurs*, p. 252 et s.

meuble, car, bien que le Code ne parle que des immeubles dotaux, la jurisprudence constante de toutes les cours du royaume étend le principe de l'inaliénabilité même à la dot mobilière. La femme fait un ouvrage : est-elle libre de le publier elle-même ou de vendre à un libraire le droit de publier ? Peut-elle, avec l'autorisation de son mari, faire une cession valable de cette fraction de sa dot ; conférer à un tiers le droit de propriété littéraire, que la loi lui donne sur ses œuvres ? Nous ferons pour répondre une distinction, établie par l'article 1^{er} de la loi de 1793. D'après cet article, le droit de copie est le droit qu'a un auteur de vendre, faire vendre, distribuer ses ouvrages sur le territoire français, et d'en céder la propriété en tout ou en partie. Ainsi l'auteur, tout en restant propriétaire de son droit exclusif, peut ou l'exploiter en personne, ou le faire exploiter par un autre ; l'auteur peut, moyennant un équivalent pécuniaire, conférer à un tiers, qui l'exercera avec plus de facilité et d'avantage que lui, parce que ce tiers en fait sa profession, le droit d'imprimer un certain nombre d'exemplaires, de les mettre en vente et de les distribuer. On ne peut donc pas enlever à la femme dotale le droit de vendre à un édi-

teur le droit de publier son livre, et d'en vendre les exemplaires d'une édition : ce n'est pas là une aliénation ; ce n'est là qu'un mode spécial d'exploitation ; l'adoption du régime dotal n'empêche donc pas une femme auteur de vendre à chaque nouvelle édition le droit de copie à un libraire ». Mais l'auteur, cette concession une fois faite, indiquait que la femme ne saurait avoir les mêmes droits, s'il s'agissait de la vente totale ou partielle de son œuvre. C'est également l'avis auquel nous nous rangeons, et la distinction que nous admettrions si la réforme, dont il est question, venait à restituer à la femme dotale l'administration de sa propriété littéraire et artistique, toujours bien entendu sous la réserve générale de l'autorisation maritale, lorsqu'il s'agirait pour la femme de passer les contrats relatifs à son œuvre.

Régime sans communauté. — Lorsqu'il s'agit du travail personnel de la femme, le régime sans communauté présente, depuis la loi de 1907, la même contradiction que celle que nous venons de signaler à propos du régime dotal. Nous rencontrons toujours ici une prétendue administration confiée au mari de biens dont il ne pourra recueillir ni les produits, ni les fruits. Il semble donc que nous n'ayons rien de particulier à ajouter, en ce

qui concerne ce régime, à ce que nous avons déjà dit.

Toutefois, c'est à propos de ce régime que s'est présentée une espèce célèbre en jurisprudence, et qui nous offre l'occasion d'examiner la situation particulière résultant en matière de propriété littéraire et artistique de la collaboration entre mari et femme. Ici nous sommes sur un terrain que la loi de 1907 n'a nullement modifié, car il résulte des termes mêmes qu'a employés le législateur, qu'il n'a entendu protéger le travail de la femme, qu'à la seule condition que ce travail fût distinct de celui du mari. La femme, collaboratrice de son mari, n'a donc pas à compter sur une autre protection que celle résultant des principes généraux du droit.

Dès lors, s'agissant du régime sans communauté, l'article 1530 doit être considéré comme étant encore pleinement en vigueur, et nous rappelons qu'aux termes de cet article, la femme n'a point le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits. Ces fruits sont censés appartenir au mari, pour soutenir les charges du ménage. Que va-t-il en être en ce qui touche la propriété littéraire et artistique, ou plus exactement, en ce qu

touche la part de propriété appartenant à la femme collaboratrice de son mari ? Qu'entendra-t-on par les fruits de son travail ? et dans les sommes recueillies entrera-t-il une portion de capital, sur laquelle plus tard elle puisse fonder une revendication ?

Si l'œuvre a fait l'objet d'une cession, le prix obtenu devra-t-il être considéré comme un fruit, et attribué tout entier d'une manière définitive au mari, le capital dans ce cas se confondant avec l'œuvre elle-même ? ou au contraire le prix de cession, encaissé, ne sera-t-il pas à proprement parler la représentation de l'œuvre, auquel cas le mari ne pourra disposer que des intérêts de cette somme, le capital devant revenir, par parts égales, à chaque collaborateur ?

« Que faut-il entendre par bénéfices ? écrit à ce sujet M. Chenu (1). Devons-nous considérer l'industrie, l'art de la femme, comme un capital produisant des bénéfices, à l'intégralité desquels le mari a droit comme usufruitier ? ou ne faut-il pas laisser aux économistes cette classification trophardie des facultés humaines parini les capitaux ? Ne faut-il pas dire qu'aux yeux du législateur, il n'y a dans l'espèce d'autres capitaux que les sommes

1. M. Chenu. *La propriété littéraire*, p. 194.

reçues comme prix de cession de l'œuvre ? Ce sont ces sommes dont le mari touchera les revenus, mais, n'en ayant que l'usufruit, il sera tenu à une restitution dont le dispense la première doctrine. Nous interprétons le Code, et nous devons l'appliquer suivant les idées et les notions qui avaient cours en 1804, puisque nous devons fidèlement rechercher en toute hypothèse la pensée de la loi. Or, si l'économie politique, dans ses développements hardis, a émis des théories séduisantes, et a poussé fort loin l'esprit de classification et de synthèse, il n'en est pas moins certain que ces notions devaient être étrangères aux préoccupations du législateur de 1804, et lorsque l'article 1530 a dit : « La clause portant que les époux se marient sans communauté, ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens ni d'en percevoir les fruits. Ces fruits sont censés apportés au mari, pour soutenir les charges du mariage », il ne comprenait d'autres biens ou capitaux que le capital-argent, car le capital-travail, le capital-art, ou le capital-femme étaient encore inconnus. »

D'après cette doctrine, à laquelle nous nous rallions sans hésitation, le mari devrait restituer à la femme le prix de cession de son œuvre, dont les intérêts seuls auraient pu être employés par

lui, sans qu'il ait à en rendre compte (1). « Ce qui distingue le capital du revenu, n'est-ce pas en dernière analyse la manière dont la valeur se présente dans le patrimoine, en bloc ou par fractions périodiques ? ».

Une semblable distinction paraît ressortir des décisions de jurisprudence auxquelles nous avons fait allusion, et qui sont intervenues à propos d'un procès fait par la veuve de Michelet aux héritiers de son mari :

Chacun sait que M^{me} Michelet fut, pour le grand historien, non seulement la plus admirable des compagnes, mais encore une aide précieuse, une véritable collaboratrice. Ce n'est un mystère pour personne, que des parties importantes de certaines œuvres du maître : *L'Oiseau*, *L'Insecte*, *La Mer*, *La Montagne*, sont dûes à la plume de M^{me} Michelet (2).

Les époux s'étaient mariés sous le régime sans communauté, et Michelet avait perçu durant le mariage les produits de ces différents ouvrages. Devenue veuve, M^{me} Michelet crut pouvoir réclamer aux héritiers de son mari la part qu'elle con-

1. V. la note de M. Colin dans Dalloz, 1903. 1. 5 et ss.

2. V. Pataille, 79.76. *La Loi*, 77. 136, et la plaidoirie de M^e Allou.

sidérait comme devant lui revenir dans ces produits, tenus par elle sans distinction pour des capitaux mobiliers, et soumis à ce titre à la restitution prévue à l'article 1531 du Code civil.

Le tribunal de la Seine, saisi de cette demande, la déclara mal fondée, en s'appuyant sur ce que les produits des traités passés avec les éditeurs, devaient être considérés dans leur ensemble, comme les fruits de ce capital, qui est la propriété littéraire.

« ... Attendu, dit le tribunal (1), que la solution de la question de la collaboration n'implique pas celle de l'attribution à la veuve Michelet des produits de cette collaboration, perçus durant le mariage ; — Que cette dernière solution ne peut résulter que de la nature des produits ; — Attendu que la veuve Michelet présente les produits de la collaboration comme des capitaux mobiliers ; — Que mariée sous le régime d'exclusion de la communauté, elle se fonde sur la disposition de l'article 1531 du Code civil, pour en réclamer la restitution ; — Attendu que la propriété littéraire ne doit pas être confondue avec les avantages et émoluments qu'elle procure ; — Qu'aux termes de la loi des

1. Tribunal civil de la Seine, 12 juin 1877.

19-24 juillet 1793, qui l'a organisée, elle consiste, pour les auteurs, dans le droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages, etc., indépendamment de tout exercice utile de ce droit ; — Que c'est à ce droit seul que doit être reconnue la nature du capital ; — Que les bénéfices pécuniaires, qui peuvent résulter de son exploitation, doivent être rangés dans la classe des fruits et revenus ; — Attendu en effet qu'on entend par fruits tous les éléments ou produits qui naissent de la chose ou sont perçus à son occasion ; — Que la perpétuité du capital producteur n'est pas essentielle pour faire réputer revenus les bénéfices qui en découlent ; — Qu'en effet on a toujours donné ce nom aux arrérages d'une rente viagère, et qu'on ne les a jamais considérés comme des fractions de capital ; — Que par conséquent ni le défaut de perpétuité de la propriété littéraire, ni les conditions variées et accidentelles de son exploitation, n'en dénaturent les produits, et ne leur enlèvent le caractère de revenus, pour leur attribuer celui de capitaux ; — Attendu que les motifs qui précèdent écartent l'application de l'article 1531 du Code civil, et commandent celle de l'article 1530, qui attribue au mari les fruits perçus pendant le mariage des biens de la femme ».

Devant la Cour, M. Allou soutint que la propriété littéraire ne pouvait pas être considérée comme un capital, dont les traités passés avec les éditeurs produiraient les fruits. D'après l'éminent Bâtonnier, la propriété littéraire était un droit d'une nature spéciale, immatérielle, limitée dans sa durée, et dont les cessions, partiellement consenties, constituaient autant de démembrements distincts ; chacune d'elles devait être considérée comme l'aliénation, la diminution d'une partie de la substance du droit même. Or, disait-il, si le produit qui ne diminue pas la chose est un fruit, celui, qui au contraire en restreint la substance, est un capital.

Les héritiers de Michelet avaient confié leurs intérêts à M. Templier, qui n'hésita pas à suivre son illustre contradicteur sur le terrain où celui-ci, à la suite du tribunal, avait placé le débat, et présenta en ce qui concerne la nature même du droit de propriété littéraire une argumentation, qui, il faut le reconnaître, était de nature à frapper la Cour. L'éminent avocat faisait remarquer que si la propriété littéraire consistait uniquement dans un droit de jouissance temporaire, elle était en cela assimilable à l'usufruit, n'ayant comme lui qu'une durée limitée, incertaine, pouvant comme

lui être l'objet de dispositions diverses, à titre gratuit ou onéreux, susceptible de même d'une double utilisation soit par son exercice normal et régulier, donnent ouverture à des perceptions successives, de produits, directement ou indirectement obtenus, soit par réalisation de sa valeur intrinsèque et fondamentale, en échange d'un prix équivalent. A la différence de ce prix, qui, en cas de vente, représenterait le droit cédé ; les produits qui en découlent sont donc des prêts ou revenus (1) ; c'est précisément pour cela, que la propriété littéraire, bien qu'elle consiste uniquement en jouissance, peut être elle-même l'objet d'un usufruit. En fait, ce qui peut amoindrir la substance de la propriété littéraire, ce n'est pas le nombre des éditions de l'œuvre, c'est uniquement la diminution proportionnelle du temps auquel est fixée la durée.

Conformément à cette argumentation, la Cour confirma le jugement du tribunal.

Cette décision doit, nous le pensons, être acceptée sans réserve, car il n'y avait eu aucune cession totale, faite par Michelet, mais seulement de simples contrats d'édition passés pour une durée

1. Voir dans *La Loi* la plaidoirie de M. Templier.

restreinte et dans des conditions strictement définies. On comprend que la Cour ait considéré comme des fruits, les prix de ces divers contrats d'édition.

Ce qui nous pousse à voir dans cette décision une confirmation de notre doctrine, et à croire que, s'il se fût agi d'un prix de cession véritable, le tribunal eût admis la réclamation de M^{me} Michelet, c'est qu'il a refusé précisément le caractère de fruits aux produits d'un contrat passé par Michelet avec un éditeur, à des conditions de temps et de prix ne rentrant pas dans les conditions normales du contrat d'édition simple. A la différence de *L'Oiseau*, de *L'Insecte*, de *La Mer*, édités à diverses reprises du vivant de Michelet, et pour lesquels à chaque fois étaient intervenus des contrats spéciaux, il y avait eu, en ce qui concernait *La Montagne*, cession de cet ouvrage à l'éditeur Lacroix, moyennant 25.000 francs, pour vingt années, qui n'étaient pas encore expirées à la mort de Michelet.

Le tribunal refusa de reconnaître le caractère de fruit au prix de ce contrat spécial, comme il l'avait fait pour ceux des contrats d'édition ordinaires. Il n'y avait pas eu de cession véritable ;

pour permettre à M^{me} Michelet d'obtenir une restitution partielle de ce prix, il recourut à l'idée que le contrat relatif à *La Montagne* constituait un bail, dont le prix devait se répartir entre les vingt années de la location ; et il décida que ce prix ne pouvait en conséquence appartenir exclusivement au mari que pour le nombre d'années correspondant à la durée de l'association conjugale. Bref, il considérait cette fois le mari non pas comme usufruitier du capital représenté par *La Montagne*, mais simplement comme usufruitier du prix de ce capital.

En résumé et d'une façon générale lorsqu'un auteur, marié sous un régime exclusif de communauté, cède totalement (ce qu'il ne peut faire que d'accord avec sa femme) une œuvre, qu'il a composée en collaboration avec elle, il dispose en même temps de sa part de propriété dans cette œuvre, et de la part de propriété de sa femme. Le prix de cession représente donc ces deux parts. Or, puisqu'il n'avait que l'usufruit sur la part de l'œuvre revenant à sa femme, il ne doit de même avoir que l'usufruit sur la partie du prix qui y correspond. Son droit sur la propriété littéraire de sa femme, n'est en somme que l'usufruit d'un usu-

fruit, puisque le droit de l'auteur même consiste seulement à pouvoir exploiter son œuvre, et en jouir pendant un temps limité. Lorsque le sous-usufruit du mari s'éteint, la femme titulaire de l'usufruit initial, doit naturellement reprendre tous ses droits et jouir elle-même de sa propriété littéraire, ou du prix de cession de cette propriété jusqu'à sa mort, et même la transmettre à ses héritiers.

En présence donc d'une cession définitive faite par le mari, durant le mariage, d'une œuvre à laquelle sa femme a collaboré, il est juste qu'il puisse dépenser les intérêts du prix de cession totale, puisque l'article 1530 de Code civil lui donne le droit de percevoir les fruits de tous les biens de sa femme. Mais cet article ne peut faire obstacle qu'à l'issue du mariage il y ait compte à faire entre la femme et les héritiers du mari, relativement au capital que représente le prix de cession, et restitution à la femme de la moitié de ce prix. La jurisprudence aurait sans doute appliqué ces principes, si, dans l'affaire Michelet, il avait été question de véritables contrats de cession.

Séparation de biens. — Bien qu'il n'ait pas pénétré dans nos mœurs, et soit d'une application rare,

le régime de séparation de biens est celui qui respecte le mieux la personnalité du droit de l'auteur. Chaque époux administre librement ses biens. Aucune difficulté ne paraît donc possible en ce qui concerne la propriété littéraire ou artistique. Tout au plus, peut-on prévoir que, guidé par un intérêt moral, le mari de la femme auteur veuille s'opposer à la publication d'une œuvre, de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération du ménage. Que si la femme se prévalait de la libre administration que lui accorde sur ses biens l'article 1449 du Code civil, pour n'avoir pas à demander l'autorisation de son mari lors de la publication d'un ouvrage, nous répondrions que la publication d'un livre n'est pas un acte d'administration, que dès lors l'autorisation maritale est nécessaire ; que c'est seulement, le livre une fois publié, s'agissant par exemple d'un contrat de nouvelle édition, qu'elle pourrait librement user de ce qui serait bien alors de sa part un pur acte d'administration.

CHAPITRE V

DES DROITS SUCCESSORAIRES

Nous avons relaté (V. *supra* p. 14 et ss.) la quotité des droits successoraux, que le conjoint de l'auteur exerce sur la propriété littéraire et artistique de celui-ci. On sait que ces droits ont été fixés, en dernier lieu, par la loi du 14 juillet 1866, qui dispose que, pendant une période de cinquante ans, à partir de la mort de l'auteur, le conjoint survivant, quel que soit le régime matrimonial et indépendamment des droits qui peuvent résulter en sa faveur du régime de la communauté, a la simple jouissance des droits, dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre vifs ou par testament ; le tout sous la double restriction d'une part que les droits attribués au conjoint ne porteront pas atteinte à la réserve des héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code civil, et d'autre part, qu'au moment

du décès, il n'ait été prononcé contre le conjoint ni jugement de séparation de corps, ni à plus forte raison de divorce ; le droit du conjoint cessant d'ailleurs au cas de nouveau mariage.

Nous ne pensons pas qu'il soit utile de nous étendre sur une question, très discutée au moment où est intervenue la loi de 1866, consistant à savoir si cette loi avait non seulement modifié la durée du droit de succession accordé au conjoint, mais aussi la nature même de ce droit.

En ce qui touche la durée, il ne pouvait y avoir de doute sérieux. Il résultait manifestement de la loi nouvelle, que le droit de la veuve, jusque-là viager, était dorénavant limité à une durée fixe de cinquante années, ce qui, dans des circonstances, il faut le reconnaître, fort rares, pouvait restreindre contrairement à l'intention vraisemblable du législateur, les avantages assurés à celle-ci, et c'est ce qui avait poussé quelques interprètes à soutenir que dans le cas où le conjoint survivrait plus de cinquante années à l'auteur, il continuerait du moins, jusqu'à sa mort, à jouir du droit qui lui avait été accordé.

Quant à la nature même du droit, le doute était plus naturel ; cependant qu'elle ait été, elle aussi, modifiée par la loi de 1866, cela nous semble suf-

fisamment résulter de la modification manifeste apportée par le législateur à la définition même qu'on en avait donnée précédemment :

Sous l'empire du décret du 5 février 1810, le droit garanti à la veuve (le veuf n'a paru digne du même intérêt qu'en 1866) était, aux termes mêmes de ce décret « un droit de propriété » droit, quels que fussent les pouvoirs qu'il conférait à son titulaire, qui, dans tous les cas ne changeait pas de caractère, suivant qu'il appartenait à l'auteur, à sa femme ou à leurs enfants. Tant que durait au profit de la femme survivante ce « droit de propriété », aucun droit parallèle n'existait au profit des autres héritiers de l'auteur. Le même droit, défini de la même façon, ne s'ouvrait pour eux que lorsque s'éteignait celui de la veuve. La loi de 1854 est à ce point de vue aussi significative que le décret de 1810. Cette loi, après avoir décidé que les veuves des auteurs *jouiront*, pendant toute leur vie, des droits garantis par les lois, etc., ajoute que la durée de la *jouissance* accordée aux enfants par ces mêmes lois et décrets est portée à trente ans, à partir soit du décès de l'auteur, *soit de l'extinction des droits de la veuve*.

Il résultait de là, qu'antérieurement à la loi du 13 juillet 1866, pour connaître ceux auxquels pas-

saît, après le décès de la veuve, le droit de propriété, littéraire ou artistique, on ne devait tenir compte que des héritiers de l'auteur, vivant à ce moment-là. Peu importait qu'entre le décès de l'auteur et celui de la veuve, d'autres héritiers de l'auteur eussent disparu. Leurs propres héritiers ou représentants n'avaient aucun droit à exercer.

La loi du 13 juillet 1866 est venue, au contraire, selon nous, distinguer au point de vue de leur nature même les droits du conjoint survivant de ceux des autres héritiers de l'auteur. En ce qui concerne ces derniers, la durée seule de leurs droits, tels qu'ils les tenaient des lois antérieures, est modifiée. Il s'agit toujours pour eux d'un « droit de propriété ». Par contre, en ce qui concerne le conjoint survivant, son droit, qualifié auparavant de « droit de propriété » n'est plus qu'un droit « de simple jouissance ». On s'accorde à reconnaître que, dans l'esprit du législateur de 1866, ces termes équivalaient à créer au profit du conjoint un droit d'usufruit, et que, si on taisait le mot, c'était dans un intérêt fiscal, pour échapper sans doute au droit que l'enregistrement aurait dû percevoir sur un usufruit proprement dit.

Dès lors, c'est uniquement pour avoir droit à cette « simple jouissance » que les héritiers de

l'auteur doivent attendre le décès de la veuve. Mais ils sont connus dès le décès même de l'auteur. La liste en est arrêtée dès ce moment, et dès ce moment aussi leur appartient la nue propriété de ce droit. En admettant qu'ils meurent avant que cesse l'usufruit de la veuve, ce seront leurs propres héritiers qui bénéficieront de la jouissance, venant tout naturellement accroître à son heure leur nue propriété.

La loi de 1866, par la modification qu'elle nous paraît avoir fait subir à la nature du droit du conjoint survivant, aboutit donc en ce qui a trait à la désignation des héritiers de l'auteur, auxquels ira sa propriété littéraire et artistique, à des résultats souvent très différents de ceux qui se produisaient sous la législation antérieure.

Jusqu'en 1891, l'usufruit successoral reconnu aux veufs et aux veuves des auteurs, sur la propriété littéraire ou artistique de leur conjoint créait à leur profit, par rapport à tous les autres conjoints survivants en général, une situation, non seulement plus favorable, mais absolument unique. On sait en effet que les rédacteurs du Code par suite d'une confusion commise, lors des travaux préparatoires, entre l'usufruit du conjoint survivant et l'usufruit des ascendants, avaient

rejeté le conjoint survivant au dernier rang parmi les successeurs *ab intestat* et l'avaient placé juste avant l'Etat. L'ordre de succession ainsi adopté, était d'autant plus inadmissible que, dans l'immense majorité des cas, il était en contradiction manifeste avec le rang qu'occupait le conjoint dans l'affection probable du *de cujus*.

Aussi, lorsque, grâce au décret de 1810 et aux lois postérieures, le conjoint survivant de l'auteur se vit accorder, outre le droit général qu'il tenait de l'article 767, de pouvoir en certains cas succéder en toute propriété, un droit d'usufruit spécial portant sur la propriété littéraire ou artistique, il parut être l'objet d'une faveur, sans doute légitime, mais dont on ne comprenait pas que lui seul bénéficiât. Pour avoir été comblée dans ce cas isolé, la lacune de notre législation n'en paraissait que plus choquante.

Du jour où furent modifiées par la loi du 9 mars 1891, les dispositions du Code dont nous parlons, et où le conjoint survivant fût assuré d'avoir sur la succession du prémourant au moins un droit d'usufruit, plus ou moins important, suivant la qualité des héritiers, il semblait naturel que le législateur dût en profiter pour rétablir

l'égalité du traitement entre tous les conjoints survivants, et que dorénavant, à ce point de vue, les lois spéciales à la propriété littéraire et artistique dussent demeurer sans objet.

Même l'attention du législateur ne manqua pas d'être attirée sur le conflit qui devait nécessairement se présenter entre l'application des dispositions de la loi de 1866, et le projet nouveau, tel qu'il était présenté aux Chambres. M. Lyon-Caen, dans un article paru dans le journal *Le Droit*, avait signalé au Sénat, devant lequel le projet de loi était pendant, les difficultés qu'on allait rencontrer, si on n'abrogeait pas d'une façon expresse les textes dont bénéficiait le conjoint survivant de l'auteur. S'inspirant en partie de cet article, M. Bozérian proposa au Sénat de laisser subsister les dispositions de la loi de 1866, et de ne faire bénéficier le conjoint de l'auteur des dispositions de la nouvelle loi, qu'au cas où ces dispositions lui assureraient une situation plus favorable. D'après l'amendement proposé par l'honorable sénateur, les deux droits ne se superposaient pas, et le conjoint de l'auteur, sans être assimilé aux autres conjoints en général, ne conservait que l'avantage de pou-

1. Journal *Le Droit*, 31 mars-1^{er} avril 1898.

Ivoir choisir entre l'application de l'une ou l'autre
oi .

Ni l'article dont nous avons parlé, ni l'amendement présenté, ne retinrent suffisamment l'attention du Sénat, pressé qu'il était d'en finir avec une réforme très impatiemment attendue, et qu'on craignait de retarder, en ajoutant une discussion incidente à un débat dont le principe ne soulevait aucune objection.

Les difficultés prévues se présentèrent immédiatement, au moins en doctrine, car, chose digne de remarque, la jurisprudence ne paraît pas avoir eu jusqu'ici statuer sur les questions qui allaient se poser.

La première et la plus importante, puisque aussi bien selon qu'elle devait être tranchée dans un sens ou dans l'autre, elle mettait fin aux suivantes ou en entraînait l'examen, consistait à savoir si, à défaut d'un texte formel, la situation du conjoint de l'auteur ne se trouvait pas tacitement englobée dans celle de tous les conjoints en général, dont la loi nouvelle réglait les droits.
« ... Le texte nouveau est muet — pouvait-on dire — sur ces délicates questions. C'est donc uniquement d'après les données de la raison, qu'il y a lieu de décider, si la loi nouvelle a ou n'a pas

abrogé les dispositions de la loi ancienne ; on peut croire au premier abord qu'il y a lieu de se prononcer dans le sens de l'abrogation, puisque rationnellement il n'existe pas de motifs pour traiter le conjoint survivant d'un auteur plus favorablement que le conjoint d'un industriel ou d'un commerçant (1). » Néanmoins la presque unanimité de la doctrine, et en particulier le répertoire de M. Fuzier-Hermann, auquel nous venons d'emprunter le résumé de la première opinion, se prononcèrent en faveur de l'opinion contraire. Il paraît en effet impossible, qu'en dehors d'une mesure législative et d'une abrogation expresse, on puisse soutenir que la loi nouvelle, générale de sa nature, ait pu déroger à la loi spéciale de 1866.

D'autant mieux qu'il ne faudrait peut-être pas pousser trop loin une assimilation à l'encontre de laquelle il n'est pas malaisé de faire valoir de sérieuses objections.

« On peut, a-t-on dit, hésiter avant de se prononcer contre l'usufruit total, dévolu au conjoint par la loi de 1866. En effet, si on examine l'intérêt de l'auteur, la division du droit après sa mort, entre

1. *Répertoire général alphabétique du droit français.*
V^o Propriété littéraire et artistique, n^o 342.

des nus propriétaires et des usufruitiers, qui seront assurément plusieurs (puisque le conjoint ne sera titulaire d'après le Code civil que d'une quote-part, la moitié ou le quart) fera naître une situation difficile, et aboutira le plus souvent à des différends ou à un partage. Ne vaudrait-il pas mieux, pour le soin de la renommée de l'artiste ou de l'écrivain, pour l'exploitation intelligente des œuvres de celui-ci, investir après lui de sa succession intellectuelle, une seule personne. le conjoint, regardé, sauf disposition testamentaire contraire, comme pénétré de ses intentions et de son esprit ? Rien ne nous pousse donc à effacer la solution la plus libérale, pour unifier, en acceptant un texte plus restrictif. » (1)

« La femme de l'auteur n'a-t-elle pas été comme le disait éloquemment M. Pouillet au Congrès d'Anvers en 1885, la confidente de ses douleurs, de ses illusions, de ses espérances, et par-dessus tout de ses pensées les plus intimes ? Dans cette vie journalière faite de tant de larmes, de tant de souffrances, c'est elle qui a reçu les épanchements de son cœur. Elle sait comment, dans quelles conditions, il a rêvé d'aborder la postérité. Elle est, en un mot, la dépositaire de tout ce qu'il ren-

1. V. le rapport de M. Vaunois à la société des études législatives. (*Bulletin de la Société*, 1908, p. 67 et ss.).

c'est-à-dire de tout ce qu'il y avait de plus sacré en lui. »

Nous devons avouer que, s'il nous était permis d'examiner la question au point de vue législatif, nous ne serions pas entraîné par les considérations, si généreuses fussent-elles, que faisait valoir l'éminent Bâtonnier ; si complète qu'ait été la part que la femme de l'écrivain ou de l'artiste a pu prendre à son œuvre, si intimes et si sacrées qu'aient été les confidences qu'elle a pu recevoir de lui, rien n'indique qu'elle ait joué auprès de lui un autre rôle que la femme du savant ou de l'ingénieur, fût-ce même de l'industriel, qui toutes ont pu recevoir le secret de leurs idées d'avenir, et emploieraient utilement à les réaliser les ressources plus larges que la loi mettrait entre leurs mains. Faut-il admettre que l'auteur, sous prétexte qu'il n'a point fait de disposition contraire, ait désiré investir son conjoint seul de sa succession intellectuelle ? Il se peut que l'auteur, dans toute l'ardeur de la production, ait été arraché à son travail par une mort trop brusque, pour avoir pu prévoir les difficultés qui se produiraient après lui. Tous les artistes d'ailleurs, ni tous les écrivains ne sont pas familiarisés avec la loi. Beaufermail dans son cœur et dans son cerveau,

coup peuvent ignorer que la loi de 1866 réserve à leur conjoint une situation exceptionnelle et peuvent fort bien, loin de s'en remettre exclusivement à lui, compter sur les héritiers que le droit commun appelle avec lui à sa succession, pour veiller à l'exploitation de leurs œuvres.

Est-on sûr d'ailleurs que la faculté de tester, qui apparaît comme un correctif au droit d'usufruit total que la loi de 1866 confère au conjoint de l'auteur, puisse toujours s'exercer ? Il est facile au contraire de concevoir telle hypothèse où cette faculté sera annihilée et où l'auteur ne sera nullement libre de pouvoir veiller sur sa succession intellectuelle, et d'en investir tel légataire, en qui il ait une plus entière confiance que dans son conjoint. Ce sera par exemple la suivante : Une femme auteur, mariée sous le régime de la communauté, lègue à un tiers le droit de propriété qu'elle a sur son œuvre. Cette propriété, ainsi que nous l'avons vu, étant tombée en communauté, le legs ne sera valable que dans la mesure où cette même propriété, au moment de la dissolution de la communauté, sera mise dans le lot de la femme. Si donc on suppose que, mus par un sentiment quelconque d'envie, de regret, ou simplement par intérêt, les héritiers de la femme s'entendent avec le

mari, dont ils pourront d'ailleurs être les représentants en même temps que ceux de la femme, et renoncent à la communauté, tous les biens qui la composent sont censés avoir toujours appartenu au mari, et le legs se trouve par suite frappé de caducité.

On pourrait ainsi multiplier les raisons qui paraissent militer en faveur de la suppression de la loi spéciale de 1866.

Cependant, et jusqu'à ce qu'une réforme législative intervienne, il faut tenir pour constant que la nouvelle rédaction de l'article 767 n'a nullement entraîné l'abrogation de cette loi.

Vient alors une autre question : Les deux lois coexistant, quelle application recevront-elles, dans l'hypothèse bien entendu où la succession de l'auteur comprendra d'autres biens, que les seuls droits de propriété littéraire ou artistique ?

Pour la propriété littéraire et artistique, pas de difficulté possible. Elle est soumise d'une façon intégrale et sans réserve à la loi de 1866. Quant à l'usufruit prévu par l'article 767 du Code civil, sur quoi portera-t-il ? Il semble impossible de soutenir qu'il porte à la fois sur tous les biens, y compris la propriété littéraire et artistique, ce qui constituerait au profit du conjoint un cumul inad-

missible. On propose alors de considérer que l'auteur a laissé deux successions distinctes, l'une comprenant ses droits d'auteur, qui sera réglée par la loi de 1866, l'autre comprenant le reste de ses biens, qui sera réglée par l'article 767 du Code civil. Nous savons que cette proposition rencontre une objection de texte, assurément fort sérieuse. Il est dit en effet à l'article 767, § 6, que « le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus* ». Or, de quel droit exclure de cette masse la propriété littéraire et artistique, qui fait sûrement partie des biens laissés par le défunt ? Nous pensons que, si on s'attache à l'esprit de la loi plutôt qu'à son texte, cette objection n'est pas irréfutable. Lorsque la loi a parlé de calcul à faire en vue de constituer la masse des biens, dont l'usufruit doit revenir pour partie seulement au conjoint survivant, elle n'a pas pu penser à cette portion particulière de biens, sur laquelle le conjoint a, de par des dispositions législatives spéciales, un usufruit total. A proprement parler, ce bien n'est plus libre dans la succession du *de cujus*, et on ne comprendrait pas que, fût-ce même indirectement, le conjoint, en tant qu'usufruitier, puisse prétendre à quelque

chose de plus que l'usufruit total qu'il exerce déjà sur ce bien en vertu de la loi de 1866.

Il nous paraît donc certain que l'application de l'article 767 doit rester étrangère à la propriété littéraire ou artistique, ou plus exactement que celle-ci ne figurera pas dans la masse des biens, sur laquelle on calculera l'usufruit prévu par cet article.

Certains jurisconsultes ont été plus loin encore. Partant de cette disposition, « il (le conjoint) cessera de l'exercer (son droit d'usufruit) dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit » ; ils ont considéré qu'il y avait lieu, le cas échéant, de déduire de l'usufruit légal, tel qu'il résulte de l'article 767, celui de la loi de 1866, en sorte que si l'on suppose que le défunt ne laisse pas d'enfants et que la valeur de son droit de propriété littéraire ou artistique soit égale à celle des autres biens, le conjoint survivant sera rempli de ses droits par la seule application de la loi de 1866. « La dévolution des droits d'auteur au con-

joint suivant le régime de 1866, a écrit M. Thaller, est-elle censée résulter d'un testament ou d'une donation à cause de mort, sous entendue par la loi ? Si oui (et nous le pensons) on trouve dans le texte nouveau des éléments de réponse ferme dans le sens de l'imputation (1). »

A l'appui de la même opinion peut-être pourrait-on faire valoir qu'il semble bien résulter des termes de la loi de 1866, que cette loi même n'est pas éloignée de considérer comme une libéralité les droits qu'elle reconnaît au conjoint survivant. La loi de 1866 déclare en effet, que, si l'auteur laisse des héritiers à réserve, la jouissance qu'elle accorde au conjoint survivant, est réduite au profit de ces héritiers, suivant les proportions et distinctions établies par les articles 913 et 915 du Code Napoléon. Or, les articles 913 et 915 ne reçoivent normalement leur application, que pour les libéralités faites soit par actes entre vifs, soit par testament. L'avantage légal conféré au conjoint survivant de l'auteur semble bien avoir été assimilé à de telles libéralités.

1. M. Thaller. *Annales de droit commercial*, 1891, p. 90.

« Cette disposition », écrit M. Pouillet (1), à propos du paragraphe de la loi de 1866, qui réserve l'application au droit, qu'elle confère au conjoint survivant, des articles 913 et 915 « a soulevé de graves critiques ; on a prétendu qu'elle était obscure et même en opposition directe avec les articles du Code auxquels elle se réfère. Comment s'agirait-il ici de réserve ? s'écrie t-on, la réserve n'atteint que les libéralités faites soit par acte entre vifs, soit par testament. Or, la jouissance accordée au conjoint survivant, ne lui est ni donnée, ni léguée ; elle est établie par la loi ; c'est un usufruit légal ; on ne conçoit pas dès lors ce que les principes de la réserve viennent faire ici. A nos yeux, c'est là une pure discussion de mots ; le sens de la loi est des plus clairs. En accordant au conjoint survivant la jouissance viagère du droit d'auteur, le législateur ne s'est pas dissimulé qu'il consacrait une dérogation à l'ordre des successions, tel qu'il est établi par le Code. Il n'a pas voulu que cette dérogation portât cependant atteinte à la réserve, c'est-à-dire à cette partie indisponible qui est destinée à assurer, en tout état, le sort, soit des descendants, soit des ascendants. Si donc les avantages de cette

1. Pouillet. *De la propriété littéraire et artistique*, n° 221, p. 205.

jouissance légale attribuée au conjoint survivant, excèdent la quotité disponible, empiètent sur la réserve, le législateur veut qu'elle soit réduite et que le droit des héritiers à réserve soit respecté. Sans doute en principe, il ne peut être question de réserve, de quotité disponible, qu'en matière de donation ou de testament ; mais le législateur a voulu prendre pour limites du droit qu'il conférait ainsi au conjoint survivant, les limites que la loi assigne aux libéralités ordinaires. En d'autres termes, il a étendu les règles de la réserve et en a fait l'application au droit de jouissance qu'il créait lui-même. Il n'a pas voulu, faisant en quelque sorte une libéralité au conjoint survivant, dépasser les bornes qu'il impose aux libéralités d'un particulier ». N'est-il pas permis d'étendre ce raisonnement à notre cas ? Sans doute en principe l'imputation, que prévoit l'article 567, n'a lieu, que lorsque le conjoint usufruitier a déjà reçu des libéralités tropement dites, entre vifs ou testamentaires, et non lorsqu'il ne s'agit que d'avantages indirects à lui procurés par le Code (par exemple dans les articles 1481 et 1570 du C. civ.) ou par les conventions matrimoniales. Mais c'est interpréter la loi de 1866 suivant son esprit, que d'assimiler, à ce point

de vue aussi, l'usufruit spécial qu'elle crée à une libéralité, et par suite de l'imputer sur l'usufruit général de l'article 767.

Une autre difficulté, que peut soulever également le texte assez obscur de la loi spéciale de 1866 consiste à savoir comment devront être appliqués les articles 913 et 915, « si la jouissance se réduit d'elle-même au quart, au tiers, à la moitié du droit, d'auteur, suivant le nombre des enfants, ou si ceux-ci ne sont fondés à réclamer, qu'autant que, réunion faite du droit d'auteur et des autres biens, leur réserve se trouverait entamée ». Cette deuxième solution nous paraît seule acceptable : La loi de 1866 n'a point voulu faire plus de tort aux héritiers réservataires de l'auteur, que s'il s'agissait d'une donation faite par celui-ci. Mais elle n'a pas voulu non plus leur créer une situation plus avantageuse. Il en serait ainsi pourtant, si la jouissance spéciale du conjoint sur le droit d'auteur pouvait être réduite suivant le nombre des enfants, ceux-ci dussent-ils, bénéficiant de tous les autres biens, voir leur réserve par ailleurs largement respectée. Sans compter qu'il suffirait d'un enfant de l'auteur pour que le conjoint survivant ne puisse jouir qu'en partie de l'usufruit, que la loi

a volontairement étendu en principe au droit de propriété littéraire et artistique tout entier.

Les questions que nous venons d'examiner ont toutes trait au mode de calcul du droit de jouissance du conjoint survivant.

Nous avons maintenant à nous demander quels actes ce droit de jouissance confère au conjoint survivant le pouvoir de passer ; en d'autres termes, quelle est la limite du droit d'administration que possède le conjoint sur la propriété littéraire et artistique de l'auteur prédécédé.

Nous nous sommes servis à diverses reprises du terme d'*usufruit* pour qualifier ce droit. Il faut reconnaître cependant que l'assimilation n'est pas absolue.

L'article 578 du Code civil dit : que l'*usufruit* est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance. Or le bien sur lequel le conjoint va exercer son droit de jouissance est de telle nature, que la substance en sera nécessairement diminuée, au fur et à mesure que ce droit de jouissance se prolongera. Du fait seul que le conjoint aura joui plus ou moins longtemps de l'œuvre, il ne pourra transmettre aux héritiers de l'auteur un bien équivalent à celui

qu'il avait reçu lui-même. Il se peut même qu'il ne doive rien leur transmettre, et que le jour où cesse sa jouissance, le droit des héritiers cesse également, ce qui se produira, si le droit de jouissance du conjoint survivant dure pendant cinquante années à partir de la mort de l'auteur.

Sans doute le Code prévoit-il (art. 587) le cas où l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, et (art. 589) le cas où l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite se détériorent peu à peu par l'usage. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux articles ne paraissent pouvoir s'appliquer à la propriété littéraire et artistique. Le premier, en effet, oblige l'usufruitier à rendre de pareilles quantités, qualités et valeurs ou leur estimation à la fin de l'usufruit, ce qui ne cadre pas avec un droit de propriété qui, de sa nature, va s'amoin-drissant, sans que l'usage, qu'en peut faire l'usufruitier, y soit pour quoi que ce soit. Et quant à l'article 589, il autorise bien l'usufruitier à ne rendre les choses dont il s'est servi, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute, mais ayant trait expressément « aux linges et aux meubles meublants »,

il ne saurait sans irrévérence être étendu à la propriété littéraire et artistique.

C'est pourquoi, ainsi que nous venons de le dire, l'assimilation entre le droit de jouissance du conjoint et le véritable usufruit, n'est qu'approximative. A tout prendre, le droit qu'exerce le conjoint constitue une sorte d'usufruit au deuxième degré sur l'œuvre, dont il a la jouissance. La propriété littéraire et artistique elle-même, dont les héritiers de l'auteur, si on voulait continuer l'assimilation, seraient les nus propriétaires, n'est autre que le droit exclusif de tirer parti de l'œuvre pendant le temps prévu par la loi.

Cette restriction relativement à la nature même du droit de jouissance une fois faite, nous pouvons dire que le conjoint survivant aura sur la propriété littéraire et artistique les pouvoirs d'administration que la loi confère à l'usufruitier. Tout d'abord, et bien entendu, il ne pourra passer valablement aucun acte, d'où puisse résulter la cession même du droit de propriété. S'agit-il d'une œuvre littéraire, par exemple, il ne pourra s'entendre avec un éditeur que pour une publication restreinte, quant à la quantité des exemplaires, et quant au temps. En dehors de là, il ne lui sera pas loisible de faire obstacle à ce que, à son décès, les

héritiers de l'auteur reprennent eux-mêmes la libre jouissance de l'œuvre pour tout le temps qu s'écoulera avant que leur propriété tombe dans le domaine public.

Au surplus, si la distinction entre ce qu'il appartient au conjoint survivant de faire, et ce qui lui est interdit, paraît délicate en théorie, on peut penser qu'en pratique elle ne donnera lieu qu'à de rares difficultés. En effet, si le conjoint était tenté d'outrepasser ses droits, il en serait le plus souvent empêché par l'éditeur lui-même, dont les intérêts pourraient être gravement menacés, s'il acceptait de passer pour une trop longue durée un contrat, qu'à la mort du conjoint, les héritiers de l'auteur pourraient faire déclarer nul pour l'avenir. C'est peut-être ce qui explique que, si nos recherches ont été complètes, les tribunaux n'aient point eu l'occasion d'intervenir sur ce point.

Il est plus singulier qu'on ne trouve pas davantage trace de décision de justice, concernant la question, infiniment plus délicate, qui touche au droit de jouissance du conjoint sur les manuscrits laissés par l'auteur.

A ne considérer que la législation spéciale à la propriété littéraire ou artistique, il semble bien qu'il faille reconnaître que le conjoint n'a aucun droit à exercer à raison de l'existence de ces manuscrits. La propriété littéraire dérive en effet de la publication même de l'œuvre et c'est à la jouissance de cette propriété que succède le conjoint. Dès lors, lorsqu'elle n'a pas pris naissance dans la personne de l'auteur, on ne voit pas comment le conjoint survivant en bénéficierait.

Tout au plus pourrions-nous nous élever contre la subtilité qu'il paraît y avoir, à faire à ce sujet une distinction entre la propriété littéraire et la propriété artistique. Pour les œuvres d'art inédites laissées par l'auteur, on ne conteste pas que le droit de jouissance du conjoint survivant puisse s'exercer sur elles. Sans doute s'appuie-t-on sur cette considération que la publication du manuscrit fera, naître au profit des héritiers de l'auteur, un droit de propriété spécial, datant de la publication elle-même, alors qu'il en sera différemment de la publication de l'œuvre d'art étrangère à la législation sur les ouvrages posthumes, et qui, suivant l'expression de M. Pouillet, « ne touche guère qu'aux lois, aux préceptes du beau ».

Néanmoins nous ne pouvons que répéter qu'il y a là une pure subtilité.

Mais, si l'accord est général en ce qui concerne l'usufruit, dérivant au profit du conjoint de la loi de 1866, il semble que pour les manuscrits encore naisse une question résultant de la modification apportée ultérieurement par le législateur à l'article 767 du Code civil.

Si en effet on considère, ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, que les intérêts entre les héritiers de l'auteur et le conjoint survivant, doivent être réglés, comme s'il existait deux successions distinctes, l'une relative à la propriété littéraire, l'autre concernant le surplus des biens, laissés par l'auteur, on peut se demander si, dans cette seconde masse ne devra pas être comprise la valeur des manuscrits, valeur différente et qu'il conviendrait éventuellement de faire apprécier par les tribunaux, suivant qu'il s'agit du manuscrit d'un ouvrage complètement publié, et que la mort seule a empêché l'auteur de porter à son éditeur, ou du manuscrit d'un ouvrage encore inachevé, et à la publication duquel l'héritier devra apporter une véritable collaboration.

Alors il ne s'agit plus pour le conjoint de con-

tinuer le droit de jouissance qui serait né en la personne de l'auteur, mais de bénéficier d'un droit propre, qui prend naissance à la mort de celui-ci, et qui doit comprendre l'usufruit d'une quote-part de tous les biens qu'il a laissés.

CHAPITRE VI

DES DROITS SUCCESSORAUX DU CONJOINT SURVIVANT D'UN AUTEUR SUR LA PRO- PRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE EN LÉGISLATION COMPARÉE

C'est seulement en ce qui concerne *les droits successoraux du conjoint survivant d'un auteur*, qu'il nous semble, que nous ayons à consulter utilement les législations étrangères. Car, pour ce qui est du droit des auteurs mariés, *pendant le mariage même*, il subit évidemment dans la plus large mesure, l'influence du régime matrimonial, régime trop différent suivant les pays, pour que les questions, relatives au sort de la propriété littéraire et artistique, puissent se poser d'une façon analogue, et que leurs solutions puissent être intéressantes à comparer.

Par contre, l'étude du droit comparé, dans les limites où nous allons l'entreprendre, rentre bien dans notre sujet. D'ailleurs les femmes mariées françai-

ses, ou d'une manière générale, les conjoints des auteurs français, peuvent avoir avantage, et un avantage direct, à connaître les droits de succession qu'accordent, en matière de propriété littéraire et artistique, aux conjoints survivants des auteurs étrangers, telle ou telle loi étrangère. Il suffit, pour s'en apercevoir, de supposer que la succession mobilière d'un auteur français dans laquelle rentre son droit d'auteur, doive être régie par une loi étrangère, ce qui peut arriver par exemple, si une jurisprudence d'un pays étranger, reconnaît, comme le fait la nôtre, que les successions de toutes les personnes, nationaux ou non, domiciliées en ce pays, doivent en subir la loi.

Les pays, qui conservent au conjoint survivant un droit de succession spécial en notre matière, sont de plus en plus rares (1).

Presque partout, les droits successoraux ne varient pas, suivant qu'il s'agit de propriété littéraire ou artistique, ou d'autres biens quelconques ; le conjoint, pour en connaître l'étendue, n'a qu'à

1. Voir, dans le *Droit d'auteur* du 15 mars 1899, l'article sur « les droits du conjoint, en matière de propriété intellectuelle ».

se reporter à la législation générale. Les lois particulières au droit d'auteur, se bornent à mentionner, qu'au décès de l'auteur, il passe à ses héritiers, ces héritiers étant les mêmes que ceux du droit commun.

C'est ainsi qu'en *Belgique*, la loi sur le droit d'auteur du 22 mars 1886, stipule expressément, dans son article 3, que « le droit d'auteur est mobilier, cessible et transmissible en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil ». C'est donc l'article 767 du Code civil belge, tel qu'il est conçu depuis la loi du 20 novembre 1896, que nous devons consulter. Le système qui y est adopté, se rapproche de celui de notre article 767. Il accorde au conjoint non divorcé, ni séparé de corps, qui ne succède pas en pleine propriété, un usufruit de quotité variable, convertible en rente viagère. Toutefois, mieux traité que chez nous, le conjoint a l'usufruit de la totalité, si le *de cuius* ne laisse que des collatéraux autres que des frères et sœurs, ou leurs descendants.

En *Allemagne*, bien que ce pays soit doté de deux lois récentes très complètes, sur le contrat d'édition et sur le droit d'auteur, les droits du conjoint survivant en matière de propriété litté-

raire ou artistique n'ont rien de spécial, et c'est l'article 1931 du Code civil qui les régit. Il avait bien été question, lors de la revision de la législation allemande, de créer deux ordres distincts de succession, l'un pour les auteurs, l'autre pour le reste des mortels, mais on s'est vite élevé contre une telle tentative, et on a fait valoir avec raison que le nouveau Code civil règle les droits du conjoint en général d'une manière juste, équitable et conforme au rôle social du mariage. Quels que soient les héritiers, le conjoint survivant succède toujours en propriété. L'article 1931 s'exprime ainsi : « Le conjoint survivant du défunt est appelé à la succession, comme héritier légitime pour un quart, en présence de parents du premier ordre (descendants), pour la moitié en présence de ceux du second ordre (père et mère, et collatéraux privilégiés) ou d'aïeuls ; s'il existe en même temps que des aïeuls, des descendants d'aïeuls, le conjoint peut prendre en outre, sur l'autre moitié, la part qui reviendrait aux descendants en vertu de l'article 1926. Lorsqu'il n'y a ni parents de premier ou deuxième ordre, ni d'aïeuls, l'époux survivant recueille toute la succession. »

En Espagne, la loi sur la propriété intellectuelle du 10 janvier 1879, article 6, est ainsi conçue :

« La propriété intellectuelle appartient aux auteurs durant leur vie, et elle se transmet à leurs héritiers testamentaires ou légitimes pour une période de quatre-vingts ans. Elle est également transmissible par acte entre vifs, et elle appartient aux acquéreurs durant la vie de l'auteur et quatre-vingts ans après sa mort, s'il ne laisse pas d'héritiers nécessaires. S'il en laisse le droit des acquéreurs expire vingt-cinq ans après la mort de l'auteur, et la propriété passe auxdits héritiers nécessaires pour une période de vingt-cinq ans. »

Rien ne paraît donc changé à l'ordre des héritiers, tel qu'il est prévu par le Code (1) et le Code lui-même, pour les connaître, nous invite implicitement à nous reporter à ses dispositions (article 429 du Code civil) : « La loi, relative à la propriété intellectuelle détermine les personnes auxquelles appartient ce droit, la forme de son exercice et sa durée. Dans les cas non prévus par

1. Signalons, en passant, que « fidèle à la tradition romaine, le Code espagnol paraît avoir une préférence marquée pour la succession testamentaire, qui occupe les deux premiers chapitres du titre des successions. Dans aucune autre matière ce Code n'est entré dans autant de détails » (note du traducteur, M. Levé. Introduction au Code civil espagnol. Paris, 1890).

la loi spéciale, on applique les règles générales établies par le présent Code. »

Or, aux termes de l'article 834 du Code civil, le veuf ou la veuve, non séparés de corps ou qui ne l'ont pas été par leur fait, auront droit à une part en usufruit égale à celle que la réserve donne à chacun des enfants ou descendants légitimes non avantagés.

Art. 836. — Si le testateur ne laisse que des ascendants, le conjoint aura droit à l'usufruit du tiers de la succession.

Lorsque le testateur (art. 837) ne laisse ni descendants, ni ascendants légitimes, le conjoint survivant a droit à la moitié de la succession, toujours en usufruit.

Dans la mesure fixée par les articles susénoncés le veuf ou la veuve sont héritiers réservataires (art. 807).

Enfin (art. 952), à défaut de frères et de neveux, et de leurs descendants, la totalité des biens du défunt appartiendra au conjoint survivant, qui n'aura pas été séparé de corps par jugement définitif.

En Angleterre, les droits de succession du conjoint survivant de l'auteur ne sont pas régis non

plus par des dispositions spéciales. La loi du 1^{er} juillet 1842, s'exprimait à ce sujet en termes fort nets :

Art. 25. — « Tout droit d'auteur sera considéré comme une propriété mobilière, et sera transmissible par legs, ou, en cas de décès *ab intestat*, soumis aux mêmes lois de répartition que les biens mobiliers... » Or, en droit commun anglais (1), la veuve a droit à l'usufruit du tiers des immeubles, et à la propriété du tiers des meubles, dans la succession de son mari prédécédé, et, à défaut d'enfants, elle prend la moitié de la succession.

En Russie, le règlement sur la censure et la presse (édition de 1886) décide (art. 2) : qu'après la mort de l'auteur ou traducteur, son droit passe à ses héritiers légitimes ou testamentaires, ou aux personnes ou établissements auxquels il l'aurait transmis. Mais ce droit ne peut durer plus de cinquante ans, à partir de la mort de l'auteur ou du traducteur,

On sait que dans la législation russe, le conjoint survivant est réservataire ; il prend à ce titre

1. *Répertoire alphabétique de Droit Français* de Fuzier-Herman. V^e Succession, n^o 715.

le septième des immeubles, et le quart des meubles.

En Italie, nous ne trouvons pas davantage un droit de succession spécial à la propriété littéraire et artistique, conféré au conjoint. Le décret du 19 septembre 1882 parle des héritiers de l'auteur en termes généraux. Nous devons pourtant citer les articles 8 et 9 de ce décret, vu qu'ils règlent d'une façon bien remarquable l'exercice du droit d'auteur après un certain délai, et qu'ils établissent partiellement le système « du domaine public payant » dont on a à diverses reprises préconisé l'adoption dans notre pays,

Art. 8. — L'exercice du droit d'auteur sur la reproduction et sur la vente d'une œuvre commence à la première publication de cette œuvre ; il dure toute la vie de l'auteur et quarante ans après sa mort, ou quatre-vingts ans conformément à la disposition de l'article suivant.

Art. 9. — L'exercice du droit de reproduction et de vente appartient exclusivement à l'auteur, pendant sa vie. Si l'auteur meurt, avant qu'il se soit écoulé quarante ans depuis la publication de l'œuvre, le même droit exclusif continue au profit des héritiers ou ayants cause jusqu'à l'expiration

de ce délai. A l'expiration de cette première période, par l'une ou l'autre des manières susindiquées, commence une seconde période de quarante années, pendant laquelle l'œuvre peut être reproduite et mise en vente, sans le consentement spécial de celui à qui appartient le droit d'auteur, sous la condition de payer à l'ayant droit une redevance de 5 o/o sur le prix fort, qui doit être indiqué sur chaque exemplaire, et déclaré dans la forme mentionnée ci-après...

Les droits du conjoint survivant de l'auteur sont donc régis par le Code civil italien. Ce Code (art. 753 et s.) lui reconnaît un droit de succession, consistant tantôt en usufruit, tantôt en propriété, suivant la qualité des héritiers avec lesquels il concourt, et ne le réduit à l'usufruit, qu'en présence d'enfants légitimes.

Les droits successoraux du conjoint survivant de l'auteur ont été pendant longtemps, en *Norvège*, l'objet de deux lois, coexistant comme chez nous, l'une spéciale, ayant trait à la propriété littéraire et artistique, l'autre, générale, régissant le reste des biens du *de cujus*. L'article 6 de l'ancienne loi de 1876 réglait ainsi les droits du conjoint sur la propriété littéraire et artistique : « Le droit de propriété littéraire échoit, à la mort de

l'auteur, sans égard à l'état de la succession, d'abord à son conjoint, et ensuite, conformément à la loi de succession, à ses descendants, ascendants, ou collatéraux ». Mais la loi nouvelle du 4 juillet 1893 est venue décider que : « A la mort de l'auteur, les dispositions générales, relatives aux successions, s'appliqueront au droit d'auteur. »

En Danemark au contraire, le droit du conjoint survivant, en matière de propriétaire littéraire ou artistique est resté soumis à des dispositions législatives spéciales.

L'article 3 de la loi sur la contrefaçon du 29 décembre 1857 dispose que « si l'auteur n'a pas cédé son droit d'éditer un manuscrit, ou de faire une nouvelle édition d'un écrit déjà publié, son droit appartiendra pendant trente ans après sa mort, à celui à qui il l'aura transmis par testament et à défaut, à son conjoint, et, après la mort de celui-ci, à ses héritiers directs en ligne descendante, ou, s'il n'en existe pas à ses ascendants ou à ses collatéraux dans les termes des lois de succession » ; et l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1866 porte que « lorsque la personne, à qui un auteur a légué son droit par testament conformément à l'article 3 de la loi 1857 meurt dans les trente ans à dater du décès de l'auteur sans avoir de son vivant exercé dans toute son étendue le droit qui lui a été

légué, la partie subsistante de ce droit sera dévolue, à moins de dispositions contraires du testament de l'auteur, au conjoint de l'auteur, ou, au cas où il serait décédé, aux descendants directs de l'auteur, et, à leur défaut, à ses ascendants et collatéraux dans les termes des lois de succession. Dans le cas seulement où à la mort du légataire il ne se trouverait aucun des ayants droit déterminés à l'article 3 de la loi du 29 décembre 1877, ce légataire pourra disposer du droit légué en faveur d'un tiers pour le temps restant à courir du délai de trente ans à dater de l'expiration de l'année, où l'auteur est décédé. » Une loi semblable à la loi norvégienne a été proposée sans succès depuis 1890 aux Chambres danoises.

La loi fédérale *Suisse*, concernant la propriété littéraire et artistique, se borne à déclarer :

Art. 1. — Le droit appartient à l'auteur et à ses ayants cause.

Art. 2. — Il dure pendant la vie de l'auteur et pendant trente ans, à partir de son décès.

Avant le Code général Suisse, pour connaître les droits du conjoint survivant de l'auteur, sur la propriété littéraire, il fallait se reporter aux lois de droit commun des divers cantons suisses. En général, ils étaient favorables au conjoint sur-

vivant ; le canton de Fribourg cependant ne lui accordait pas plus de droits que notre ancien article 767.

Actuellement ces droits sont réglés d'une manière uniforme pour toute la Suisse, par les articles 462 et 463 du nouveau Code civil suisse du 10 décembre 1907.

Aux termes de ces articles, le conjoint survivant peut réclamer à son choix, si le défunt laisse des descendants, l'usufruit de la moitié ou la propriété du quart de la succession.

Il a droit, en concours avec le père, la mère du défunt, ou leur postérité au quart en propriété et aux trois quarts en usufruit.

En concours avec les grands-parents ou leur postérité, à la moitié en propriété et à l'autre moitié en usufruit ; et, à défaut de grands-parents ou de leur postérité, à la succession tout entière.

L'aperçu très résumé, que nous venons de faire, nous permet d'avoir une idée d'ensemble des droits successoraux qu'accordent au conjoint survivant de l'auteur, sur la propriété littéraire ou artistique, les principales législations étrangères. Dans les différents pays, où coexistaient comme chez nous, pour le conjoint, un droit de succes-

sion spéciale sur la propriété littéraire, et un droit de succession générale sur les autres biens du défunt, on a pu, en élargissant les bases de ce dernier droit en faire une application constante et exclusive de tout avantage particulier au profit du conjoint de l'auteur. C'est aussi à ce résultat, nous semble-t-il, que pourront tendre les efforts de législateur français. Le droit comparé crée d'ailleurs des sortes de courants auxquels il est difficile de résister.

Vu: le Président de la thèse,
A. COLIN

Vu le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Des dispositions de loi relatives aux auteurs mariés.....	11
CHAPITRE II. — Droits contractuels.....	17
Le droit d'auteur en conflit avec la communauté..	17
Historique de la question	17
Discussion.....	61
En droit.....	81
En législation.....	116
CHAPITRE III. — De l'application de la loi du 13 juillet 1907 à la propriété littéraire et artistique de la femme mariée.....	151
CHAPITRE IV. — De la propriété littéraire et artistique des auteurs mariés sous un régime autre que ceux de communauté	171
Régime dotal	172
Régime sans communauté.....	177
Séparation de biens	188
CHAPITRE V. — Droits successoraux.....	191
Quotité et nature du droit successoral du conjoint.	191

Du rapprochement entre la loi de 1866 et la loi du 9 mars 1891 modifiant l'article 767 du Code civil	195
Du calcul de la réserve prévu par la loi de 1866...	209
Etendue des droits d'administration du conjoint survivant	210
Des manuscrits et œuvres inédites	213
CHAPITRE VI. — Droits successoraux du conjoint sur- vivant de l'auteur, sur sa propriété littéraire ou artistique, en législation comparée	217

